

**2000**

**LA CROISSANCE  
CONSOLIDÉE**

**Bilan économique et social  
du Loir-et-Cher**

## Sommaire

<b>Synthèse .....</b>	<b>5</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>13</b>
<b>1 - La population.....</b>	<b>19</b>
<b>A - Des données supplémentaires issues du recensement.....</b>	<b>19</b>
1 - Un vieillissement sensible de la population .....	19
2 - Forte progression de l'activité des femmes .....	21
3 - Les mouvements domicile - travail s'intensifient.....	23
4 - Vers une diminution du nombre d'actifs .....	24
<b>B - L'enseignement.....</b>	<b>25</b>
1 - Toujours moins d'élèves dans le premier degré .....	25
2 - Un sursaut dans le second degré.....	26
3 - Encore une centaine d'élèves supplémentaires dans l'enseignement supérieur .	29
<b>2 - Aspects sociaux.....</b>	<b>31</b>
<b>A - Les revenus .....</b>	<b>33</b>
1 - Des gains appréciables de pouvoir d'achat .....	33
<b>B - Les minima sociaux .....</b>	<b>35</b>
1 - Premier recul du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion .....	35
2 - Forte hausse de la part des plus jeunes bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé.....	37
3 - Toujours plus d'allocataires adultes handicapés .....	38
<b>C - Petite pose sur les automobiles neuves.....</b>	<b>39</b>
<b>D - Surendettement des ménages : la décrue est amorcée .....</b>	<b>39</b>
<b>E - L'aide à domicile aux personnes âgées.....</b>	<b>40</b>
1 - Services d'aides à domicile et emplois familiaux .....	40
2 - Services de soins infirmiers à domicile.....	41

### **3 - La vie des entreprises et des établissements.....43**

#### **A - Le mouvement des entreprises..... 45**

- 1 - Nette reprise des immatriculations d'entreprises..... 45
- 2 - Un solde largement positif dans la zone d'emploi de Blois..... 46
- 3 - Entreprises implantées ou disparues en 2000..... 46
- 4 - Un sursaut dans l'artisanat..... 47
- 5 - Nouvelle érosion du nombre d'apprentis ..... 49

#### **B - Le niveau d'activité des entreprises ..... 50**

- 1 - Nouvelle hausse des chiffres d'affaires..... 50
- 2 - La baisse du taux de TVA pèse sur les recettes fiscales ..... 51
- 3 - L'impôt sur les sociétés toujours en hausse ..... 52
- 4 - Bonne progression des investissements ..... 52
- 5 - Les aides financières aux entreprises industrielles, à l'artisanat  
et à l'agriculture..... 53
- 6 - Aides européennes ..... 54

#### **C - Répercussion des activités sur l'emploi ..... 54**

- 1 - Des besoins en personnel toujours croissants ..... 54
- 2 - Nouvelle hausse de l'emploi salarié dans tous les secteurs ..... 55
- 3 - Le chômage partiel et les licenciements économiques sont à des niveaux très  
faibles ..... 57
- 5 - Perspectives 2001 : quel sera l'impact du ralentissement américain ? ..... 59

### **4 - Le marché du travail .....61**

#### **A - Les demandeurs d'emploi ..... 63**

- 1 - La baisse du chômage s'est encore accélérée..... 63
- 2 - Les demandes d'emploi en fin de mois : quelques caractéristiques ..... 67
- 3 - Les besoins en ouvriers qualifiés s'accroissent ..... 69
- 4 - Plus de sorties que d'entrées sur le marché du travail ..... 71

#### **B - Les offres d'emploi ..... 72**

- 1 - Toujours plus d'offres d'emploi..... 72
- 2 - Des goulots d'étranglements..... 73

#### **C - Bilan des aides à l'emploi en Loir-et-Cher en 2000 ..... 73**

#### **D - Perspectives 2001 ..... 74**

<b>5 - Quelques indicateurs de l'activité économique.....</b>	<b>75</b>
<b>A - L'agriculture .....</b>	<b>77</b>
1 - Le Loir-et-Cher enregistre le plus fort rythme de disparition du nombre d'exploitations agricoles de la région entre 1988 et 2000 .....	77
2 - Les céréales reprennent de l'avance.....	78
3 - Le nombre de salariés agricoles est resté quasiment stable .....	79
<b>B - La construction .....</b>	<b>80</b>
1 - En région Centre, l'activité est restée globalement bien orientée .....	80
2 - La construction de locaux d'activités est restée soutenue en Loir-et-Cher .....	81
3 - Les ménages investissent massivement dans le logement .....	83
4 - Moins de prêts à taux zéro .....	83
<b>C - Le tourisme.....</b>	<b>84</b>
1 - Stabilité du parc hôtelier.....	84
2 - Les hôtels du Loir-et-Cher accueillent toujours plus d'étrangers .....	85
3 - Un millésime 2000 plutôt décevant pour les campings .....	87
4 - Le parc des structures de tourisme vert continue de s'étoffer .....	88
5 - Monuments et animations : une saison sous le signe de la stabilité.....	89
<b>D - Le commerce extérieur .....</b>	<b>90</b>
1 - Nouvelle progression des volumes d'échanges.....	90
2 - Les entreprises du Loir-et-Cher ont moins exporté .....	90
3 - Nouvelle hausse des importations.....	91
4 - L'excédent commercial du Loir-et-Cher se contracte de nouveau.....	91
<b>Conclusion.....</b>	<b>93</b>
<b>Table des illustrations .....</b>	<b>97</b>

---

# **SYNTHESE**

---



## Introduction

L'économie mondiale a connu une croissance forte au premier trimestre, puis progressivement ralentie en raison d'un coup de frein brutal de la conjoncture aux Etats-Unis. En France, la consommation des ménages s'est révélée moins forte que prévu ; le Produit Intérieur Brut s'est néanmoins accru de 3,2 % comme en 1999. Les investissements des entreprises ont progressé en moyenne de plus de 7 % pour tenter de faire face aux goulots d'étranglements auxquels elles sont confrontées. La construction est restée très dynamique, y compris dans les travaux publics. La création de nouvelles entreprises a nettement redémarré, surfant sur la vague des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les entreprises du Loir-et-Cher ont largement bénéficié de cette conjoncture porteuse, accroissant régulièrement le niveau de leurs carnets de commandes et leurs chiffres d'affaires.

Près de 520 000 emplois nets ont été créés dans le secteur concurrentiel et plus de 600 000 au total, meilleur résultat depuis les années soixante. Le taux de chômage est repassé bien en dessous de la barre des 10 % (9,2 % au 31 décembre).

## 1 - LA POPULATION

### ▪ Des données supplémentaires issues du recensement

- La population du Loir-et-Cher vieillit. Le nombre de jeunes de moins de 10 ans est en baisse, tandis que celui des plus de 45 ans augmente. On observe également un déficit important entre 16 et 25 ans qui semblerait lié aux départs vers des centres de formation ou des pôles d'emplois extérieurs. Aujourd'hui la part des 60 ans et plus est supérieure de 3 points à celle des moins de 20 ans.
- La population active s'est accrue entre 1990 et 1999, principalement grâce à l'augmentation du taux d'activité des femmes. En revanche l'évolution devrait devenir négative à partir de 2007, le nombre d'entrants potentiels sur le marché du travail devenant inférieur à celui des sortants.
- Les mouvements domicile - travail s'intensifient. Ce sont quotidiennement 20 000 personnes qui quittent leur commune ou agglomération de résidence pour aller travailler. La concentration des emplois dans les pôles d'activités s'intensifie tandis que l'habitat se développe à leur périphérie, et de plus en plus loin.

### ▪ L'enseignement

Les effectifs scolaires du département continuent de s'amenuiser, en maternelle, en primaire et dans les lycées. Le recul est particulièrement sévère pour les lycées professionnels (- 5,4 %) malgré l'accroissement du nombre d'élèves en CAP. En revanche, les effectifs des collèges connaissent un léger sursaut, en particulier en classes 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>.

L'enseignement supérieur a gagné une centaine d'étudiants supplémentaires, toujours grâce au développement des filières scientifiques. L'école d'ingénieurs du Val-de-Loire compte aujourd'hui plus de 400 étudiants, l'école supérieure de la Nature et du Paysage 130. Les BTS tertiaires confirment leur déclin (faible cependant) amorcé en 1999, alors que les BTS industriels sont stables.

## **2 - ASPECTS SOCIAUX**

### **▪ Des gains appréciables de pouvoir d'achat**

En francs constants le revenu moyen des personnes physiques s'est accru de 2,7 % en 1998 à 89 823 F, un peu moins qu'au cours de l'année précédente. Grâce à une inflation très faible, le pouvoir d'achat a cependant progressé plus vigoureusement avec un gain de 2 %.

Le nombre des foyers fiscaux a augmenté de plus de 2 000 en un an. La reprise de l'emploi se traduit simultanément par une forte croissance des foyers imposés (+ 7,9 %) et un reflux des non imposés (- 5,8 %). Le taux de ces derniers est ainsi revenu à 45,9 % contre 49,5 % l'année précédente.

### **▪ Minima sociaux**

Le nombre d'allocataires du RMI réellement payés au cours du mois a enfin reculé, mais plus faiblement que la vigueur de la croissance ne le laissait espérer : - 3,2 %. Il a d'ailleurs recommencé à croître en fin d'année. Dans le Centre et en France, la baisse est plus sensible. Au 31 décembre 2000, on compte 3 769 allocataires en Loir-et-Cher. La part des familles monoparentales parmi les érémistes augmente à nouveau après le répit constaté en 1999. Les plus jeunes sont les principaux bénéficiaires de la décade, leur poids relatif diminuant de 3,4 points.

La hausse continue du nombre des bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé est enrayée. La part des moins de 25 ans a en contrepartie augmenté de 4 points, le recul concernant plutôt les 30-34 ans.

Plus de 2 630 personnes ont perçu l'Allocation Adultes Handicapés, soit une hausse de 2 %.

### **▪ Petite pose sur les automobiles neuves**

Si le nombre des immatriculations a de nouveau progressé légèrement, il le doit aux véhicules d'occasion. En effet, l'investissement en voitures neuves est un peu en retrait par rapport à une excellente année 1999, tout en restant à un niveau élevé : 12 108 immatriculations (- 1,1 %) sur douze mois. Au total, près de 52 500 véhicules particuliers ont fait l'objet d'une transaction, soit un gain de 0,8 %.

### **▪ Surendettement des ménages : la décade est amorcée**

Après de fortes augmentations en 1998 et 1999, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement de Loir-et-Cher a enfin commencé à diminuer : 674 pour l'année 2000, représentant une baisse de 6 %. Ce renversement de tendance est d'autant plus à souligner qu'au niveau régional ou national, la progression s'est poursuivie, quoique sur un rythme très ralenti. Le Loir-et-Cher se maintient ainsi autour de la 60ème place des départements français au nombre de dossiers pour 100 000 habitants et au dernier rang dans le Centre.

### **▪ L'aide à domicile aux personnes âgées**

Le nombre d'heures travaillées par les aides à domicile en 2000, financées par la prestation d'aide ménagère des caisses de retraite ou de l'aide sociale est en baisse de 0,3 % à 333 685 heures pour 3 534 bénéficiaires, malgré l'afflux toujours croissant des demandes. En revanche, celui des assistantes ménagères augmente encore à 710 605 heures (+ 2,6 %) pour 3 622 personnes.

### **3 - LA VIE DES ENTREPRISES ET DES ETABLISSEMENTS**

#### **▪ Nette reprise des immatriculations d'entreprises**

Selon les données provisoires de la CCI, on aurait enregistré 1 088 immatriculations d'entreprises au cours de l'année (dont presque la moitié de créations), soit 181 de plus qu'en 1999. Simultanément, le volume des radiations serait quasiment stable. Il en résulterait donc un solde positif de 108 unités, provenant tout spécialement du dynamisme des services aux entreprises et de la construction. Un seul secteur d'activités continue de présenter un solde négatif, le commerce.

Contrairement à l'année précédente, les radiations sont en forte hausse sur la zone d'emploi de Vendôme, où le solde n'est que très faiblement positif. En revanche, la situation s'est franchement améliorée dans les deux autres bassins où se combinent baisse des radiations et envol des immatriculations (+ 20 %).

L'artisanat a enfin profité de la conjoncture, mais beaucoup plus timidement. Malgré une progression des immatriculations le solde reste négatif de 4 unités. Il s'agit cependant du meilleur résultat des cinq dernières années. L'érosion du stock d'entreprises depuis 1996 est très sensible dans la branche de l'alimentation, assez marqué également dans la production. Seul le bâtiment est à un niveau supérieur, grâce à un gain de 26 unités en 2000.

#### **▪ Niveau d'activité**

Le Baromètre de Conjoncture Sociale de l'Observatoire a enregistré les meilleurs résultats depuis sa création en 1993. Le niveau d'activité s'est accru dans 6 établissements sur 10 et parfois fortement. Le dynamisme de la construction s'est confirmé, tandis que le commerce de gros s'est repris après un exercice 1999 en demi-teinte. Ce constat est corroboré par le tableau de bord des administrations économiques et financières de Loir-et-Cher, selon lequel le chiffre d'affaires des entreprises a augmenté de 9,1 %. Celles-ci ont également investi, notamment au cours du premier semestre ; en moyenne annuelle, la progression est de 9 %.

La baisse du taux normal de TVA et l'application en année pleine du taux réduit sur les travaux de rénovation de l'habitat a pesé sur les recettes fiscales. En Loir-et-Cher, les montants recouverts ont diminué de 2,6 %, comme dans le Centre, alors qu'ils progressaient légèrement en France.

Plus de 709 millions de francs ont été acquittés au titre de l'impôt sur les sociétés, soit une hausse de 30 % sur un an. La tendance lourde au cours des dernières années est à un redressement de la situation financière des entreprises.

#### **▪ Répercussions des activités sur l'emploi**

L'année 2000 est marquée par des besoins records en main-d'œuvre. Plus de 180 000 déclarations préalables à l'embauche ont été déposées, en augmentation de 13 % sur 1999. Tous les secteurs ont été concernés (industrie + 19 %, construction + 13,5). Des sommets ont été atteints avec les DPAE émanant de l'intérim avec près de 115 000, soit + 16,4 %.

La croissance de l'emploi salarié du secteur privé n'a pas été aussi forte qu'en 1999, mais elle reste remarquable : + 2,4 %. Le département aurait ainsi gagné environ 2 200 postes de travail supplémentaires. Le résultat aurait été meilleur sans un fléchissement du rythme de progression du tertiaire, qui a paru s'essouffler en fin d'année. L'industrie en revanche s'est mieux comportée encore avec un gain de 2 % représentant quelques 700 postes, plus forte hausse depuis le début des années 80. On observe des croissances d'effectifs dans de nombreuses branches, y compris dans les industries agroalimentaires malmenées en 1999 ou des activités précédemment en perte de vitesse telles que l'habillement ou l'imprimerie-édition.

Le chômage partiel est plus élevé qu'en 1999 avec 9 700 journées indemnisées, mais demeure à un niveau très faible en comparaison des périodes antérieures. Le nombre des licenciements économiques déclarés continue de baisser.

#### ▪ **Perspectives 2001 : quel sera l'impact du ralentissement américain ?**

Les chefs d'entreprises français se montrent de plus en plus prudents et les conjoncturistes aussi. Les prévisions d'investissement sont revues à la baisse, sauf dans le secteur automobile. Il sera sans doute difficile au PIB national de croître de plus de 2,5 % sur l'année. En Loir-et-Cher, l'activité est toujours intense au premier trimestre, mais quelques signes d'un prochain ralentissement apparaissent.

## **4 - LE MARCHE DU TRAVAIL**

La dégrue du chômage s'est encore accélérée. Au 31 décembre 2000, le département compte en données brutes 9 601 demandeurs d'emploi (catégorie 1), soit un recul de 17,9 % sur douze mois. En deux ans, la réduction atteint 4 400 personnes. Le nombre de chômeurs de catégorie 6 est lui aussi en très forte baisse. Comme en 1999, la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay a obtenu le meilleur résultat avec - 21,6 %. En fin d'année, le taux de chômage du Loir-et-Cher est revenu à 8 % contre 9,4 un an auparavant ; il reste légèrement supérieur au taux régional (7,7 %) et inférieur à la moyenne nationale (9,2 %).

Le recul a cette année profité autant aux femmes qu'aux hommes. Il est resté soutenu pour les jeunes de moins de 25 ans, mais c'est pour les chômeurs de longue durée que l'évolution est la plus favorable : - 28 % pour l'ensemble des inscrits depuis plus d'un an et près de - 30 % pour les deux ans et plus. Leur part dans le total des demandeurs a perdu presque 5 points en un an.

Les besoins en ouvriers qualifiés se sont accentués. C'est la catégorie socioprofessionnelle qui enregistre la plus forte dégrue, en particulier les très qualifiés dont la part est aujourd'hui infime. Les CSP ayant connu en 2000 les baisses les moins fortes sont les manœuvres et les cadres.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le nombre de sorties des fichiers a été supérieur à celui des entrées. Les volumes sont moindres qu'en 1999, mais le recul des inscriptions est plus marqué. Parmi ces dernières, la part de celles motivées par un licenciement économique se restreint encore.

L'Anpe a collecté 13 350 offres d'emploi (+ 0,4 %), dont près de la moitié pour des postes durables. Une analyse de l'agence met en évidence de vives tensions sur certains postes où les offres sont très largement supérieures aux demandes (agents d'enquête, de sécurité, animateurs de vente, déménageurs).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2001, le reflux du chômage s'est renforcé de nouveau. Fin mars, le rythme annuel atteint - 22 %. Les offres d'emploi sont en forte augmentation. Le taux de chômage s'établit à 7,3 % pour le Loir-et-Cher ; il est même inférieur à 7 % dans le bassin de Vendôme.

## **5 - QUELQUES INDICATEURS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

### **▪ Agriculture : un rythme de disparition des exploitations très élevé entre 1988 et 2000**

Selon les premiers résultats du recensement agricole 2000, le Loir-et-Cher compte 4 500 exploitations. Depuis le précédent en 1988, le rythme annuel de disparition s'élève à 5,6 % ; c'est de loin le plus important de la région. Les deux tiers des exploitations spécialisées dans le maraîchage, les fruits, les orientations polyculture ou polyélevage ont été perdus. La concentration des terres s'est intensifiée, la superficie moyenne étant multipliée par 1,8. Le nombre des actifs agricoles permanents a diminué de moitié, mais les emplois non permanents ont dans le même temps nettement progressé.

Les nouvelles aides européennes n'avantageant plus les oléagineux, les producteurs se sont tournés à nouveau vers les céréales dont les surfaces ont augmenté de 4 % en 2000. Les conditions climatiques défavorables ont perturbé les récoltes, en particulier pour le colza. Le vignoble départemental compte une nouvelle Appellation d'Origine Contrôlée, les Coteaux du Vendômois, dont l'aire s'étend sur 27 communes. Les nouveaux rebondissements de la crise de l'ESB ont poussé une nouvelle fois les consommateurs vers les volailles, seul cheptel en accroissement.

### **▪ Le dynamisme de la construction ne se dément pas**

Les surfaces destinées aux locaux à usage professionnel mises en chantier en 2000 sont encore supérieures à celles de l'année précédente (+ 8,5 %). Quasiment toutes les activités ont été concernées, mais plus spécialement les équipements collectifs, le stockage non agricole et surtout le commerce, qui a représenté plus de 15 % des surfaces construites.

Poursuivant sur sa lancée, la demande de logements neufs s'est montrée encore plus vigoureuse avec 13 % de mises en chantier de plus, pour un total de 1 695 unités, dont 84 % de maisons individuelles. Paradoxalement, le prêt à taux zéro a été moins sollicité : 750, soit 24 % de moins qu'en 1999.

### **▪ Une saison touristique moins mauvaise que prévu**

Les mauvaises conditions climatiques en juillet et les conséquences du naufrage de l'Erika sur la clientèle de passage laissaient craindre une large désaffection des touristes. Finalement, les étrangers sont venus encore plus nombreux dans les hôtels du Loir-et-Cher (à l'exception des Allemands), mais sont restés moins longtemps. Dans les campings, on compte à l'inverse moins d'arrivées, mais les séjours ont été plus longs. Les gîtes ont enregistré une moindre fréquentation, supérieure néanmoins à celle de 1998.

En matière d'animation, les locomotives du département (Chambord, Zoo-parc de Beauval) ont bien tiré leur épingle du jeu. Les sites ou manifestations les plus récents, tels que la Commanderie des Templiers d'Arville, Musikenfête à Montoire, le musée de l'Objet à Blois ou l'espace Matra à Romorantin-Lanthenay, ont attiré de nombreux visiteurs.

### **▪ Le Loir-et-Cher a moins exporté**

Après deux années record, les exportations départementales se sont légèrement tassées (- 3,6 %), notamment en matière de produits agricoles ou agroalimentaires, de biens d'équipement et surtout de biens de consommation.

En revanche les volumes d'importations restent orientés à la hausse, sous l'effet conjugué d'une forte demande des entreprises en biens intermédiaires et d'équipement et de celle des ménages. L'excédent commercial s'est en conséquence contracté pour la deuxième année consécutive avec 2,73 milliards de francs (- 28 %) le taux de couverture demeure cependant élevé à 138 % contre 103 % en moyenne régionale et 97 % pour la France.

## **Conclusion**

La création d'une banque centrale et d'une monnaie unique ne met pas l'Union Européenne à l'abri des soubresauts de l'économie américaine. Son poids financier (dollar, fonds de pension) est tel qu'une autonomie est inenvisageable dans un avenir proche.

Sans ce retournement outre-atlantique, le millésime 2000 aurait pu être considéré comme excellent pour la France : créations d'emplois en très grand nombre, croissance du PIB, etc.

C'est d'ailleurs bien sur le front du chômage que les meilleurs résultats ont été engrangés. Et plus particulièrement pour les chômeurs de longue durée dont le nombre est en recul de 30 % sur douze mois en Loir-et-Cher au 31 mars 2001. Cette évolution prouve que, contrairement aux idées reçues, cette main-d'œuvre est mobilisable.

---

# **INTRODUCTION**

---



## ÇA AVAIT SI BIEN COMMENCÉ

### ***Une forte croissance ternie par une fin d'année difficile aux Etats-Unis***

La croissance mondiale a avoisiné 5 % en 2000, contre 3,6 % l'année précédente. Cette performance a résulté d'une progression de concert de toutes les zones du globe. Mais après avoir culminé au premier semestre, elle s'est infléchie en fin d'année en raison du ralentissement de l'économie américaine. Pronostiqué par les conjoncturistes, celui-ci a toutefois été plus brutal que prévu, avec une croissance quasi nulle au quatrième trimestre. Il n'a pas eu que des effets négatifs, certains excès, en particulier les surenchères financières dans la « nouvelle économie », ayant été gommés. Des secteurs traditionnels ont retrouvé des marges de manœuvre, tant sur le plan des capacités d'investissement que de la main-d'œuvre disponible. Les risques d'inflation se sont de surcroît éloignés, permettant à la Réserve Fédérale de desserrer l'étreinte des taux d'intérêt.

Ce ralentissement, qui se propage déjà aux pays du sud-est asiatique, produira surtout des effets en 2001 et au total 2000 restera comme une très bonne année, malgré la flambée des prix des produits pétroliers qui a elle aussi apporté quelques perturbations.

La zone Euro a enregistré pour sa part une croissance de 3,4 %, grâce surtout à des exportations dopées par l'effritement de la monnaie unique face au Dollar, au Yen et à la Livre.

### ***Les exportations et l'investissement ont tiré la croissance française***

Les analystes ont été surpris par une progression plus faible que précédemment de la consommation des ménages. Différents facteurs ont influé sur cette évolution, alors que leur moral restait à un niveau élevé. C'est en particulier le cas de la hausse des prix du pétrole, qui explique à elle seule 1 % sur les 1,6 % d'inflation constatée en moyenne annuelle, contre 0,5 % en 1999. Heureusement, les exportations ont pris le relais (+ 15 %) et le Produit Intérieur Brut s'est accru de 3,2 % sur l'année, soit exactement le même résultat qu'en 1999. La forte accélération de l'offre a entraîné des goulots d'étranglement (approvisionnements, équipements, recrutements) qui n'ont été que partiellement résorbés par la vigueur de l'investissement ; ce dernier a progressé de 7,2 % pour l'ensemble des activités et de 11 % dans l'industrie manufacturière. L'industrie et plus encore le bâtiment se sont trouvés confrontés à des pénuries de main d'œuvre (la moitié des entreprises pour la première, 80 % pour le second) plus marquées qu'à la fin des années quatre-vingt, qui se sont essentiellement traduites par un allongement des durées d'embauche. Avec le ralentissement général, ces tensions se sont stabilisées en fin d'année.

La construction est restée très dynamique (croissance de 5,2 % sur l'année), stimulée à la fois par les besoins en locaux à usage professionnel et par une forte demande de logements. La réparation des dégâts causés par les tempêtes de l'hiver a également contribué à ce mouvement. L'activité s'est de surcroît révélée particulièrement soutenue dans les travaux publics au deuxième semestre, en raison notamment de la perspective des élections municipales.

Autre élément positif, la création d'entreprises a nettement redémarré. En 2000, 177 000 nouvelles sociétés ont vu le jour, contre moins de 170 000 un an plus tôt. Stimulé par la croissance, ce mouvement a surtout bénéficié du puissant moteur des nouvelles technologies. Ainsi plusieurs milliers de start-up dans l'Internet ont vu le jour au cours des vingt-quatre derniers mois. Simultanément, le nombre des dépôts de bilan est en net repli. Le tissu économique national apparaît donc singulièrement consolidé par rapport au début de la décennie quatre-vingt-dix.

## ***Progression historique de l'emploi***

L'année 2000 a confirmé et amélioré les excellentes nouvelles de 1999 avec la création nette de plus de 517 000 emplois salariés dans le secteur concurrentiel (hors agriculture), après les 400 000 de l'année précédente. Tous les secteurs ont participé : + 391 000 dans le tertiaire, + 70 200 dans l'industrie, qui a donc contribué positivement pour la deuxième année consécutive, et + 56 300 pour la construction. S'y ajoutent quelques 80 000 postes supplémentaires dans le secteur public, portant à près de 600 000 le nombre d'emplois nouveaux, meilleur résultat depuis les années soixante.

Le chômage, déjà bien érodé depuis deux ans, a en conséquence continué de décroître sur un rythme soutenu. Fin décembre le taux revenait à 9,2 % contre 10,6 % douze mois plus tôt. Il a ainsi baissé de 2,3 points en deux ans.

## ***Huit mois de folie en Loir-et-Cher***

L'enquête de conjoncture trimestrielle réalisée par l'Observatoire auprès d'un échantillon représentatif d'une centaine d'entreprises fait état d'une activité très soutenue tout au long de l'année. Des résultats exceptionnels ont même été enregistrés entre mars et octobre. Les chiffres d'affaires ont progressé dans plus de 6 entreprises sur 10, le niveau des carnets de commandes s'est accru dans un tiers des cas en moyenne et dans 45 % au deuxième trimestre. Pour y faire face, les effectifs se sont gonflés régulièrement, progressant globalement dans 4 établissements sur 10 sur l'ensemble des enquêtes, et les investissements nécessaires ont été réalisés dans plus d'un tiers des entreprises, avec une hausse en fin de période.

Fin novembre, le moral des responsables interrogés restait particulièrement élevé, 63 % d'entre eux se déclarant optimistes pour les mois à venir.

## ***Le spectre du ralentissement***

Au début de l'année 2001, l'environnement international de la zone euro est marqué par les difficultés des deux autres principales économies industrialisées, le Japon, englué dans ses problèmes bancaires et surtout les USA, en panne de croissance.

En France, le nouveau millénaire s'est ouvert sur des signes de vigueur de la demande intérieure. L'investissement est resté très dynamique et la consommation des ménages a fortement rebondi au premier trimestre, sous le double effet de la progression des revenus et de la modération de l'inflation. L'emploi a continué de croître (prévisions de 250 000 postes supplémentaires au premier semestre) et le taux de chômage devrait se situer en dessous de 8,5 % en juin ; il est déjà revenu à 8,7 % en mars. La croissance du PIB pourrait donc avoisiner les 3 % en rythme annuel sur les six premiers mois. L'incertitude liée à l'effet des turbulences américaines se fera sûrement sentir par la suite. Les exportations se contractent déjà ; elles devraient croître deux fois moins qu'en 2000. Par ailleurs, un impact négatif sur la confiance des entreprises et des ménages est à envisager. Les prévisions de croissance ont en conséquence été revues à la baisse à plusieurs reprises. La fourchette actuelle se situe en général entre + 2,5 % et + 2,9 %, les plus pessimistes avançant + 2,3 %. Il faut néanmoins souligner que la croissance française a été saine ; les ménages n'ont pas recouru massivement à l'endettement comme aux Etats-Unis pour consommer. Le taux d'épargne n'a en effet cessé d'augmenter (15,9 % en 2000 contre 15,3 % en 1999) et devrait dépasser 16 % en 2001.

---

**1**

**POPULATION**

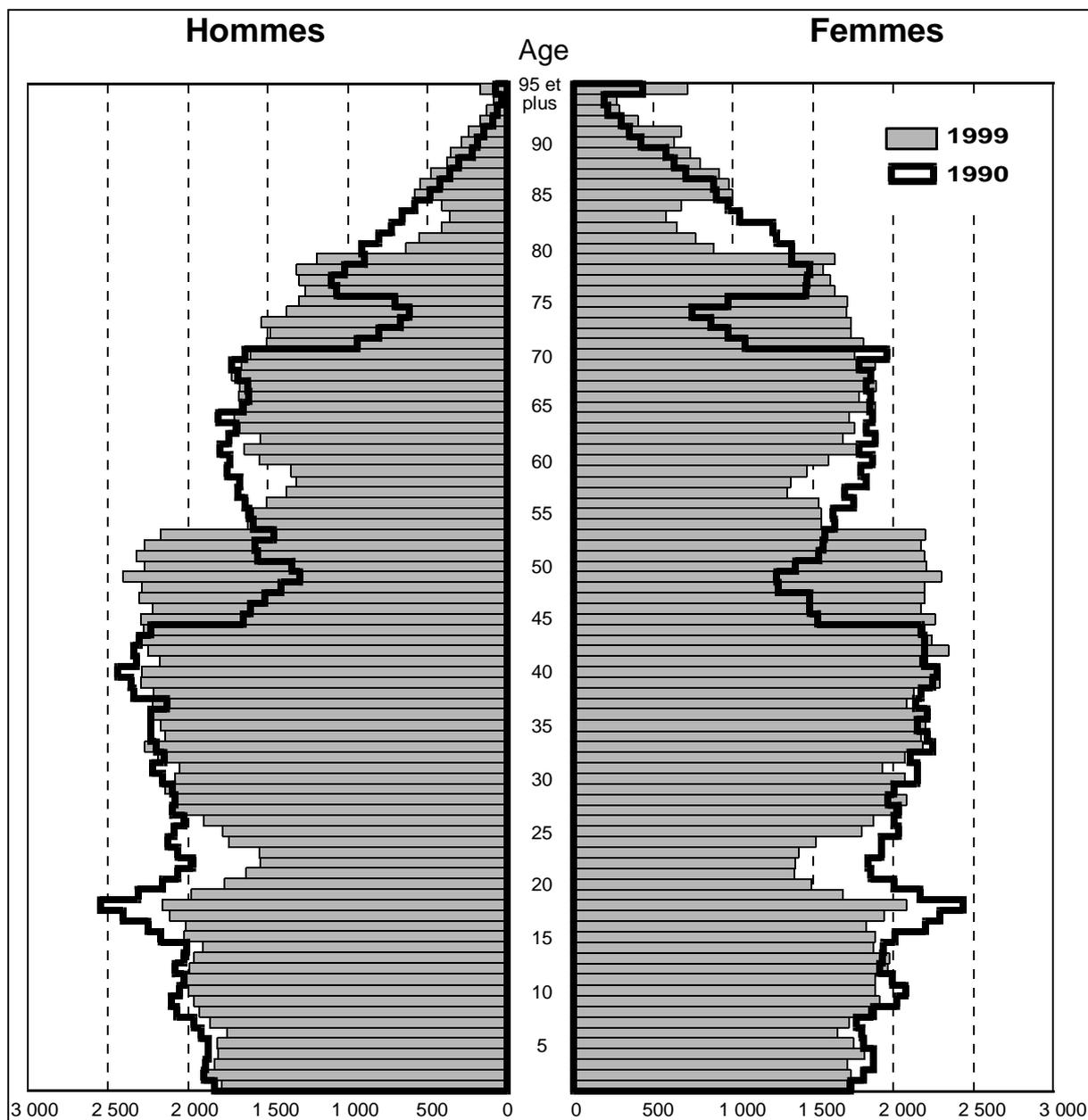
---



## A - DES DONNEES SUPPLEMENTAIRES ISSUES DU RECENSEMENT

### 1 - Un vieillissement sensible de la population

GRAPHIQUE 1 : PYRAMIDE DES AGES EN LOIR-ET-CHER EN 1999



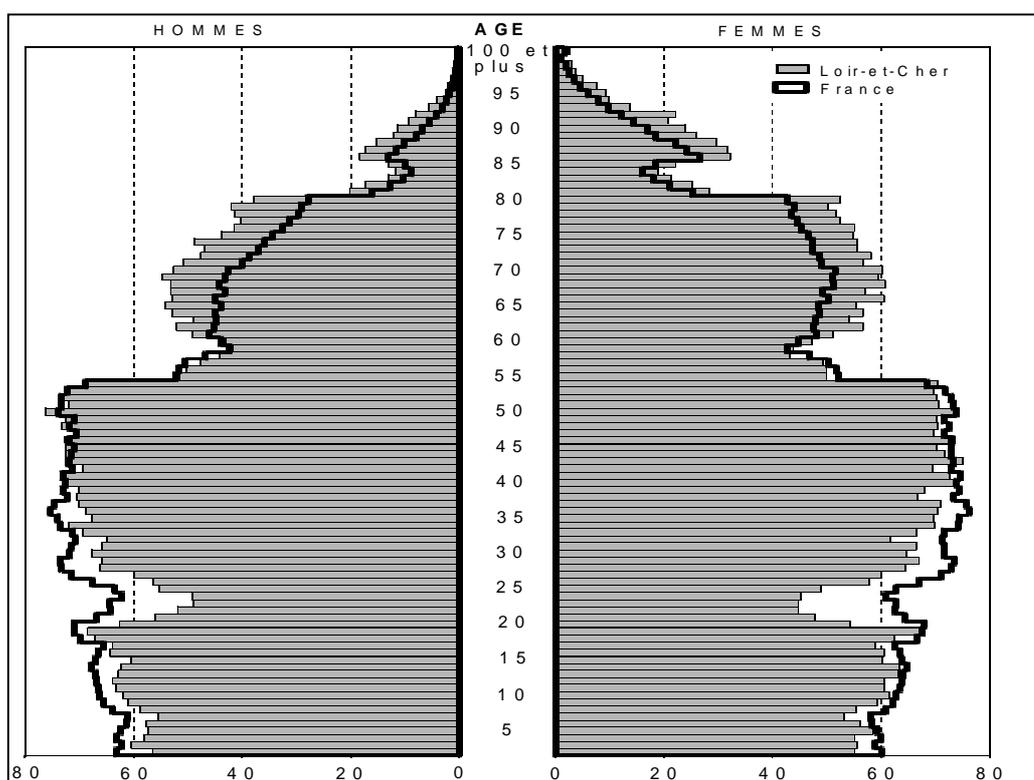
D'après source : INSEE, recensements de la population

A l'instar de la communauté nationale, la population du Loir-et-Cher vieillit. La forme de la pyramide des âges est désormais plus proche du fût. Entre 1990 et 1999, l'accroissement (9 000 personnes) s'est principalement réalisé par le glissement de 3 tranches d'âge : les 45-54 ans, génération du « baby-boom », les 71-79 ans et les plus de 85 ans. Ces deux dernières traduisent l'allongement de la durée de la vie, en particulier chez les femmes. En mars 1999, le département comptait ainsi 100 centenaires, dont 85 femmes. Il est symptomatique de constater que lors du précédent recensement, les chiffres publiés ne portaient que sur les « 95 ans et plus ».

Le nombre de jeunes de moins de 10 ans est en baisse, plus sensible chez les garçons que chez les filles, conséquence de l'érosion de la natalité. Plus préoccupant est le déficit important observé entre 16 et 25 ans, car il ne correspond pas à un creux qui aurait pu apparaître chez les 7-16 ans en 1990. Il semblerait résulter de départs vers des centres de formation extérieurs au Loir-et-Cher, en liaison avec l'allongement de la scolarité, ou vers des pôles d'emplois plus porteurs dans un contexte de situation économique peu favorable (1990-1996). On sait par ailleurs que la proportion des retours est faible ; la carence de jeunes foyers va en conséquence accentuer la diminution des naissances dans les prochaines années. Il faut signaler que ce phénomène se retrouve dans le Cher, l'Eure-et-Loir et l'Indre, très peu dans le Loiret et pas du tout en Indre-et-Loire.

La comparaison avec la répartition nationale indique clairement que le Loir-et-Cher est plus âgé que le pays, conjuguant des effectifs proportionnellement plus faibles en dessous de 30 ans et plus élevés au-dessus de 60 ans.

**GRAPHIQUE 2 : PYRAMIDES DES AGES COMPAREES LOIR-ET-CHER ET FRANCE EN 1999**



D'après source : INSEE, recensement de la population

L'analyse en structure reflète ce vieillissement. Elle montre qu'aujourd'hui la part des 60 ans et plus est supérieure de plus de 3 points à celle des moins de 20 ans (26,2 % contre 23,1 %), alors qu'elle était légèrement inférieure en 1990. Pour les femmes, l'écart atteint près de 7 points. La part des 40-59 ans a progressé de 3 points pour les deux sexes, dépassant celle des 20-39 ans qui a reculé de 2,6 points.

**TABLEAU 1 : REPARTITION DE LA POPULATION TOTALE PAR GRANDE TRANCHE D'AGE (en %)**

	Femmes		Hommes		Total	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
0-19 ans	24,3	22,1	26,3	24,1	25,3	23,1
20-39 ans	26,5	24,0	28,6	26,0	27,6	25,0
40-59 ans	22,1	25,0	23,3	26,3	22,7	25,7
60-74 ans	15,4	16,7	14,5	15,6	15,0	16,2
75 ans et +	11,7	12,1	7,2	7,9	9,5	10,1

Source : INSEE, recensements de la population

Le Loir-et-Cher apparaît ainsi comme l'un des plus vieux départements de la région, après l'Indre. La part des jeunes, en recul partout, reste forte en Eure-et-Loir et Loiret, avec des concentrations dans les territoires jouxtant la région parisienne.

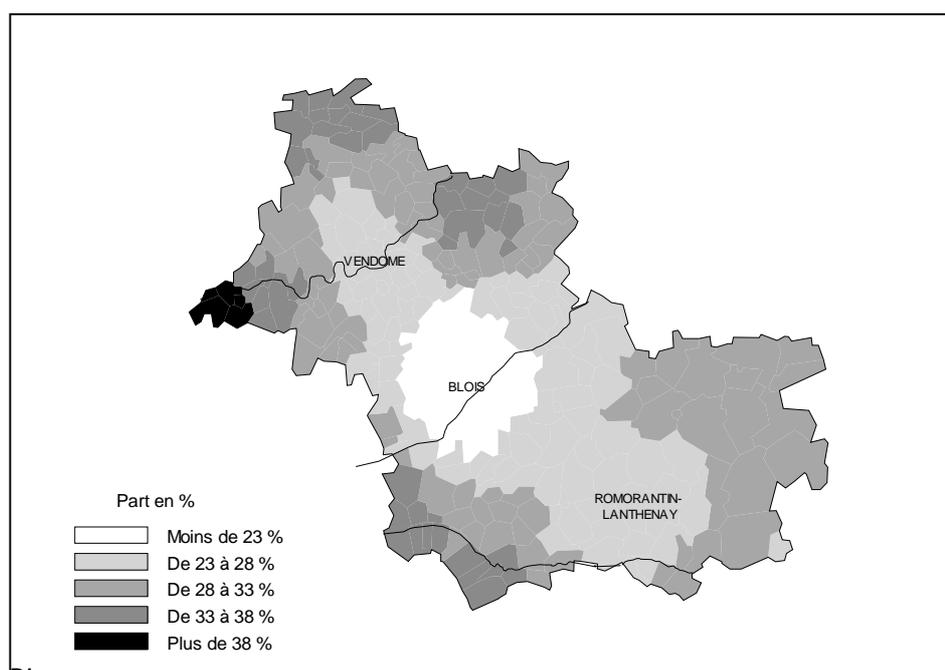
**TABLEAU 2 : PART DES MOINS DE 20 ANS ET DES PLUS DE 60 ANS EN REGION CENTRE EN 1999**

	En %	
	Moins de 20 ans	Plus de 60 ans
Cher	22,0	26,0
Eure-et-Loir	26,5	20,7
Indre	20,6	29,3
Indre-et-Loire	23,8	22,3
Loir-et-Cher	23,1	26,2
Loiret	25,3	20,9
Centre	24,1	23,3

Source : INSEE, recensements de la population

En utilisant la méthode du lissage qui permet d'affecter à une commune la valeur moyenne de celle-ci et de toutes celles qui lui sont adjacentes, on fait ressortir des territoires homogènes. Appliquée à la part des plus de 60 ans, elle montre que la population reste jeune au centre du département, autour de Blois et dans une moindre mesure, sur la Loire et l'axe reliant les trois agglomérations principales. Plus on s'en éloigne, plus la concentration de personnes âgées est élevée, le maximum étant atteint dans la pointe située à l'ouest de Montoire-sur-le-Loir.

**CARTE 1 : PART DES PLUS DE 60 ANS EN 1999 (données lissées)**



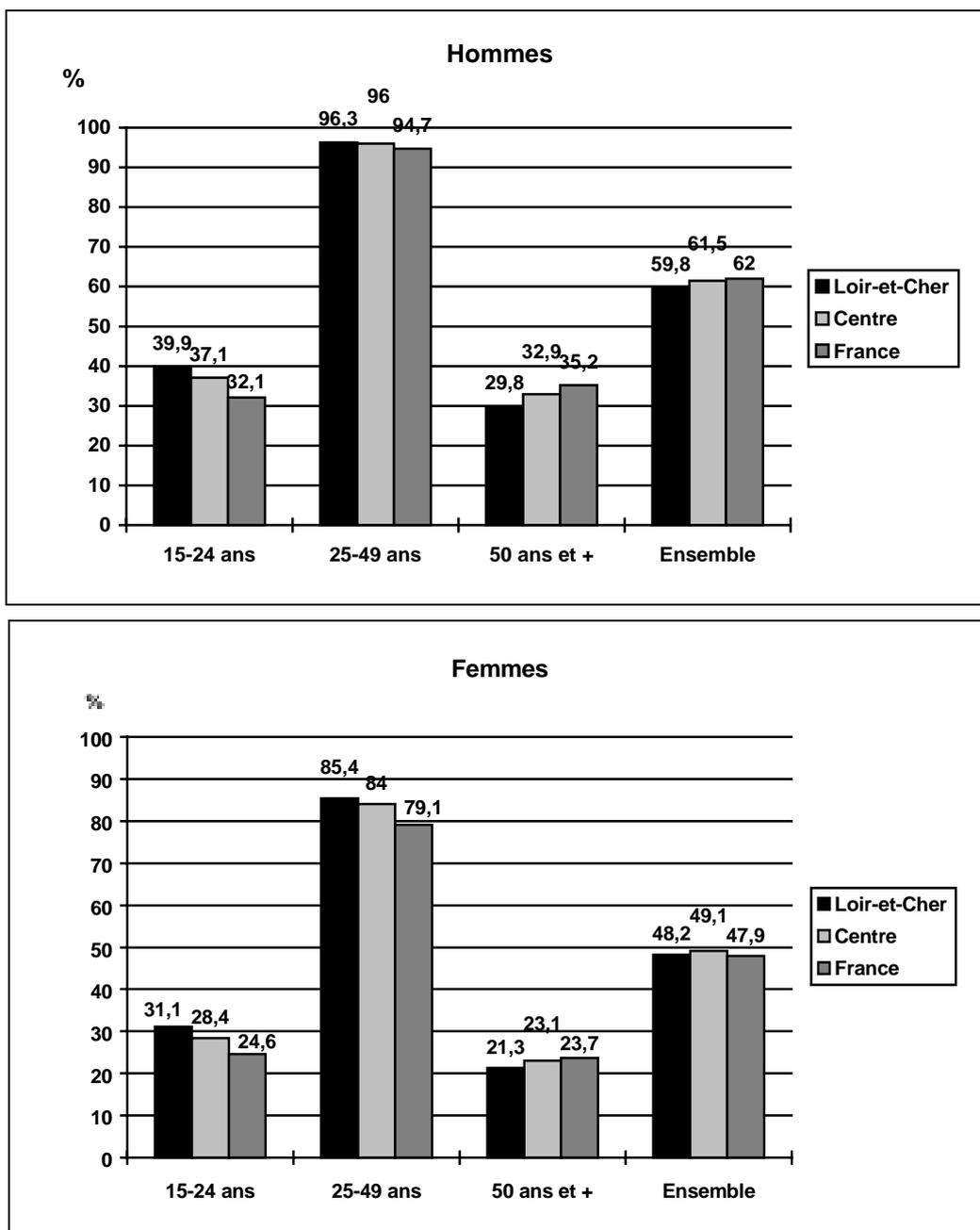
## 2 - Forte progression de l'activité des femmes

Entre 1990 et 1999, la population active du Loir-et-Cher s'est accrue de 2,6 % pour atteindre 141 000 personnes. C'est moins que la moyenne régionale (+ 3,7 %) et surtout que la population en âge de travailler, en hausse de 4,3 %, qui comprend les personnes de 15 ans et plus. Le taux d'activité global est en baisse de 1 point à 53,8 %.

Cette évolution résulte en premier lieu de l'accroissement du nombre des plus de 60 ans, mais aussi de la réduction de l'activité des jeunes. La période 1990-1999 a en effet été marquée par un allongement très net des durées de scolarisation qui a fait passer le taux d'activité de la tranche d'âge 15-24 ans de 44,3 % à 35,7 %. L'entrée dans la vie de travail se fait donc plus tard, mais la sortie se fait simultanément plus tôt : entre 60 et 65 ans, le taux recule de plus de 5 points.

Un autre mouvement important affecte la population active. Il concerne les femmes. Les nouvelles générations travaillent plus que leurs aînées. Entre 25 et 60 ans, près de 82 % d'entre elles sont actives, soit 4 points de plus qu'en 1990 ; ce taux dépasse même 85 % entre 25 et 49 ans, résultat supérieur à celui de la région et plus encore du pays (6 points de mieux). On remarque d'ailleurs que les taux d'activité sont plus élevés en Loir-et-Cher jusqu'à 49 ans, tant chez les hommes que chez les femmes.

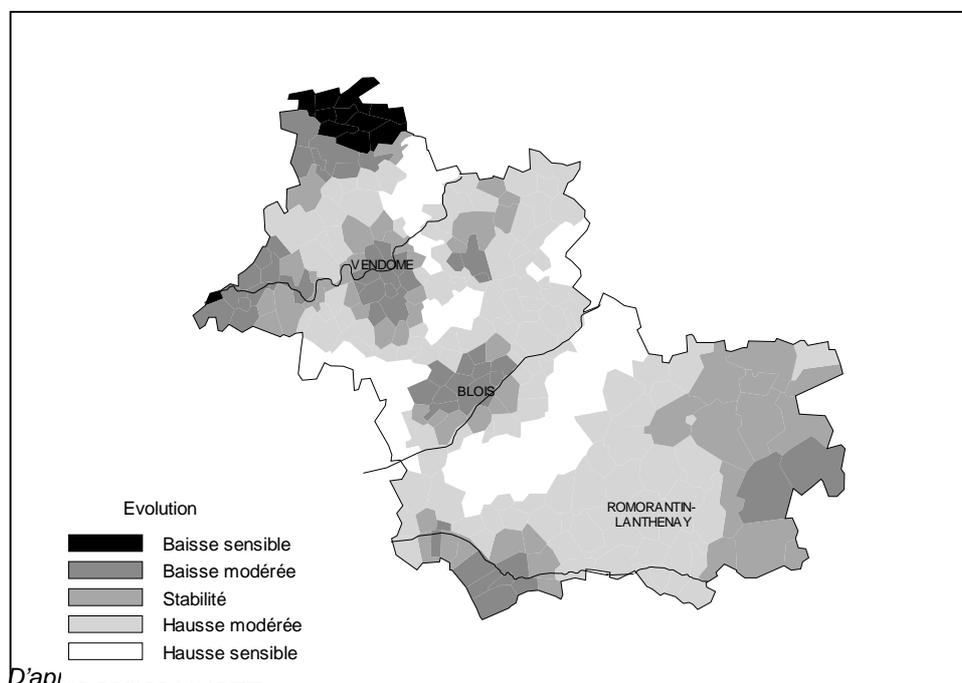
**GRAPHIQUE 3 : TAUX D'ACTIVITE PAR TRANCHE D'AGE ET SEXE EN 1999**



D'après source : INSEE

L'évolution de la population active n'est évidemment pas uniforme sur l'ensemble du territoire départemental. Elle est liée nécessairement à l'évolution démographique, mais en partie seulement ; d'autres facteurs jouent en effet, comme le montre la carte ci-dessous.

**CARTE 2 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE ENTRE 1990 ET 1999 (données lissées)**



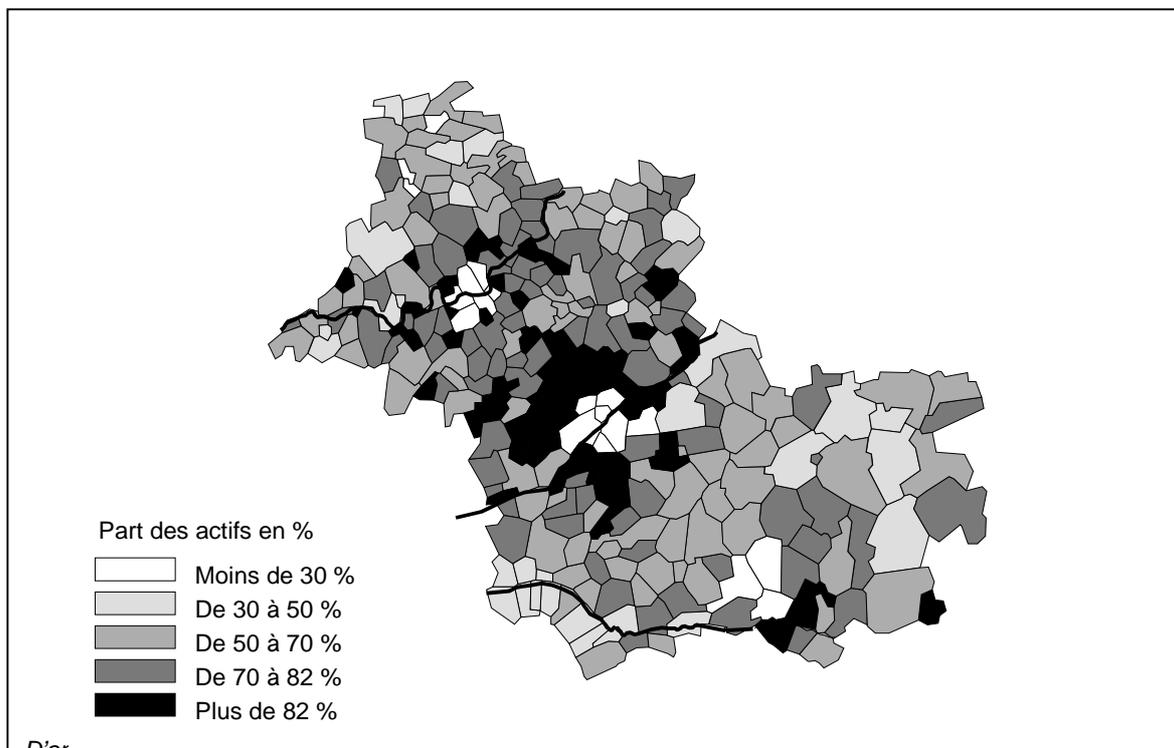
Les pôles de Vendôme et Blois ont ainsi perdu des actifs entre 1990 et 1999, sans doute en raison de la proportion de jeunes qui y reste importante (allongement de la scolarité déjà mentionné). Les raisons sont différentes pour l'est de la Sologne et la région de Saint-Aignan où les difficultés économiques ont incité un certain nombre de personnes à tenter leur chance ailleurs, ce phénomène s'ajoutant au vieillissement de la population.

En revanche, une croissance modérée est observée dans une grande partie de la Beauce, la région de Savigny-sur-Braye, et un assez vaste territoire autour de Romorantin-Lanthenay. La progression est plus sensible aux environs de Morée, sur la frange ouest en bordure de l'Indre-et-Loire et dans une large bande en rive gauche de la Loire. Ces zones de croissance du nombre d'actifs sont étroitement liées aux comportements en matière d'habitat. Les préférences vont de plus en plus aux petites villes ou aux villages, recherchés pour leur calme, leur tranquillité et leur cadre de vie. Il en résulte un accroissement en volume et en kilomètres des trajets domicile - travail.

### **3 - Les mouvements domicile - travail s'intensifient**

La part des actifs résidant et travaillant dans la même unité urbaine est passée entre les deux derniers recensements de 78 % à 70 %. Ils sont aujourd'hui 20 000 en Loir-et-Cher à se déplacer hors de leur commune ou de leur agglomération de résidence pour aller travailler, dont près de la moitié en direction des 6 départements limitrophes. Ces mouvements se font donc plus nombreux non seulement à l'intérieur du département, mais aussi vers l'extérieur. Le Loiret accueille à lui seul quotidiennement plus de 4 000 actifs loir-et-chériens contre 2 600 en 1990 ; il précède de beaucoup l'Indre-et-Loire vers lequel se dirigent 2 400 personnes.

**CARTE 3 : PART DES ACTIFS TRAVAILLANT HORS DE LEUR COMMUNE OU UNITE URBAINE DE RESIDENCE<sup>1</sup>**



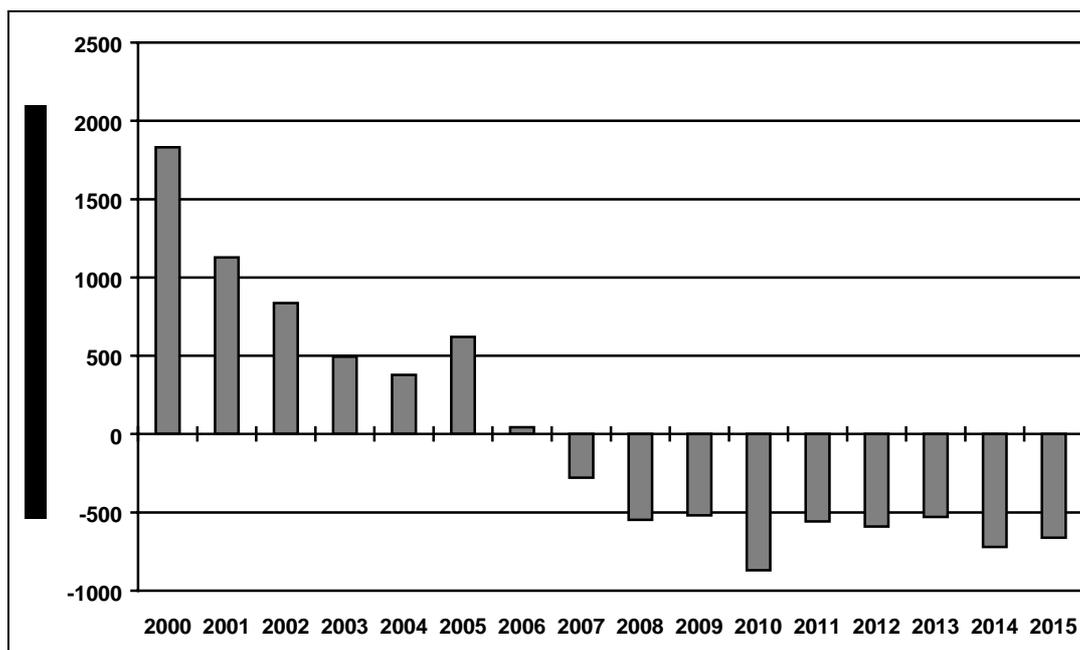
Dans 74 communes, la part des actifs travaillant hors de leur localité de résidence est supérieure à 80 %. Elle est comprise entre 70 % et 80 % dans 78 autres. La concentration des emplois dans les pôles s'intensifie et simultanément, les choix de lieux de vie se modifient. La « rurbanisation », c'est-à-dire la prise de possession par l'habitat de l'espace rural situé en périphérie des agglomérations s'étend de plus en plus loin. Souvent favorisée par le développement des friches agricoles, elle reste cependant maîtrisée par les élus qui utilisent les outils d'aménagement à leur disposition (POS notamment) pour conserver un cadre de vie agréable à leur cité.

#### **4 - Vers une diminution du nombre d'actifs**

Le département ne gagnera plus beaucoup d'actifs par l'accroissement des taux d'activité entre 25 et 60 ans qui semblent avoir atteint leur maximum ; au-delà et en deçà, ils ne devraient pas non plus se modifier sensiblement. La diminution de la population de moins de 40 ans va donc se traduire dans les années qui viennent par un rythme de croissance plus faible du nombre d'actifs, puis une décroissance. Des estimations ont été effectuées sur la base des données du recensement, en prenant comme hypothèse qu'à 25 ans la plupart des personnes sont en activité et qu'à 60 ans elles quittent le marché du travail.

<sup>1</sup> Les unités urbaines au sens de l'INSEE étant définies principalement par la continuité de l'habitat, il a été jugé pertinent dans certains cas d'ajouter les communes qui y sont reliées par des zones d'activités ou ayant des liens économiques forts. La carte prend ainsi en compte 9 ensembles : Blois, Lamotte-Beuvron, Mondoubleau, Montoire-sur-le-Loir, Montrichard, Onzain, Romorantin-Lanthenay, Saint-Aignan et Vendôme.

**GRAPHIQUE 4 : PREVISIONS DES ECARTS ENTRE ENTREES ET SORTIES D'ACTIFS**



*D'après source : INSEE*

Ces projections font apparaître qu'en Loir-et-Cher, le nombre d'actifs va continuer à croître, mais de moins en moins vite, jusqu'à 2005. Il se stabilisera en 2006 et commencera à diminuer à partir de 2007. Entre 2008 et 2015, la main-d'œuvre disponible pourrait se contracter de plus de 500 personnes par an. Quels sont les événements qui seraient susceptibles de contrecarrer cette tendance ? Un afflux de population extérieure au département, en particulier de jeunes actifs ; une reprise nette de la natalité, qui ne ferait sentir ses effets que plus tard, et un recul de l'âge moyen de départ à la retraite. On pressent dans le cas contraire les conséquences d'une telle évolution sur les difficultés de recrutement des entreprises ; celles-ci ne pourront que s'accroître, tout en s'accompagnant d'une tension sur les rémunérations. De surcroît, les territoires les plus attractifs en terme de main-d'œuvre (variété, disponibilité, système de formation) seront avantagés.

## **B - L'ENSEIGNEMENT**

Peu à peu, inexorablement, le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement du premier et du second degré en Loir-et-Cher diminue. A la rentrée 2000 on en compte 57 988<sup>2</sup>, soit une nouvelle perte, limitée mais s'ajoutant aux précédentes, de 0,3 %.

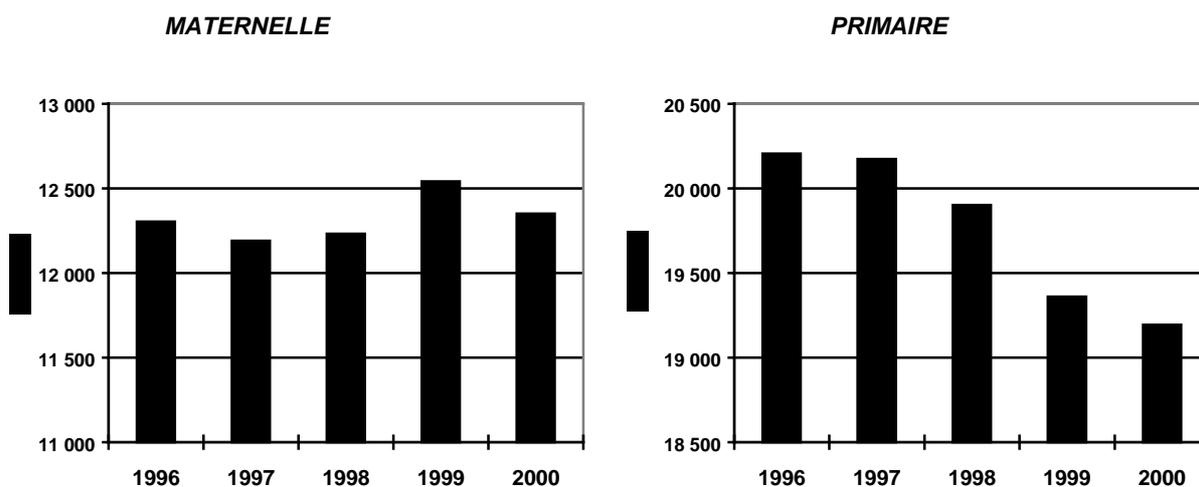
### **1 - Toujours moins d'élèves dans le premier degré**

Après un certain redressement en 1998 et 1999, les effectifs de maternelle ont de nouveau reculé en 2000, avec 12 351 élèves, soit - 1,5 % en un an.

Dans le même temps, ceux du primaire sont en baisse de 0,9 %, à 19 195 élèves. Ce mouvement est continu depuis plusieurs années, en liaison avec l'affaiblissement du dynamisme démographique. Au total, la diminution dans l'ensemble du premier degré s'établit à 1,1 %, qui correspond à la moyenne de l'érosion observée depuis 1995.

<sup>2</sup> Les données 1999 définitives s'établissent à 58 159 élèves. Elles ne comprennent pas les effectifs des sections d'éducation adaptée des collèges (SEGPA).

**GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER DEGRE EN LOIR-ET-CHER<sup>3</sup>**

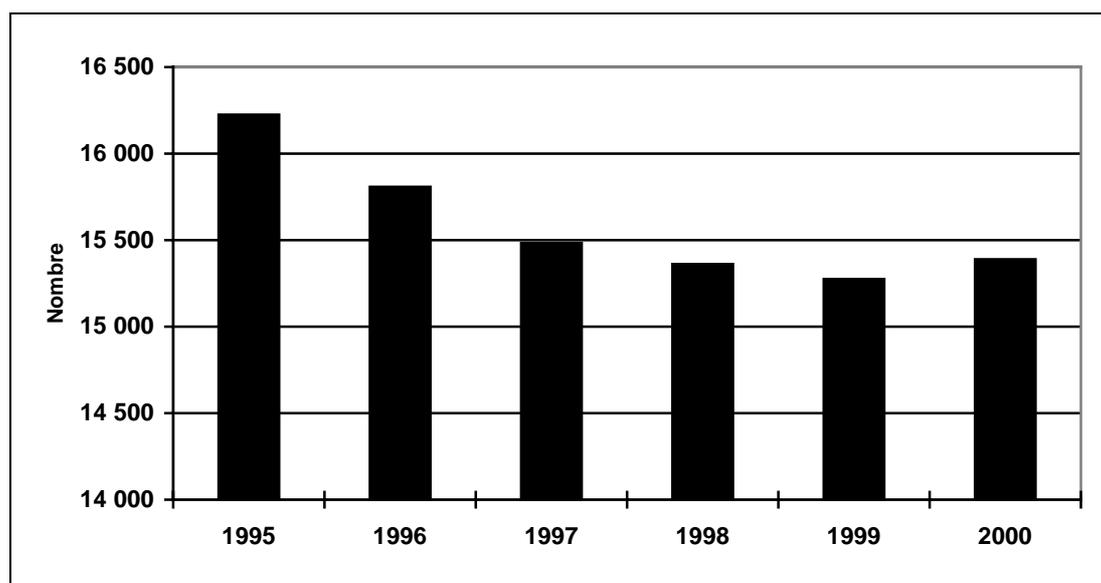


*D'après source : Inspection Académique*

## 2 - Un sursaut dans le second degré

Le mouvement de baisse continue depuis plusieurs années des effectifs des collèges a été stoppé. A la rentrée 2000, on compte 15 389 élèves (hors sections d'éducation spécialisée), soit 0,8 % de plus que l'année précédente. Les effectifs des classes de 6<sup>ème</sup> sont en très légère baisse, une augmentation dans le privé compensant presque totalement l'érosion constatée dans le secteur public. Dans ce dernier, le recul en classe de 5<sup>ème</sup> est sensible, reproduisant à l'identique celui qui avait été observé en 6<sup>ème</sup> en 1999 ; il atteint plus de 100 élèves. En revanche, on note une progression dans les classes de 4<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup>, tant dans le public que dans le privé. En 4<sup>ème</sup>, on compte ainsi près de 200 élèves supplémentaires.

**GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER CYCLE EN LOIR-ET-CHER**



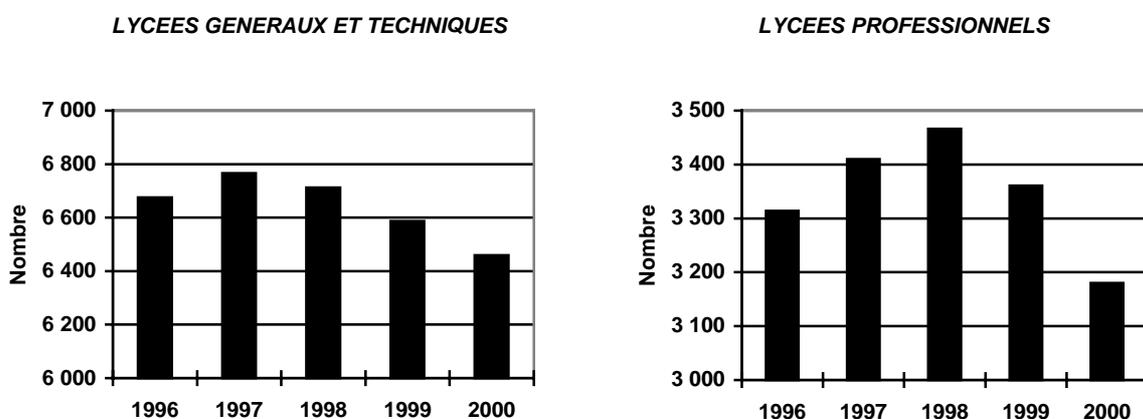
*D'après source : Inspection Académique*

<sup>3</sup> Hors effectifs des classes spécialisées.

Pour accueillir ces effectifs supplémentaires, le nombre des divisions dans les collèges publics a été porté à 547, soit 9 de plus qu'en 1999, alors que 25 avaient été supprimées au cours des deux années précédentes. Le nombre d'élèves par division est en conséquence revenu à 23,7 contre 24,1. Il baisse respectivement de 0,5 et 0,2 point dans les collèges Bégon et Rabelais à Blois, situés en Zone d'Education Prioritaire.

Après une légère remontée en 1997, les effectifs des lycées d'enseignement général et technologique ont amorcé une décroissance qui s'est poursuivie en 2000. Sur la dernière année scolaire, la perte est aussi forte que la précédente, soit 1,9 %. La forte réduction en classe de première en 1999 s'est logiquement traduite par une contraction de même ampleur en terminale à cette rentrée 2000 (- 4,5 %). En revanche, les entrées en classe de seconde sont quasiment de même volume (elles sont identiques dans le public) et la baisse reste limitée en première. L'ajustement des moyens aux besoins s'est traduit par la fermeture de 4 classes ; le ratio d'élèves par classe s'établit en très légère hausse à 29,3 contre 29 en 1999.

**GRAPHIQUE 7 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DU SECOND CYCLE EN LOIR-ET-CHER**



D'après source : Inspection Académique

Le recul des effectifs des lycées professionnels s'est confirmé, et même amplifié, après le brusque retournement de tendance observé en 1999. A la rentrée 2000, ils sont globalement en baisse de 5,4 %. Les entrées en CAP continuent de s'étoffer et la filière professionnelle se maintient bien, malgré une légère diminution des entrées en 1<sup>ère</sup>. En revanche, il en va tout autrement dans les autres cas, puisque la filière technologique est en fort repli (- 20 % en 4<sup>ème</sup>) ainsi que les BEP.

Les taux de réussite au baccalauréat sont relativement stables. Ils demeurent supérieurs en Loir-et-Cher aux moyennes régionale et nationale. On note une amélioration en 2000 pour les baccalauréats technologique et professionnel, tandis que les résultats se sont quelque peu tassés pour les séries générales.

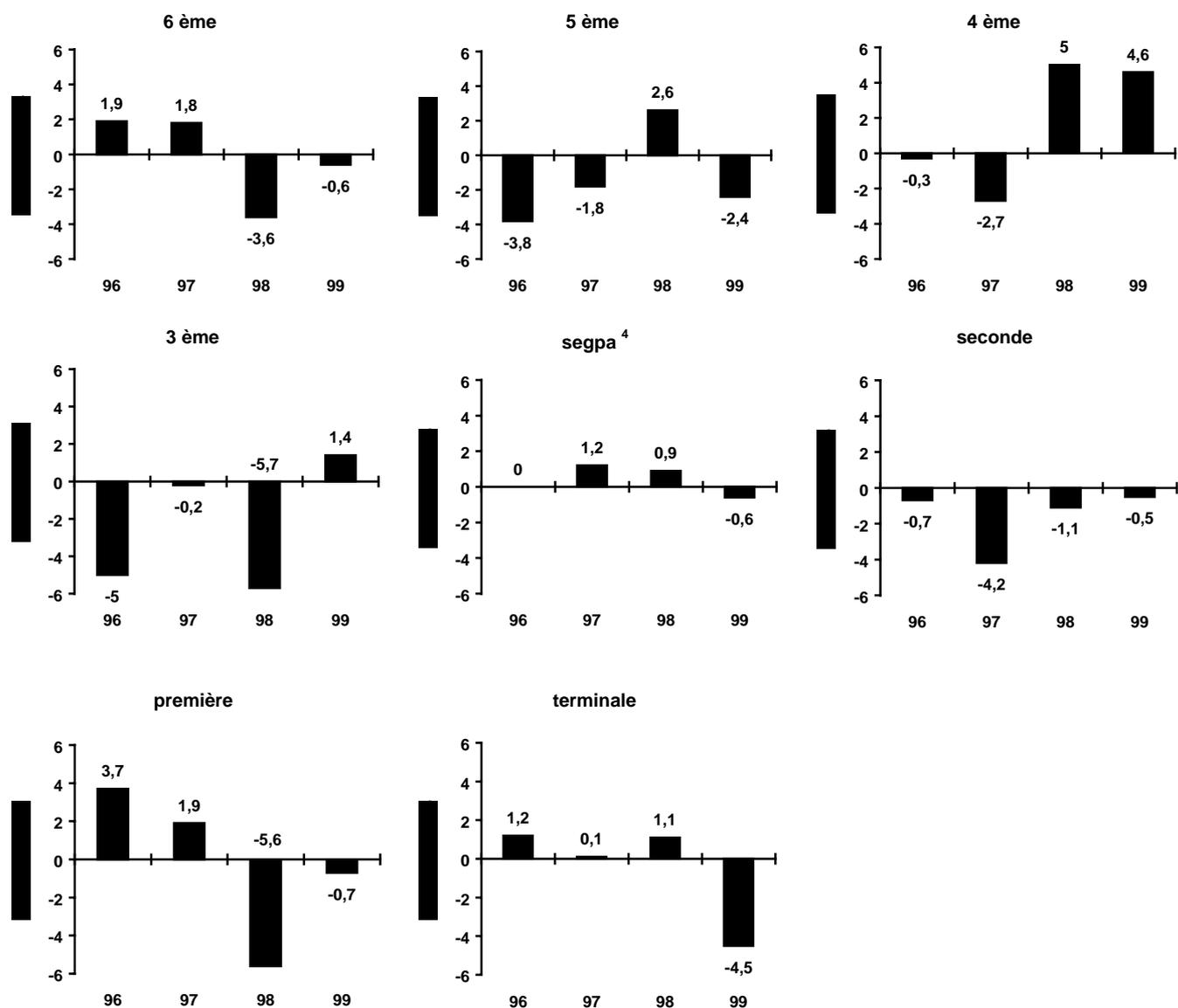
**TABLEAU 3 : TAUX DE REUSSITE AU BACCALAUREAT EN 2000 (%)**

	Loir-et-Cher	Région Centre	France
Baccalauréat général	81,9	80,5	79,8
Baccalauréat technologique	83,4	81,7	79,3
Baccalauréat professionnel	83,7	82,4	79

Sources : Rectorat de l'Académie Orléans-Tours, Ministère de l'Education Nationale

**GRAPHIQUE 8 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ELEVES DU SECOND DEGRE PAR CLASSE**

**Enseignement général et technologique<sup>4</sup>**

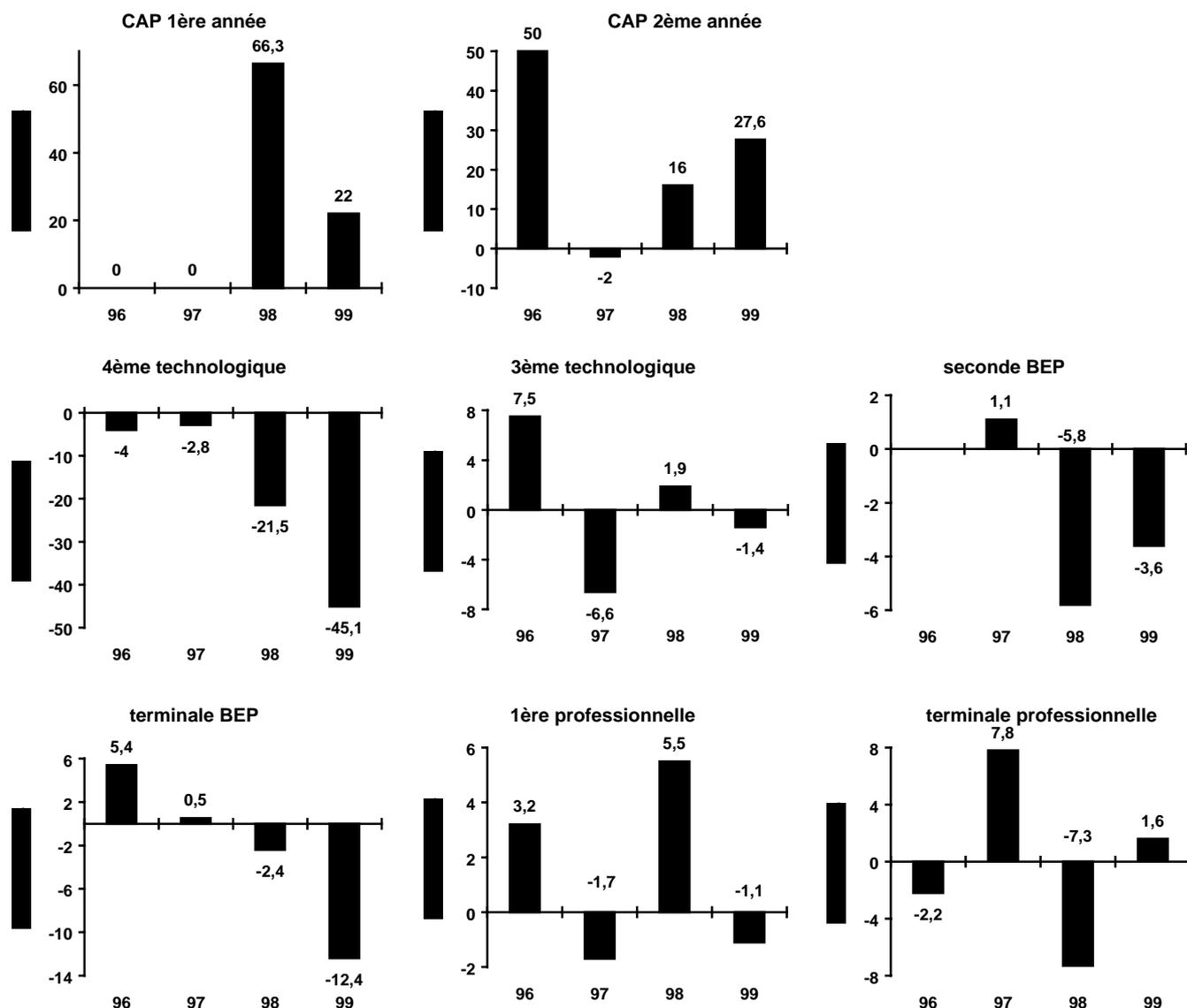


*D'après source : Inspection Académique*

NB : les dates figurant dans l'ensemble de ces graphiques sont celles de la rentrée scolaire concernée.

<sup>4</sup> SEGPA : Section d'Enseignement Général Professionnel Adapté.

## Enseignement professionnel



D'après source : Inspection Académique

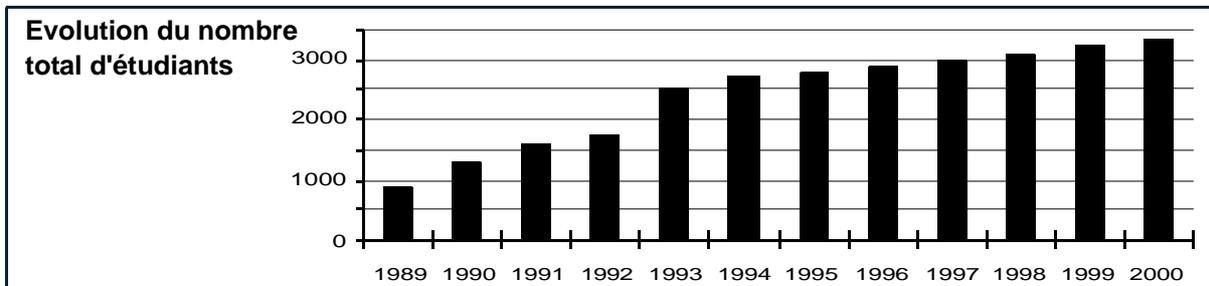
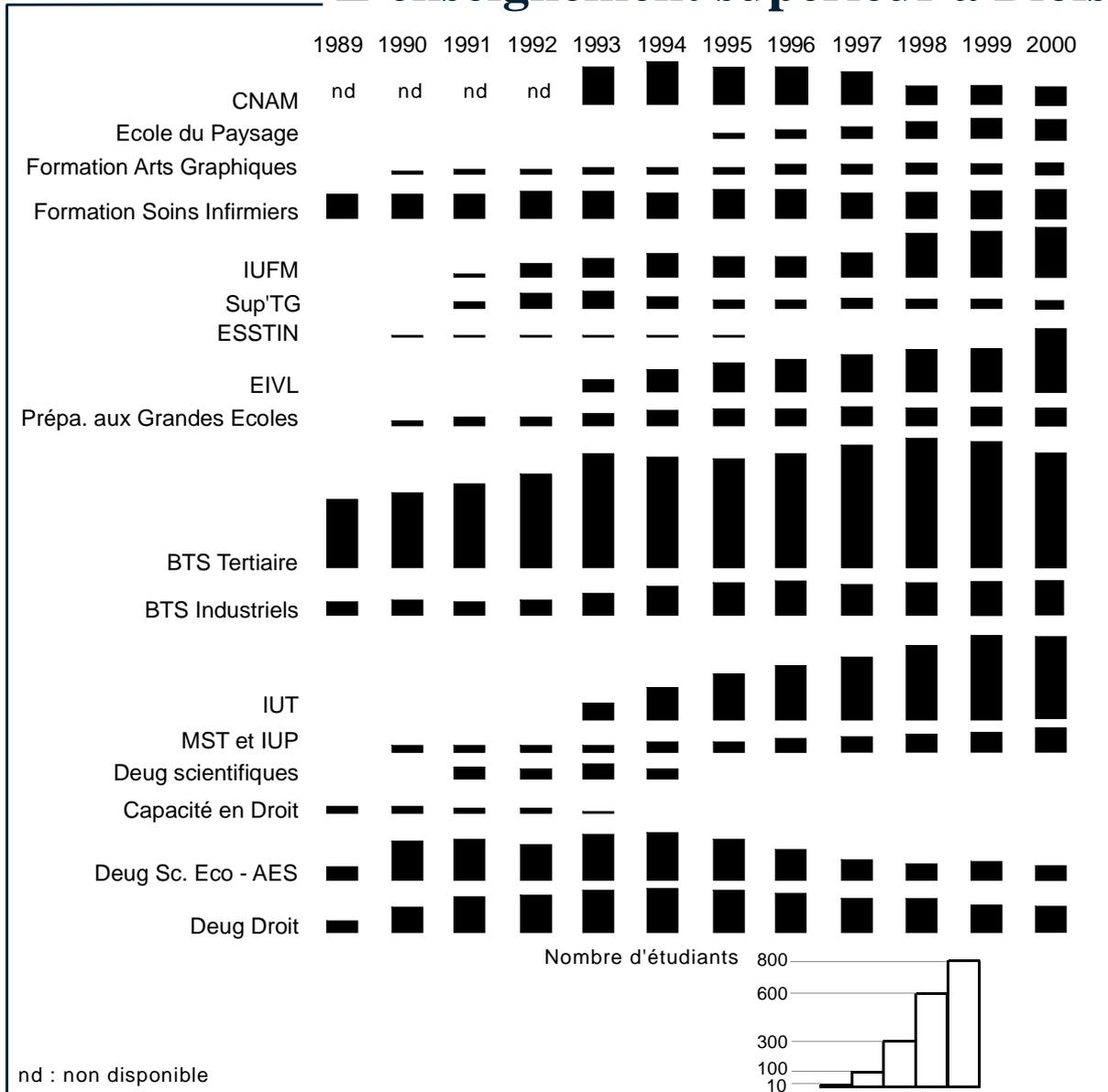
### 3 - Encore une centaine d'élèves supplémentaires dans l'enseignement supérieur

A la rentrée 2000, le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur à Blois s'établit à 3 324, en progression d'une centaine d'unités par rapport à l'année précédente. L'érosion des filières Droit et AES<sup>5</sup> se poursuit, alors que le poids des filières scientifiques se renforce de nouveau. L'EIVL accueille pour la première fois plus de 400 élèves, contre 280 en 1999 ; l'Ecole Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage semble pour sa part avoir atteint sa vitesse de croisière avec 130 étudiants, tout comme les départements d'IUT. Nouvelle croissance pour l'IUP (154 étudiants), mais aussi pour l'IUFM (323) et l'école d'infirmières (190). On observe en revanche un second tassement consécutif pour les BTS tertiaires ; après leur plus haut niveau atteint en 1998 (821), les effectifs sont revenus en dessous de 750 élèves. Ceux des BTS industriels sont stables.

<sup>5</sup> AES : Administration Economique et Sociale ; EIVL : Ecole d'Ingénieurs du Val de Loire ; IUT : Institut Universitaire de Technologie ; IUP : Institut Universitaire Professionnalisé ; BTS : Brevet de Technicien Supérieur ; IUFM : Institut Universitaire de Formation des Maîtres.

GRAPHIQUE 9 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS

## L'enseignement supérieur à Blois



D'après source : Centre de Promotion de l'Enseignement Supérieur de Blois

---

# 2

**ASPECTS**

**SOCIAUX**

---



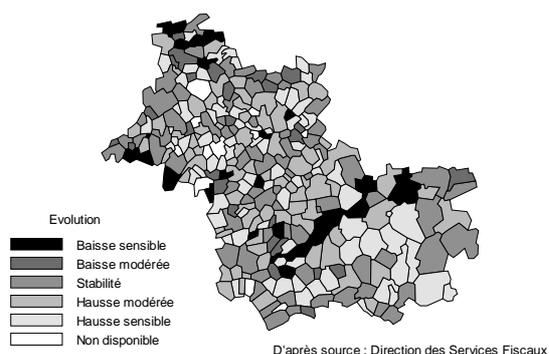
# A - LES REVENUS

## 1 - Des gains appréciables de pouvoir d'achat

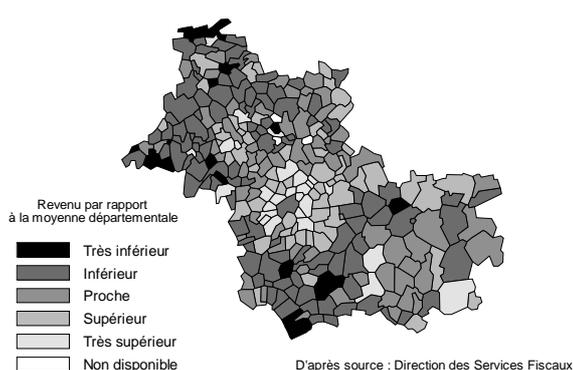
Le revenu moyen des personnes physiques en Loir-et-Cher en 1998<sup>6</sup> s'est établi à 89 823 F. Il a donc continué de croître, mais sur un rythme plus modéré ; en francs courants, la hausse est de 2 %, contre + 2,7 % en 1997. En revanche, le gain de pouvoir d'achat (+ 1,7 %) est supérieur à celui de l'année précédente, grâce à une inflation particulièrement faible. Il s'agit d'un facteur très important dans la forte progression de la consommation des ménages qui a soutenu la croissance à un niveau élevé en 1999.

Cette évolution positive n'a pas été enregistrée sur l'ensemble des communes du département puisque le revenu moyen a baissé dans 84 d'entre elles (recul supérieur à 1 % dans 59). Les écarts sont impressionnants, s'étalant de - 17 à + 46 %. Il faut cependant les manier avec prudence compte tenu d'un nombre parfois réduit de foyers fiscaux.

**CARTE 4 : EVOLUTION DU REVENU MOYEN  
PAR COMMUNE EN 1998**



**CARTE 5 : REVENU MOYEN PAR COMMUNE  
EN 1998**

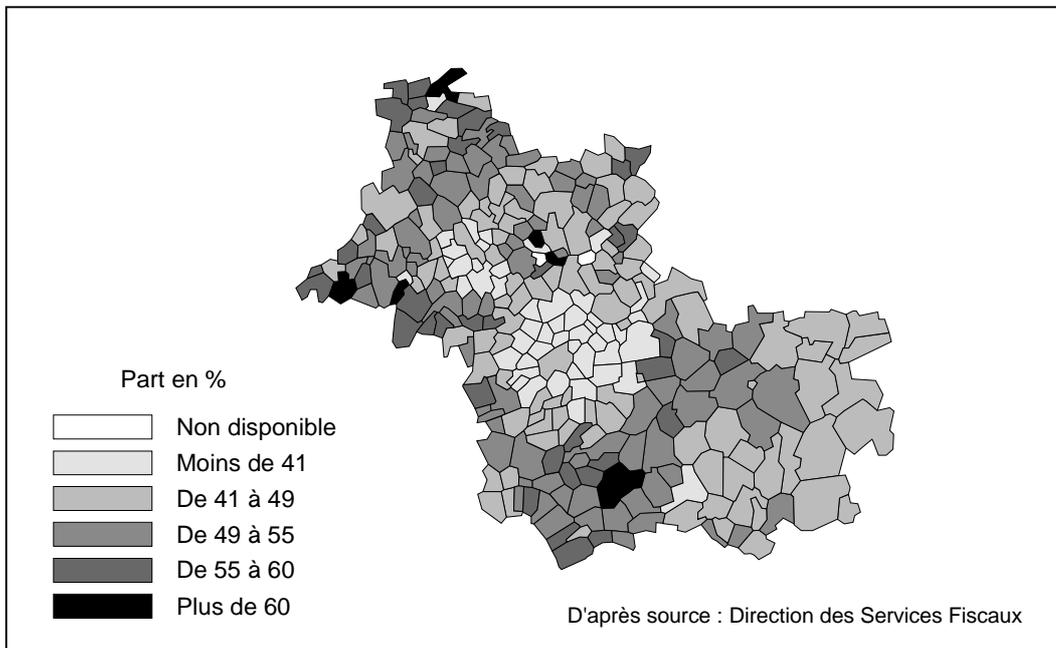


Si les revenus se sont écartés de la moyenne départementale dans quelques communes, l'ensemble laisse plutôt apparaître la poursuite d'un mouvement de resserrement des valeurs. Le nombre de celles où il est très inférieur s'est de nouveau contracté et il est très supérieur dans quelques zones d'étendue limitée, autour des trois grands pôles.

En 1998, le Loir-et-Cher compte près de 2 000 foyers fiscaux de plus qu'en 1997, soit un gain de 1,2 %. Consécutivement à la reprise de l'emploi, la tendance observée l'année précédente s'est confirmée et même singulièrement amplifiée puisque le nombre de foyers imposés s'est accru de 7,9 % tandis que celui des non imposés reculait de 5,8 %. La part de ces derniers a diminué de plus de 3 points pour s'inscrire à 45,9 % contre 49,5 % en 1997. Elle ne dépasse 60 % que dans 6 communes alors qu'elles étaient une vingtaine dans ce cas un an auparavant. Le pôle blésois demeure celui où ce ratio est le plus faible.

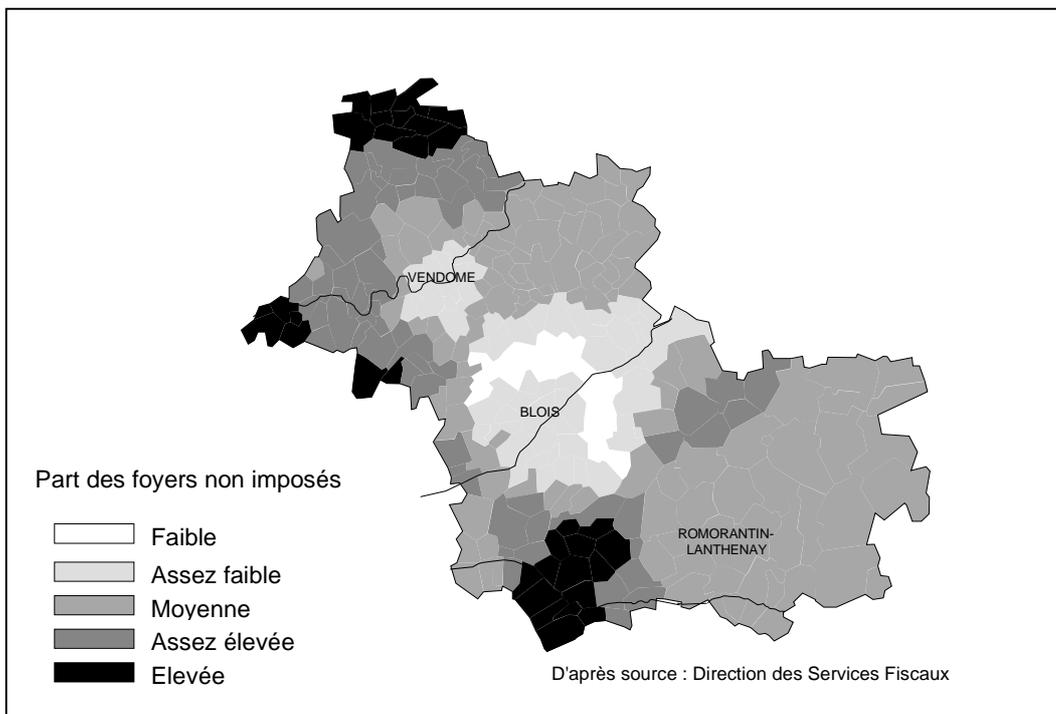
<sup>6</sup> Les données sur les revenus, provenant des déclarations d'impôt, sont connues avec un décalage de 2 ans ; la déclaration se fait en année n+1 et elle est ensuite vérifiée par les Services Fiscaux.

**CARTE 6 : PART DES FOYERS NON IMPOSES PAR COMMUNE EN 1998**



Les données lissées sur cet indicateur font clairement ressortir une zone en forme de croissant autour de Blois, de part et d'autre de la Loire, qui correspond aux lieux de résidence des catégories socioprofessionnelles les plus élevées. A l'opposé la région entre Contres et Saint-Aignan, le nord du Perche et l'extrême pointe ouest abritent des ménages à faible revenu. Entre les deux, de vastes territoires présentent des valeurs proches de la moyenne départementale, comme la Sologne et la Beauce.

**CARTE 7 : PART DES FOYERS NON IMPOSES PAR COMMUNE EN 1998 (données lissées)**



Les données relatives aux salaires de 1999<sup>7</sup>, issues des DADS, ne sont pas encore disponibles à la date de publication de ce bilan.

## B - LES MINIMA SOCIAUX <sup>8</sup>

### 1 – Premier recul du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion

Pour rester en cohérence avec les données publiées et analysées dans l'Indicateur 41, les statistiques globales d'évolution figurant dans le Bilan Economique et Social porteront désormais uniquement pour le Loir-et-Cher sur les allocataires<sup>9</sup> du RMI et non sur l'ensemble des bénéficiaires. Pour la région Centre et la France, ce sont les données fournies par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales qui figurent dans le tableau.

**TABLEAU 4 : NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI**

	31/12/1999	31/12/2000	Variation (en %)
Loir-et-Cher	3 892	3 769	- 3,2
Région Centre	31 235	29 285	- 6,2
France	993 075	940 587	- 5,3

Sources : CNAF, CAF, MSA

Le rythme de croissance des érémites avait progressivement ralenti au cours des deux années précédentes. En 2000, on a enfin assisté à un repli, le premier depuis la mise en œuvre du RMI. Il faut toutefois convenir que cette diminution reste modeste (- 3,2 %) et que l'on s'attendait à mieux, compte tenu de la vigueur de la croissance. Le Centre et la France obtiennent d'ailleurs de bien meilleurs résultats, la région surtout où le nombre de érémites est en baisse de 6,2 %. On peut signaler qu'environ un tiers seulement des allocataires de notre département est inscrit à l'ANPE. L'essentiel de cette population constitue donc un groupe particulièrement éloigné de l'emploi.

Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte 3 769 allocataires. L'observation de la courbe mensuelle d'évolution fait ressortir une remontée du nombre de érémites entre septembre et novembre, alors que la décrue semblait bien amorcée depuis février. Le reflux est donc loin d'être assuré. Les premières indications pour 2001 font d'ailleurs état d'une stabilisation avec 3 776 allocataires en mars.

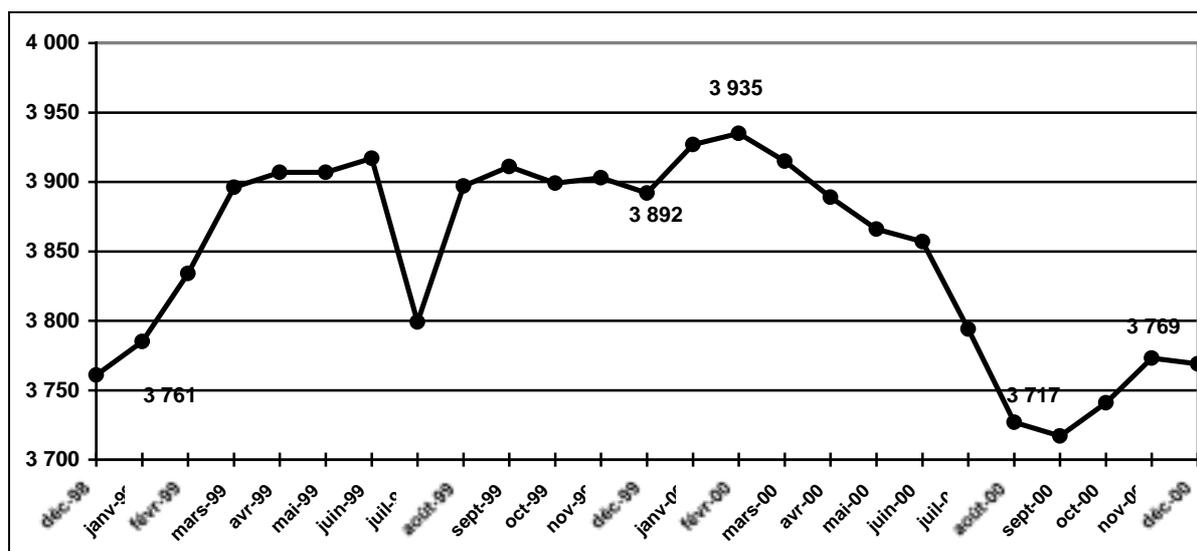
Le montant mensuel moyen de l'allocation est quasiment inchangé à 2 139 F au 31/12.

<sup>7</sup> Ces statistiques issues des déclarations annuelles de données sociales (DADS) sont communiquées avec un décalage d'un an.

<sup>8</sup> Les minima sociaux sont gérés par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et par la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

<sup>9</sup> Les allocataires sont les personnes couvertes par le RMI qui sont réellement payées dans le mois.

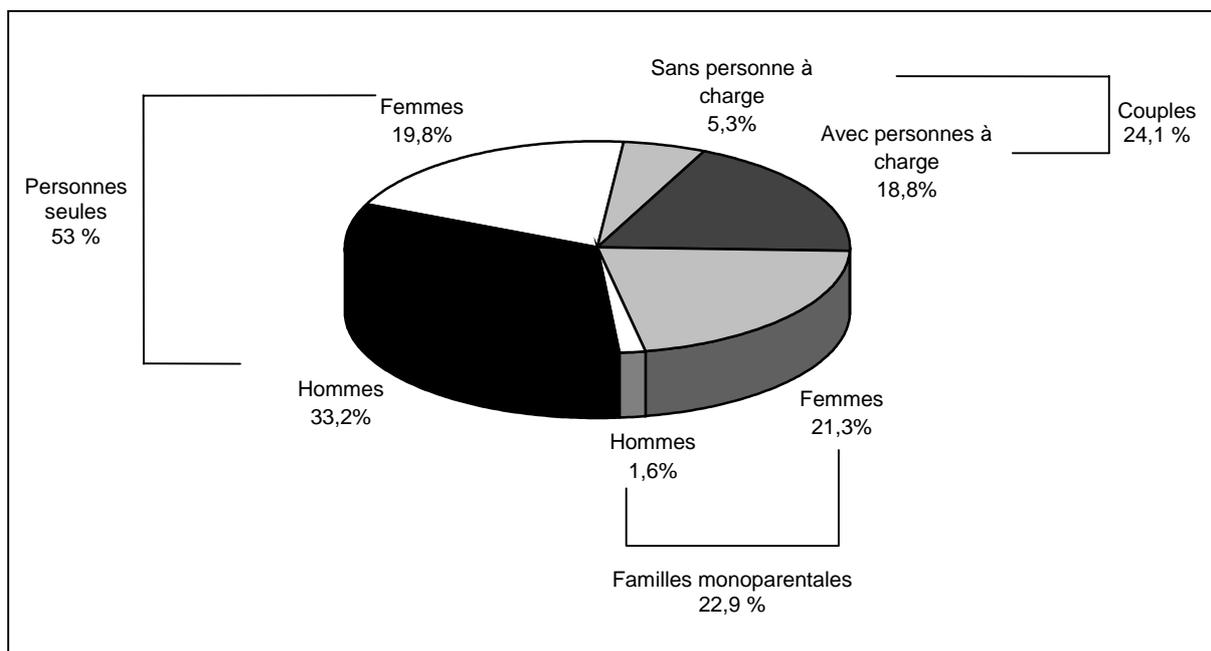
**GRAPHIQUE 10 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI**



Sources : Caisse d'Allocations Familiales - Mutualité Sociale Agricole

L'analyse qui suit ne porte que sur les allocataires relevant de la Caisse d'Allocations Familiales.

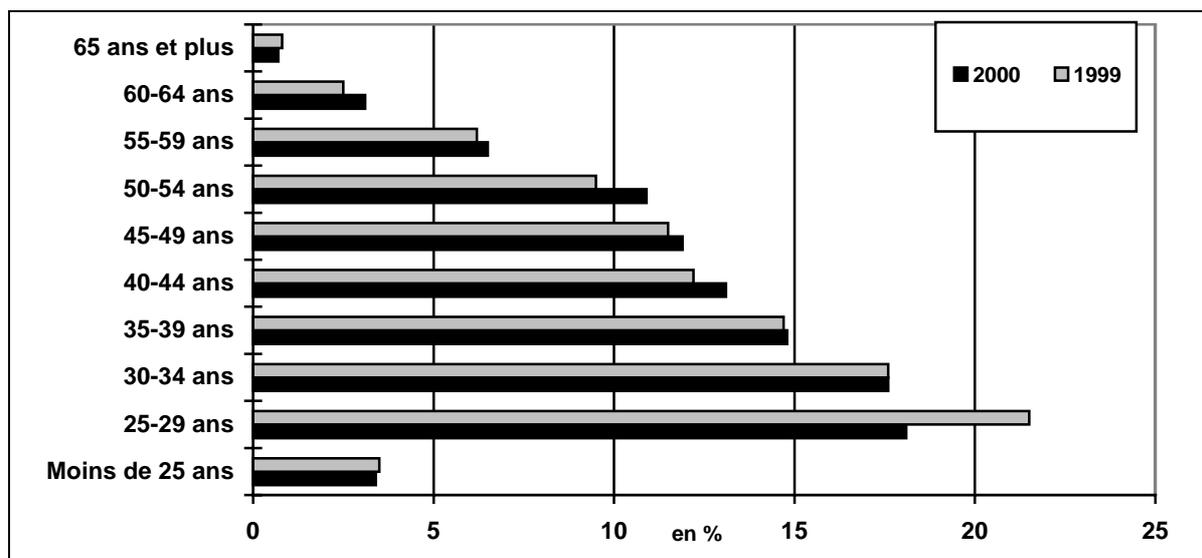
**GRAPHIQUE 11 : REPARTITION DES ALLOCATAIRES DU RMI SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2000**



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

Le nombre des familles monoparentales est de nouveau en progression, le repli observé en 1999 n'aura donc été qu'une parenthèse. En conséquence leur poids s'est accru de 1,6 point, valeur exactement identique à la perte de 1999. Le reste de la structure globale n'a pas évolué, la baisse symétrique à l'augmentation qui vient d'être indiquée s'étant répartie équitablement sur les couples et sur les personnes seules. Parmi ces dernières, elle n'a d'ailleurs concerné que les femmes, inversement à l'an dernier.

**GRAPHIQUE 12 : REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DU RMI  
EN LOIR-ET-CHER**



*D'après source : Caisse d'Allocations Familiales*

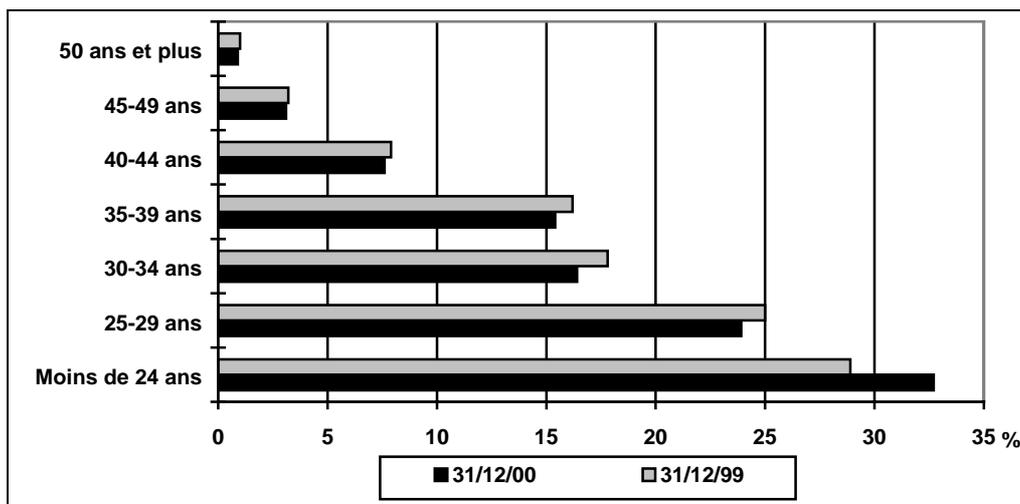
Les jeunes demeurent les premiers bénéficiaires de cette embellie et en particulier les 25-29 ans dont la proportion a reculé de 3,4 points en un an. La part des moins de 30 ans parmi les érémistés s'établit ainsi à 21,5 % contre 25 % en 1999 ; en trois ans, elle a perdu près de 10 points. En conséquence, deux tranches d'âge ont enregistré une poussée sensible, les 40-44 ans (+ 0,9 point) et surtout les 50-54 ans (+ 1,4).

Le nombre d'ouvertures de droits s'est tassé pour la deuxième année consécutive. La Caisse d'Allocations Familiales en a enregistré 765 en 2000, contre 884 en 1999 et près de 1 100 en 1997. C'est donc un double phénomène (moins d'entrées - plus de sorties) qui a conduit à la diminution du stock. Cette évolution s'est fait ressentir quelle que soit la date d'ouverture de droits. Ainsi, la part de ceux inscrits depuis 1989 a baissé de 0,4 point. Ce sont cependant les personnes arrivées le plus récemment qui ont bénéficié le plus de l'amélioration de l'emploi : près de 37 % de celles entrées dans le dispositif en 1999 en étaient déjà ressorties fin 2000.

## **2 – Forte hausse de la part des plus jeunes bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé**

Le mouvement de hausse du nombre d'allocataires de l'API relevant de la CAF de Loir-et-Cher, perçu au cours des deux dernières années, a été enrayé. Avec 578 personnes au 31 décembre 2000, on en compte 1 % de moins. Cette évolution, certes limitée, permet néanmoins d'entrevoir là également les retombées positives d'une conjoncture favorable, quoique les différences constatées suivant les âges posent question. La part des moins de 25 ans a ainsi pris près de 4 points, en rupture totale avec la tendance antérieure ; on est maintenant très proche du tiers des allocataires (32,7 %). La part de toutes les autres catégories d'âge a décliné, en particulier celle des 30-34 ans, déjà orientée favorablement en 1999.

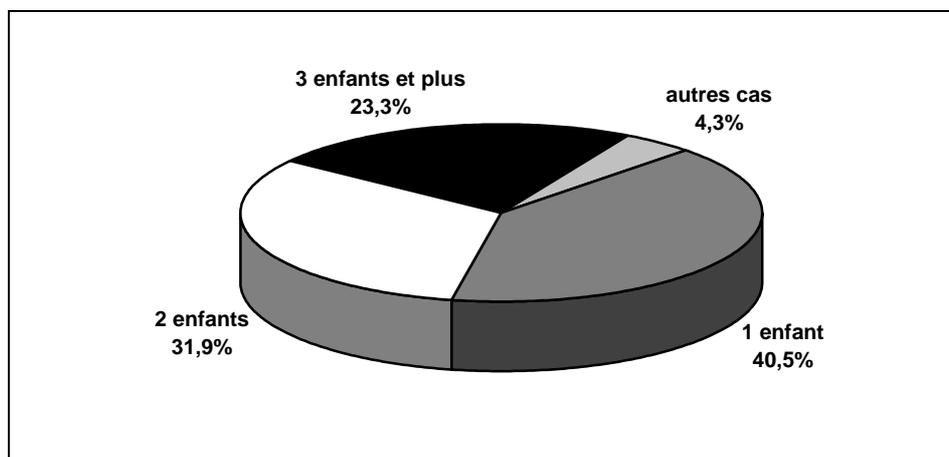
**GRAPHIQUE 13 : REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'API**



*D'après source : Caisse d'Allocations Familiales*

La composition familiale a continué de se modifier sensiblement, sur la lancée des évolutions mises en évidence en 1999. La part des familles monoparentales avec deux enfants a progressé de 4 points supplémentaires, soit un gain de 7,5 points en deux ans. Simultanément, celles comptant un seul enfant ont vu leur poids décroître de 2,6 points (- 5,3 en deux ans).

**GRAPHIQUE 14 : REPARTITION DES ALLOCATAIRES DE L'API SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2000**

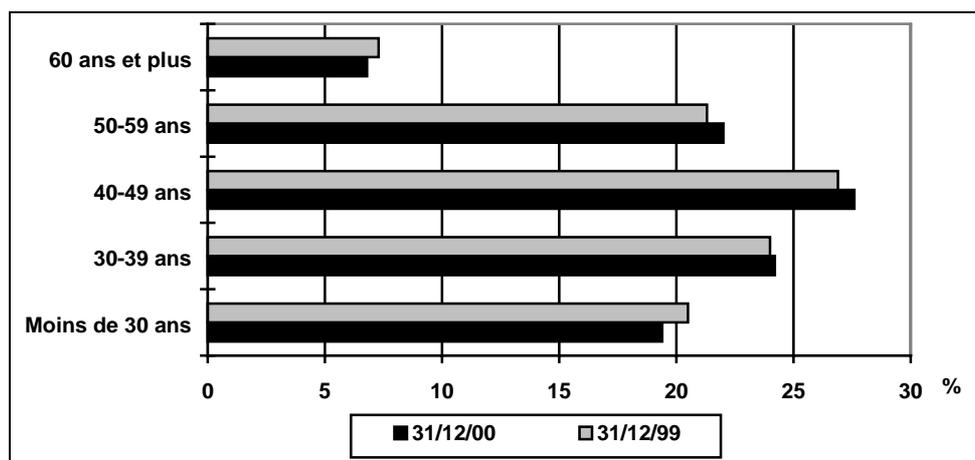


*D'après source : Caisse d'Allocations Familiales*

### 3 - Toujours plus d'allocataires adultes handicapés

Après + 4,1% en 1999 (et + 3,8 % en 1998), le nombre de personnes percevant l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) a augmenté de 2 % en 2000 pour atteindre 2 633 bénéficiaires au 31 décembre. Une fois encore, les tendances observées depuis plusieurs années se sont confirmées, avec une réduction de la part des moins de 30 ans (- 1,1 point) et des plus de 60 ans, combinée avec une progression dans les tranches intermédiaires. La part des 40-49 ans, déjà élevée, atteint aujourd'hui 27,6 %.

**GRAPHIQUE 15 : REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'AAH**



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

## C - PETITE POSE SUR LES AUTOMOBILES NEUVES

Le nombre d'immatriculations de véhicules d'occasion a de nouveau progressé pour dépasser les 40 000 unités. En revanche, l'investissement des ménages dans les véhicules neufs a subi un petit coup de frein, tout en restant à un niveau élevé. La disparition du « millésime » au mois de juillet a peut-être perturbé les consommateurs. On remarque que cette évolution négative n'a été enregistrée que sur l'arrondissement de Vendôme, alors que les immatriculations ont continué d'augmenter faiblement dans les deux autres.

L'ensemble des cartes grises émises par la Préfecture pour l'acquisition de véhicules en 2000 s'est élevé à 52 462, en hausse de 0,8 % sur l'année précédente.

**TABLEAU 5 : EVOLUTION DU NOMBRE D'IMMATRICULATIONS DE VEHICULES EN LOIR-ET-CHER**

	1999	2000	Variation absolue	Variation relative (en %)
Véhicules neufs	12 238	12 108	- 130	- 1,1
Véhicules d'occasion	39 797	40 354	+ 557	+ 1,7
TOTAL	52 035	52 462	+ 427	+ 0,8

Source : Préfecture

## D - SURENDETTEMENT DES MENAGES : LA DECRUE EST AMORCEE

Après de fortes augmentations en 1998 et 1999, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement de Loir-et-Cher a enfin commencé à diminuer : - 6 %. Ce renversement de tendance est d'autant plus à souligner qu'au niveau régional ou national, la progression s'est poursuivie, quoique sur un rythme très ralenti. Cette évolution, conjuguée à une augmentation temporaire des effectifs, a permis d'accroître significativement le nombre des dossiers traités au cours de l'année.

Le Loir-et-Cher se maintient autour de la 60<sup>ème</sup> place des départements français pour le nombre de dossiers pour 100 000 habitants et au dernier rang dans le Centre.

**TABLEAU 6 : EVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DEPOSES**

	1997	1998	1999	2000	Variation 1999/2000 (en %)
Loir-et-Cher	437	546	718	674	- 6,1
Région Centre	4 784	5 801	6 704	6 867	+ 2,4
France	95 786	117 824	142 449	148 408	+ 4,1

Source : Banque de France

Le taux de succès lors de la négociation amiable des mesures d'apurement des dettes est lui aussi en progrès avec 71,5 %. Il reste inférieur à la moyenne régionale, malgré une perte de 4 points. Le taux moyen en France s'inscrit lui aussi en baisse, repassant sous les 70 %. Cet indicateur a cependant perdu une partie de sa pertinence avec la Loi sur la lutte contre l'exclusion qui permet un effacement des dettes dans le cas les plus difficiles. Celui-ci ne peut en effet intervenir qu'après échec de la négociation amiable.

Le nombre de dossiers traités en phase de recommandation est en augmentation assez sensible (138 en 2000 contre 88 en 1999). Par ailleurs, les mesures proposées par la commission ont été davantage contestées (15 % contre 5 % précédemment). Les créanciers réfutent notamment le report de créances qui conduirait à un effacement des dettes en cas d'insolvabilité.

## **E - L'AIDE A DOMICILE AUX PERSONNES AGEES**

### **1 - Services d'aides à domicile et emplois familiaux**

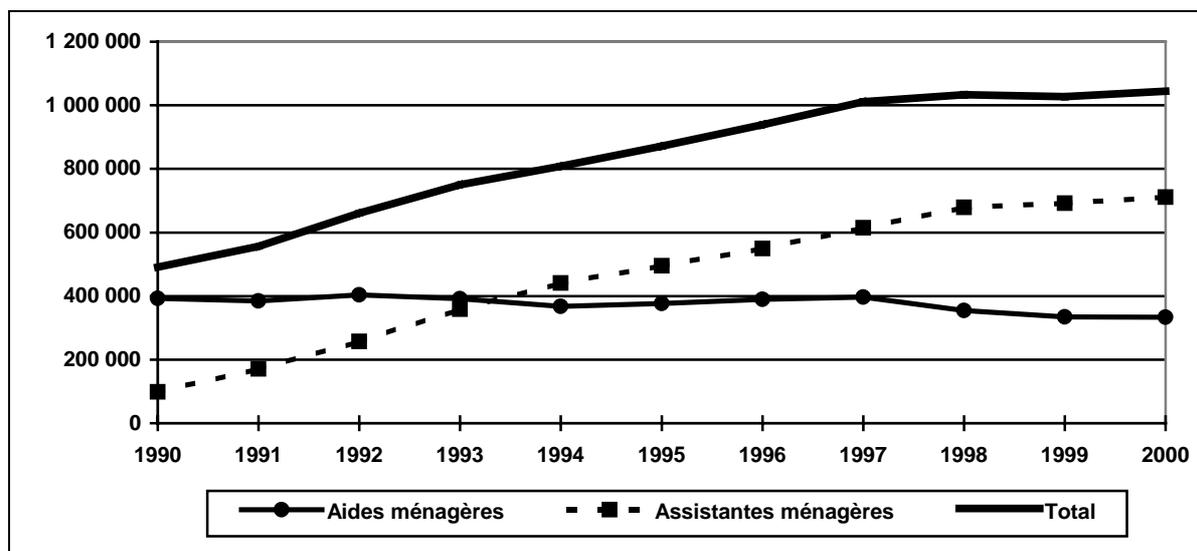
L'Association de Services à Domicile 41 (ASD 41), ce sont 300 bénévoles qui, sur la presque totalité du département, constituent un réseau de proximité pour l'ensemble des services d'aide et de soutien à domicile des personnes âgées. Ces bénévoles contribuent à la mise en place d'une écoute et d'un soutien de qualité. Ils participent à l'accompagnement du désir de nos aînés de bien vieillir chez eux le plus longtemps possible.

Le nombre d'heures travaillées par les aides à domicile en 2000, financées par la prestation d'aide ménagère des caisses de retraite ou de l'aide sociale est en baisse de 0,3 % à 333 685 heures, malgré l'afflux toujours croissant des demandes. Les caisses de retraite ont plutôt tendance à partager leurs fonds d'intervention en nombre d'heures restreint afin de satisfaire le plus grand nombre de leurs ressortissants. La mise en application de la prestation spécifique dépendance pèse également sur leurs décisions.

Ainsi, tandis que les salariés sont moins nombreux (1 251 contre 1 447 en 1999, soit une baisse de 13,5 %), les bénéficiaires ont vu leurs effectifs progresser de 13,4 % à 3 534 personnes. Parmi celles-ci, 38 % ont plus de 85 ans.

En ce qui concerne les assistantes ménagères (service mandataire), le nombre d'heures est en hausse de 2,6 % à 710 605. Selon l'Association, le rythme pourrait être supérieur, mais la complexité du travail et les contraintes administratives liées au fait que les particuliers sont employeurs directs sont de plus en plus difficiles à expliquer, tant aux familles qu'aux salariés. On a compté cette année 3 622 bénéficiaires (+ 3,9 %) pour 2 020 salariés (y compris les contrats à durée déterminée).

GRAPHIQUE 16 : EVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL



D'après source : Association de Services à Domicile (ASD 41)

## 2 - Services de soins infirmiers à domicile

Les 10 services de soins infirmiers à domicile gérés par ASD 41, sur les 15 présents en Loir-et-Cher, ont réalisé 75 913 interventions auprès de 526 personnes, représentant un total de 60 681 heures de travail. L'ensemble de ces chiffres montre une légère diminution de cette activité par rapport à l'an dernier. Le problème majeur auquel se heurte l'Association est la pénurie de personnel diplômé pour assurer les soins.



---

# 3

## LA VIE DES ENTREPRISES ET DES ETABLISSEMENTS

---



## A - LE MOUVEMENT DES ENTREPRISES

### 1 - Nette reprise des immatriculations d'entreprises

Les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie font état en l'an 2000 de 1 088 immatriculations d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés, soit 181 de plus qu'en 1999. Les créations pures en représentent près de la moitié (47,4 %), taux qui reste tout à fait dans la moyenne. Cette évolution tranche nettement avec l'érosion continue observée depuis plusieurs années, signe d'un dynamisme retrouvé. Tous les secteurs d'activités sont concernés, mais plus spécialement les services aux entreprises.

Les radiations sont à peu de chose près au même niveau qu'au cours de l'exercice précédent. On en compte 980, dont 425 disparitions ou liquidations (43,4 %). Elles sont plus nombreuses qu'en 1999 dans le commerce et les services collectifs, mais en recul sensible dans l'industrie et la construction.

Au total, le solde serait très largement positif de 108 unités, meilleur résultat de la décennie. Il était négatif de 68 unités en 1999, malgré une conjoncture déjà favorable. Le commerce est le seul secteur dont le stock continue à s'amenuiser. Le renouvellement positif du tissu économique est particulièrement marqué dans les services aux entreprises (solde de + 64) et la construction (+ 27).

**TABLEAU 7 : IMMATICULATIONS ET RADIATIONS D'ENTREPRISES RESSORTISSANTES DE LA CCI DE LOIR-ET-CHER**

		Immatriculations			Radiations		
		1999	2000*	Variation	1999	2000*	Variation
Agriculture		38	46	+ 8	43	30	- 13
Industrie		109	113	+ 4	119	109	- 10
Construction		70	77	+ 7	63	50	- 13
Tertiaire		690	846	+ 156	750	790	+ 40
<i>dont</i>	<i>Commerce</i>	331	373	+ 42	355	387	+ 32
	<i>Hôtels-café-restaurants</i>	131	147	+ 16	146	147	+ 1
	<i>Transports</i>	33	40	+ 7	36	39	+ 3
	<i>Services aux entreprises</i>	133	212	+ 79	155	148	- 7
	<i>Services collectifs, santé</i>	62	74	+ 12	58	69	+ 11
Total		907	1 088	+ 181	975	980	+ 5

Source : CCI de Loir-et-Cher

\* provisoires

### Les difficultés des entreprises

La poursuite de la croissance a permis de réduire le nombre de procédures engagées. En 2000, les tribunaux de commerce du Loir-et-Cher ont ouvert 83 procédures de redressement judiciaire, contre 99 l'an dernier. C'est cependant le nombre des liquidations judiciaires immédiates qui a le plus diminué, avec 94 (75 pour Blois-Vendôme et 19 pour Romorantin-Lanthenay), soit 32 de moins qu'en 1999.

## 2 - Un solde largement positif dans la zone d'emploi de Blois

La répartition territoriale des mouvements d'entreprises continue à apporter son lot annuel de retournements. Après un exercice 1999 très bénéfique, le bassin d'emploi de Vendôme aurait vu le nombre des radiations remonter fortement en 2000 ; heureusement, celui des immatriculations serait lui aussi en hausse, conservant ainsi au bassin un solde très faiblement positif. Dans les deux autres zones, on observe une conjugaison dans des proportions quasiment identiques entre le recul des radiations et la poussée des immatriculations. Les soldes y seraient en conséquence largement positifs, + 18 pour celle de Romorantin-Lanthenay et + 94 pour celle de Blois. Dans cette dernière, le poids important des activités de services aux entreprises prend certainement une grande place dans l'évolution enregistrée. La zone de Romorantin-Lanthenay présente quant à elle un solde positif de 12 unités dans la construction.

**TABLEAU 8 : IMMATICULATIONS ET RADIATIONS D'ENTREPRISES PAR ZONE D'EMPLOI**

Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations		
	1999	2000*	Variation (%)	1999	2000*	Variation (%)
Blois	516	620	+ 20,2	562	526	- 6,4
Vendôme	186	219	+ 17,7	166	216	+ 30
Romorantin	205	249	+ 21,5	247	231	- 6,5
Total	907	1 088	+ 20	975	980	+ 0,5

Source : CCI de Loir-et-Cher

\* provisoires

## 3 - Entreprises implantées ou disparues en 2000

**TABLEAU 9 : PRINCIPAUX ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES CREEES OU IMPLANTES EN 2000**

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
SA FRANCE QUICK	Blois	Restauration de type rapide	40
SA COMPOSITES CONTENEURS CENTRE	Contres	Fabrication d'emballages en matières plastiques	23
SA SECURITE PREVENTION GRAND OUEST SA	Saint-Laurent-Nouan	Enquêtes et sécurité	20
SA MERIFA	Mer	Entreposage non frigorifique	20
LEDA	Mer	Logistique de produits sanitaires	15
SARL ANODIL FRANCE	Mer	Commerce de gros de profilés aluminium	15
HOP LUN	Vendôme	Commerce de gros et logistique de sous-vêtements	15
SNC COTE BLOIS	Blois	Restauration de type traditionnel	13
M LEONARD CHRISTIAN	Saint-Viâtre	Menuiserie bois et matières plastiques	11
SARL TCB	Souesmes	Chaudronnerie - tuyauterie	11
SA SOLYMATIC CENTRE LOIRE	Blois	Services annexes à la production	10
SRT MICROCERAMIQUE	Vendôme	Composants électroniques passifs	30 prévus

Sources : CCI de Loir-et-Cher, ADELEC

L'année 2000 a été essentiellement marquée par le développement des sociétés existantes. Sur les 47 dossiers suivis par l'ADELEC, 33 ont en effet portés sur l'extension d'entreprises loir-et-chériennes (y compris par de nouveaux établissements), devant aboutir à la création de 420 emplois en trois ans. C'est notamment le cas du Groupe DAHER-LHOTELLIER qui a créé à Contres une unité de traitement de surface. Signalons également que la NACAM a décidé de concentrer ses centres de décision à Vendôme, induisant le rapatriement d'un certain nombre d'emplois de recherche et développement.

Parmi les 11 dossiers d'implantation concrétisés pour l'instant, 4 concernent la logistique (dont 3 à Mer), pour laquelle notre département dispose d'atouts indéniables. On enregistre par ailleurs la venue d'un constructeur d'ULM au Breuil, d'une unité de composants électroniques passifs à Vendôme et d'un fabricant d'explosifs civils à Salbris, dans le cadre de la réutilisation des terrains libérés par le GIAT. L'ensemble de ces réalisations représente un investissement immobilier total de 270 millions de francs.

On note parallèlement que la mobilisation des acteurs locaux (villes de Blois, Vendôme et Romorantin-Lanthenay, Conseil Général, CCI, ADELEC) autour des infrastructures de communication a abouti en 2000 au choix d'un câblo-opérateur, FRANCE CITEVISION, qui installe son centre technique à Vineuil. Le département sera ainsi très bien armé pour accueillir des activités liées aux technologies de l'information et de la communication, à l'image des grandes métropoles nationales.

Du côté des disparitions, la plus importante est incontestablement celle des établissements Epéda à Mer, déjà annoncée en 1999. La confection a perdu une unité supplémentaire (Jimmy Confection à Selles-sur-Cher), qui fragilise un peu plus le tissu industriel de la vallée du Cher.

**TABLEAU 10 : PRINCIPAUX ETABLISSEMENTS OU ENTREPRISES DISPARUS EN 2000**

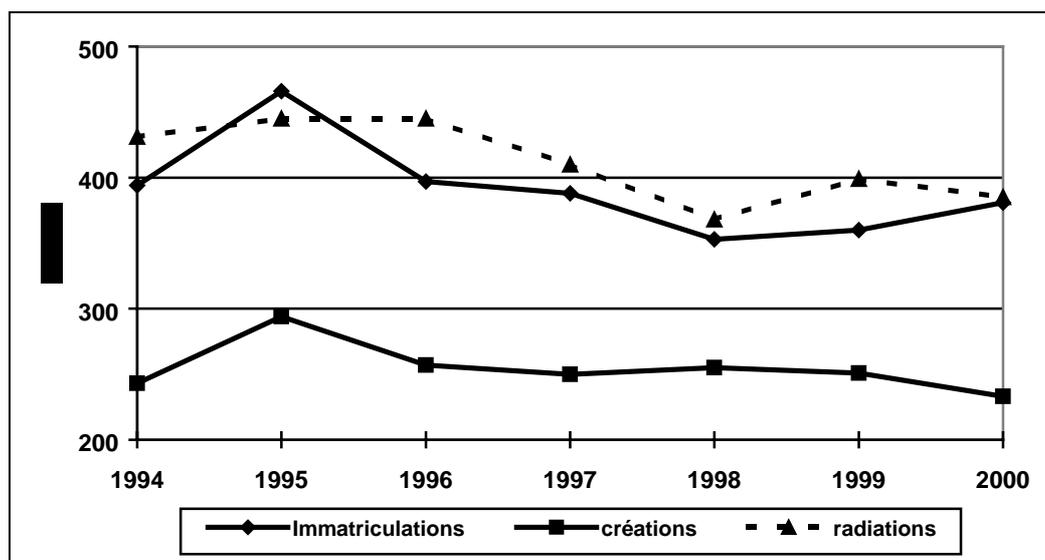
Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
SA EPEDA	Mer	Fabrication de matelas	345
SARL JIMMY CONFECTION	Selles-sur-Cher	Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	49
SARL EMPAQUETAGE FRANCIADE	Vineuil	Conditionnement à façon	47
SNC MIAMI OUEST	Vineuil	Restauration de type traditionnel	25
SARL QUESNAY GERARD	Montrichard	Construction de bâtiments divers	23
SARL ASPV	Blois	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	18
TAM TAM DISTRIBUTION	Romorantin-Lanthenay	Conseil en publicité	17
LABORATOIRE CLAUDE DE FRANCE	Romorantin-Lanthenay	Laboratoire d'analyses médicales	11

Source : CCI de Loir-et-Cher

#### 4 - Un sursaut dans l'artisanat

Pour la deuxième année consécutive, le nombre des immatriculations d'entreprises artisanales s'est légèrement redressé, tirant enfin les bénéficiaires d'une conjoncture favorable. La Chambre de Métiers en a enregistré 381, soit 21 de plus qu'en 1999. On reste néanmoins très éloigné des résultats de 1995 (466). Ce mouvement est imputable à une meilleure transmission des entreprises, les créations pures s'inscrivant en recul. Dans le même temps, les radiations sont un peu moins nombreuses ; on en compte 385, soit 14 de moins que l'année dernière, dont 256 disparitions. Le solde n'est en conséquence que très faiblement négatif (4 unités) ; il s'agit du meilleur résultat des cinq dernières années, laissant espérer des jours meilleurs pour l'artisanat.

**GRAPHIQUE 17 : EVOLUTION DU NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES ARTISANALES**



*D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher*

Conséquence du solde presque nul, le stock d'entreprises artisanales a pratiquement cessé de se réduire. Au 31 décembre 2000, on en compte 4 602, soit une diminution inférieure à 0,1 % sur les douze derniers mois. Les activités de production et de l'alimentation restent mal orientées, mais le bâtiment fait preuve de dynamisme. Celui-ci est d'ailleurs revenu à son niveau de 1995 et c'est le seul secteur présentant une évolution positive sur les cinq dernières années. On constate malheureusement que l'érosion est continue dans les services depuis 1997, certes sur un rythme faible, et qu'elle s'accroît dans l'alimentation et la production.

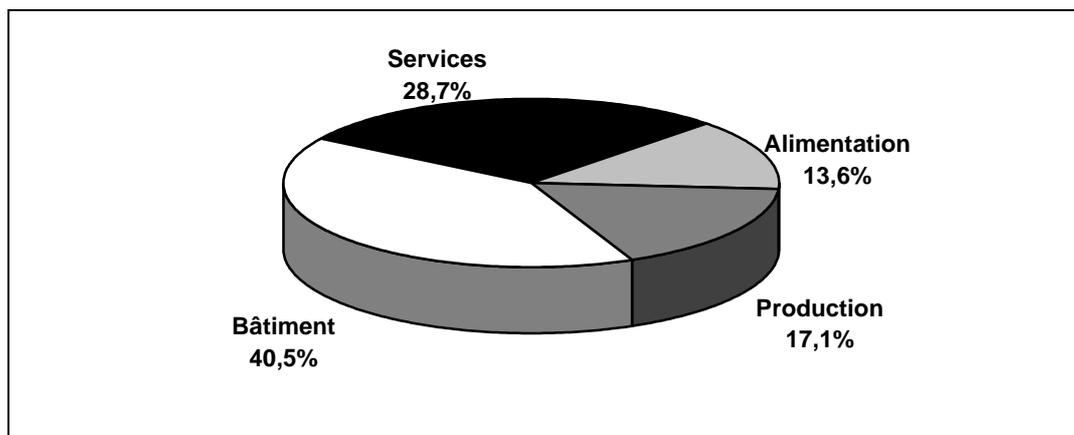
**TABLEAU 11 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITE**

Secteurs	Stock d'entreprises					Evolution 96/00 (en %)
	1996	1997	1998	1999	2000	
Alimentation	673	656	651	636	624	- 7,3
Production	814	804	804	801	789	- 3,1
Bâtiment	1 855	1 850	1 846	1 840	1 866	+ 0,6
Services	1 340	1 350	1 344	1 329	1 323	- 1,3
TOTAL	4 682	4 660	4 645	4 606	4 602	- 1,7

*D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher*

Le poids des activités du bâtiment s'est encore conforté dans la structure de répartition des entreprises artisanales, au sein de laquelle il dépasse désormais les 40 % ; il a gagné plus d'un point en un an. Les services sont stables, l'alimentation a perdu quelques fractions, mais c'est la part des activités de production qui recule le plus, perdant 0,9 point. Ce mouvement paraît inéluctable : les branches traditionnelles (confection, bois et ameublement) sont en déclin sinon en voie de disparition, d'autres comme l'imprimerie et les arts graphiques en pleine mutation.

**GRAPHIQUE 18 : REPARTITION DES ENTREPRISES ARTISANALES PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES EN 2000**



*D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher*

### **Un peu plus de jeunes**

La part des jeunes chefs d'entreprise artisanale de moins de 35 ans s'est stabilisée en 2000, Alors qu'elle ne cessait se s'amenuiser (13 %). Certes, le mouvement est encore timide, puisque l'on en comptait plus de 15 % en 1992, mais encourageant. Il faut d'ailleurs signaler à ce sujet que leur poids dans les immatriculations a régulièrement augmenté au cours des trois dernières années pour atteindre 39,7 % en 2000. Les 55-65 ans sont eux aussi plus nombreux et retrouvent en proportion leur niveau d'il y a huit ans. A contrario, la part des 35-54 ans s'inscrit en retrait de plus d'un point.

**GRAPHIQUE 19 : L'AGE DES CHEFS D'ENTREPRISE ARTISANALE**



*D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher*

## **5 - Nouvelle érosion du nombre d'apprentis**

Le recul constaté en 1999 s'est confirmé. Le nombre d'apprentis s'effrite cette année de 1 %, en raison essentiellement d'une chute sévère dans l'alimentation qui en perd une trentaine d'un seul coup. Il est également en léger retrait dans les services. En revanche, il est stable dans le bâtiment et en hausse dans le secteur des métaux, ainsi que dans les activités diverses.

**TABLEAU 12 : EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE EN COURS**

Année	1996	1997	1998	1999	2000
Alimentation	305	295	292	296	266
Bâtiment	544	567	598	587	586
Métaux	226	261	261	240	251
Services	115	135	133	126	122
Autres	152	163	168	169	179
TOTAL	1 342	1 421	1 452	1 418	1 404

Source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Le nombre de candidats présentés à la session 2000 par le CFA du bâtiment est de nouveau en progression, essentiellement en CAP. Il est stable pour celui de la Chambre de Métiers, mais l'on observe une croissance assez sensible des candidats en Bac Pro et en BTS qui compense une baisse pour les CAP-BEP. Les taux de réussite sont de surcroît plus élevés qu'en 1999 pour le CFA des Métiers et légèrement en retrait pour le Bâtiment.

**TABLEAU 13 : TAUX DE REUSSITE DES APPRENTIS AUX EXAMENS EN 2000**

	Nombre de candidats	Taux de réussite (%)
<b>CFA Chambre de Métiers</b>		
CAP et BEP	481	69,2
Bac Pro et BP	87	75,9
BTS	48	58,3
sous-total	616	69,3
<b>CFA du bâtiment</b>		
CAP	341	71,5
BP	23	68,2
sous-total	364	67,6
TOTAL	980	68,7

Sources : Chambre de Métiers et AFORPROBA

## B - LE NIVEAU D'ACTIVITE DES ENTREPRISES

### 1 - Nouvelle hausse des chiffres d'affaires

Le Baromètre de Conjoncture Sociale réalisé par l'Observatoire<sup>10</sup> comme chaque année à la fin du troisième trimestre a enregistré les meilleurs résultats depuis sa création en 1993. Le niveau d'activité s'est accru dans 6 établissements sur 10 et même fortement dans un quart d'entre eux sans distinction de taille, contrairement à l'année précédente.

<sup>10</sup> Enquête réalisée chaque année au mois de septembre auprès d'un échantillon de 120 entreprises du département, en partenariat avec l'ANDCP, l'ADELEC, le MEDEF 41 et ADECCO. Résultats publiés dans Chronic Echo n°29 - octobre 2000.

Le dynamisme du BTP s'est encore renforcé et le commerce de gros s'est trouvé à son tour bien orienté après un exercice 1999 en demi-teinte. Ce constat est corroboré par le tableau de bord des administrations économiques et financières de Loir-et-Cher, qui fait état d'un accroissement de 9,1 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du département déclarant la TVA selon le régime réel normal.

Pour l'industrie, selon l'enquête rapide de fin d'année réalisée par la Banque de France auprès de 118 entreprises du département, le chiffre d'affaires a progressé en moyenne de 3,3 %, les petites unités (moins de 100 salariés) enregistrant pour leur part une croissance supérieure à 10 %. La production de biens intermédiaires a augmenté fortement (+ 5,7 %) pour la troisième année consécutive, grâce à la bonne tenue des secteurs d'aval comme le bâtiment et l'aéronautique. Le secteur des biens de consommation, en retrait au cours des années antérieures, a retrouvé une évolution positive quoique des divergences apparaissent entre les branches.

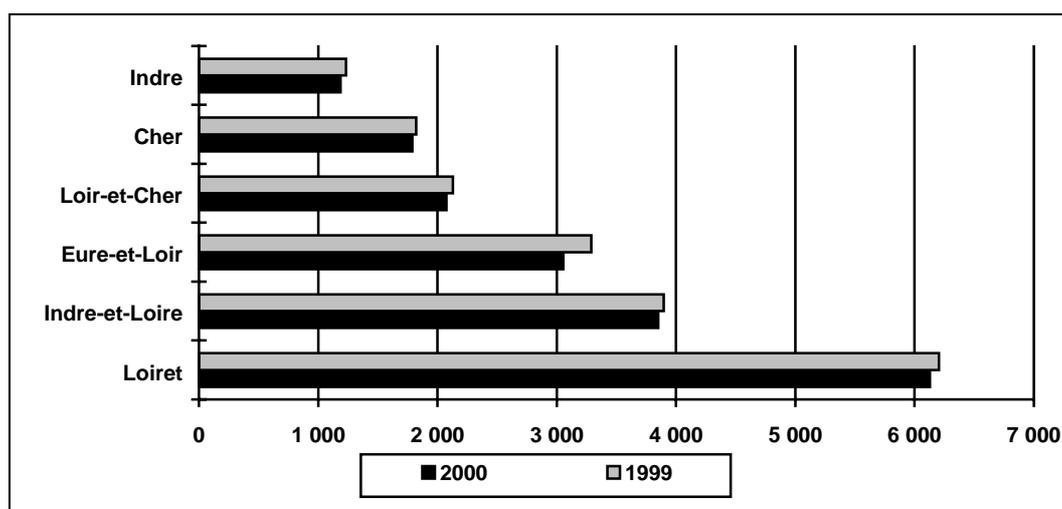
En revanche la capacité financière globale des sociétés industrielles du Loir-et-Cher a reculé, en particulier dans quelques grandes unités. La hausse des prix des matières premières, celle de certaines charges d'exploitation et la pression sur les prix dans un environnement très concurrentiel en sont la cause. Il faut noter cependant que dans les entreprises de moins de 100 salariés, l'excédent brut d'exploitation s'affiche en hausse de 2 %.

## 2 - La baisse du taux de TVA pèse sur les recettes fiscales

La baisse du taux normal de TVA de 20,6 à 19,6 % et l'application en année pleine du taux réduit portant sur les travaux effectués dans les habitations ont contribué à réduire le montant des recettes fiscales de l'ensemble de la région en 2000. Cependant l'évolution du Centre (- 2,6 %) apparaît contraire à celle enregistrée au niveau national (+ 1,8 %). On observe une forte baisse en Eure-et-Loir (- 7,2 %), consécutive à une progression marquée en 1999. Le Loir-et-Cher se place exactement à la moyenne.

Au total, 18,1 milliards de francs de TVA ont été recouverts dans le Centre, dont 2,07 milliards dans notre département.

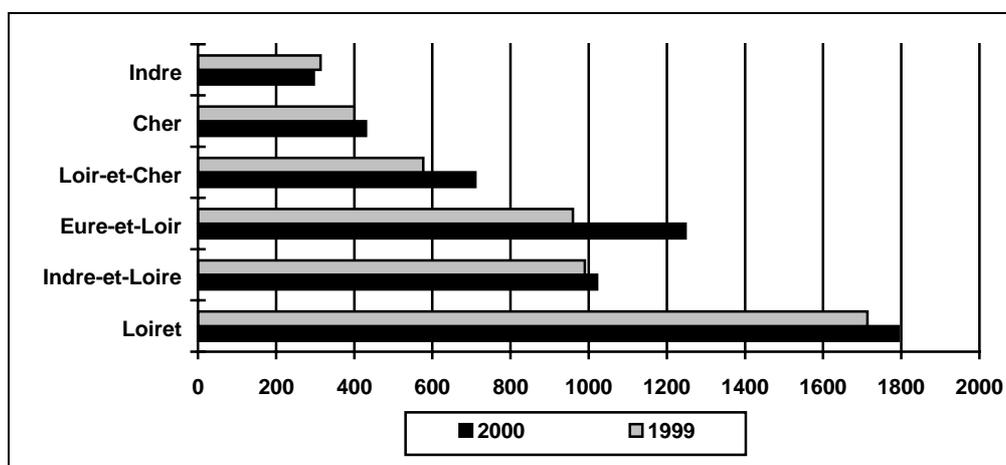
**GRAPHIQUE 20 : MONTANT DE LA TVA COLLECTEE EN REGION CENTRE (en millions de francs)**



D'après source : Direction Régionale des Impôts

### 3 - L'impôt sur les sociétés toujours en hausse

**GRAPHIQUE 21 : MONTANT DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ACQUITTE EN REGION CENTRE**  
(en millions de francs)



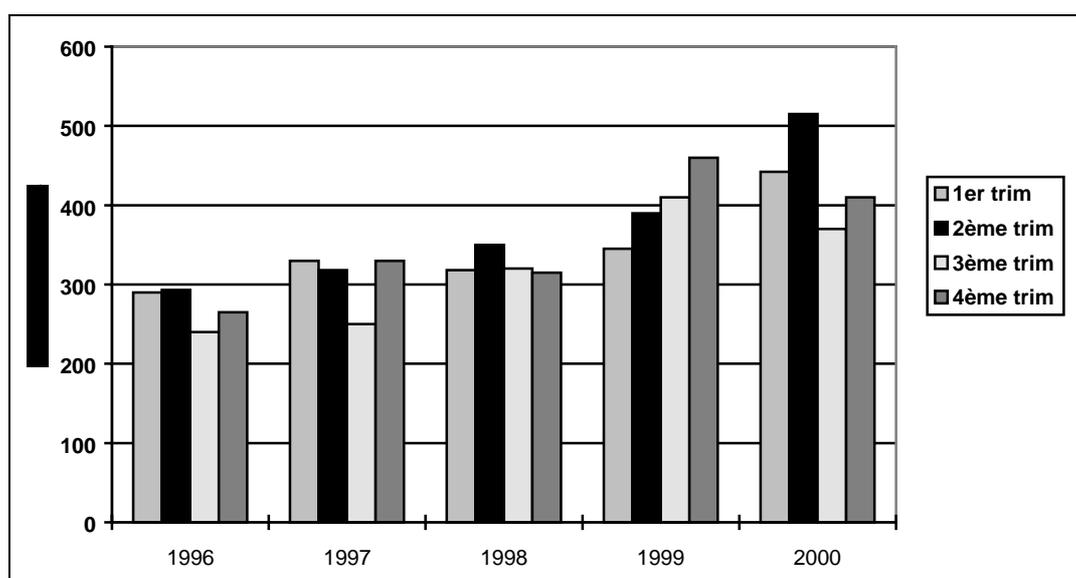
D'après source : Direction Régionale des Impôts

La progression d'ensemble des montants de l'impôt sur les sociétés en région Centre fait suite à deux années consécutives de hausse qui se sont accompagnées, comme en 2000, d'évolutions très différenciées d'un département à l'autre. Ces disparités s'expliquent en grande partie par l'impact que peut avoir en ce domaine le transfert de sièges sociaux ou la variation des résultats imposables de quelques sociétés importantes.

On s'attardera donc moins sur les chiffres eux-mêmes, malgré un excellent résultat du département en 2000 (+ 30 %), que sur la tendance générale. Celle-ci est nettement positive depuis 1998 et montre clairement que les entreprises régionales, dont celles du Loir-et-Cher, ont renoué avec les résultats positifs et recouvré une bonne santé financière.

### 4 - Bonne progression des investissements

**GRAPHIQUE 22 : INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES**



Source : Direction des Services Fiscaux

Selon le tableau de bord des services financiers, les investissements réalisés par les entreprises du département, reconstitués à partir de la TVA ayant grevé les immobilisations inscrites au bilan, ont augmenté de 9 % sur l'année. Cette hausse s'est concentrée sur les deux premiers trimestres et en particulier au deuxième où le montant global a dépassé les 510 millions de francs, les nouvelles immobilisations s'avérant un peu moins étoffées en fin d'année.

## 5 - Les aides financières aux entreprises industrielles, à l'artisanat et à l'agriculture

**TABLEAU 14 : MONTANTS ACCORDES EN 2000 EN LOIR-ET-CHER POUR LES PRINCIPAUX TYPES D'AIDES<sup>11</sup>**

Principaux types d'aides	Nombre d'entreprises ou de dossiers concernés	Montant total accordé (MF)
<b>Entreprises / Industries</b>		
Reconversion des industries de défense		
F.R.E.D. (Fonds de Reconversion des Entreprises de Défense)	2	0,4
Immobilier d'entreprise		
FERI (Fonds Economique Régional d'Intervention)	3	2,5
FEDI (Fonds Economique Départemental d'Intervention)	24	23,8
Création de zone d'activités		
PARCQ (aide départementale à l'aménagement de zones de qualité en intercommunalité)	2	10,5
Création ou développement		
Loir-et-Cher Initiative	20	0,985
Encouragement au Développement des Entreprises Nouvelles	5	0,14
Accompagnement des entreprises dans leurs programmes d'investissements matériels de modernisation (ex FDPMI)	13	5,3
PPR (Prêt Participatif Régional)	1	0,2
PARI (Programme d'Aide Régionale à la création et à l'Investissement)	3	0,6
POA (Prime d'Orientation Agricole)	0	-
Aides à l'innovation de l'ANVAR	14	4,9
Aides à l'exportation		
FRAEX	11	0,37
CORDEX	3	1,8
Action en faveur de la diffusion des technologies	5	1,3
Accès au conseil externe pour les PME-PMI	13	0,55
<b>Artisanat</b>		
CREA (aide régionale à la CRéation d'Entreprise Artisanale)	31	2,93
FREMA (Fonds REgional de Modernisation de l'Artisanat)	11	0,815
FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce)	9	1,7
FACAS (Fonds d'Aide au Commerce, à l'Artisanat et aux Services en milieu rural - Département)	9	2,12
<b>Agriculture</b>		
Aide à l'installation des jeunes agriculteurs	36	3,06
Aides compensatrices aux surfaces cultivées (P.A.C.)		590*
Prêts bonifiés	392	62,8

*D'après sources : Préfecture de Loir-et-Cher, Direction départementale de l'agriculture et de la forêt, Conseil Général, Conseil Régional, ANVAR, Loir-et-Cher Initiative* \*données provisoires

Il convient de préciser que le Conseil Régional a revu son dispositif d'intervention, notamment dans le cadre du nouveau contrat de plan Etat-Région. Ainsi, les montants accordés par le programme d'accompagnement des entreprises pour leurs investissements de modernisation se sont élevés à 5,3 millions de francs pour 13 dossiers. On remarque par ailleurs que 31 entreprises artisanales ont bénéficié de l'aide à la création (CREA), soit près de 30 % du total régional.

<sup>11</sup> Les aides de la région Centre pour le recrutement de cadres ou de nouveaux salariés figurent avec les aides à l'emploi, au chapitre 4.

## 6 - Aides européennes<sup>12</sup>

L'Union Européenne a entièrement remanié son dispositif de soutien aux territoires pour une nouvelle période de programmation 2000-2006. Cette réforme se traduit par une réduction de la population européenne éligible aux fonds structurels. En Loir-et-Cher, les cantons de Salbris, Mennetou-sur-Cher, Romorantin Sud et Selles-sur-Cher ont obtenu un classement dans le nouvel Objectif 2, qui vise à soutenir la reconversion économique et sociale des zones en difficultés structurelles. Les cantons de Droué, Mondoubleau et Savigny-sur-Braye, qui étaient éligibles à l'objectif 5b, bénéficient de crédits européens à titre transitoire jusqu'en 2005 afin d'atténuer les effets d'une disparition brutale des aides. Par ailleurs la totalité du département, à l'exception de la zone urbaine de Blois (une cinquantaine de communes), peut bénéficier du programme Leader + destiné à soutenir le développement intégré des zones rurales.

Aucune action n'a été engagée en 2000, qui a été consacrée à la mise au point des différents dispositifs. Ainsi, le programme d'actions de l'objectif 2 en région Centre a été approuvé en mars 2001.

## C - REPERCUSSIONS DES ACTIVITES SUR L'EMPLOI

### 1 - Des besoins en personnel toujours croissants

Cette année 2000 est marquée par des besoins records en main-d'œuvre. Le nombre des déclarations préalables à l'embauche (DPAE)<sup>13</sup> recensées par l'URSSAF et la MSA s'est élevé à 180 020, soit 20 761 de plus qu'en 1999 (+ 13 %). Ce résultat est considérable si on le compare à celui de 1995 (106 300), année de référence pour la décennie en matière de croissance. Le marché du travail, au plan local comme à l'échelon national, est entré en ébullition. De surcroît, tous les secteurs ont été concernés, contrairement à l'année dernière. Hors travail temporaire, l'augmentation approche les 8 %.

**TABLEAU 15 : EVOLUTION DU NOMBRE DE DPAE PAR GRANDES BRANCHES D'ACTIVITE**

	1998	1999	2000	Variation 99/00	
				absolue	Relative (%)
<b>Hors Travail Temporaire</b>	<b>57 874</b>	<b>60 798</b>	<b>65 395</b>	<b>+ 4 597</b>	<b>+ 7,6</b>
<i>Agriculture</i>	11 977	12 796	13 620	+ 824	+ 6,4
<i>Industrie</i>	5 715	5 888	7 023	+ 1 135	+ 19,3
<i>Construction</i>	2 336	2 606	2 958	+ 352	+ 13,5
<i>Commerce</i>	7 195	6 541	6 890	+ 349	+ 5,3
<i>Services aux entreprises</i>	6 141	6 588	6 928	+ 340	+ 5,2
<i>Autres services</i>	21 410	22 346	23 728	+ 1 382	+ 6,2
<i>Autres</i>	3 100	4 033	4 248	+ 215	+ 5,3
<b>Travail Temporaire</b>	<b>68 375</b>	<b>98 461</b>	<b>114 625</b>	<b>+ 16 164</b>	<b>+ 16,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>126 249</b>	<b>159 259</b>	<b>180 020</b>	<b>+ 20 761</b>	<b>+ 13,0</b>

Sources : URSSAF et MSA

<sup>12</sup> Sources : Préfecture de Loir-et-Cher et Conseil Général.

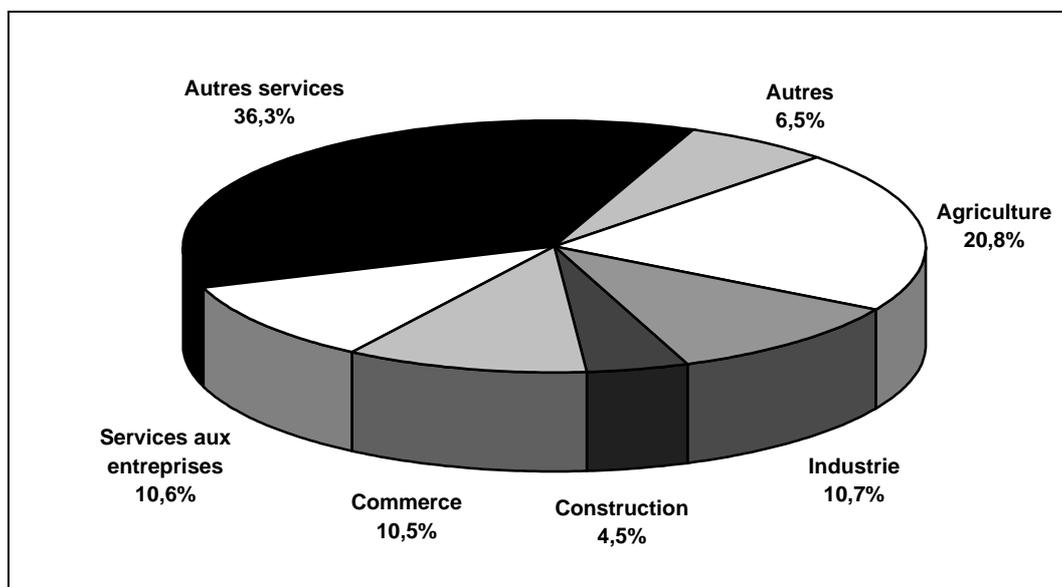
<sup>13</sup> Les DPAE ont un caractère obligatoire ; elles concernent tous les employeurs, quels que soient leur statut et leur activité, ainsi que tous les salariés relevant du régime général de sécurité sociale, quelles que soient la nature et la durée du contrat de travail. Elles ne rendent donc compte qu'imparfaitement de l'évolution de l'emploi, mais donnent une indication intéressante sur les mouvements d'embauche.

L'industrie, notamment, a dépassé de loin les bons scores de 1998 et 1999 avec un bond de 19 % des DPAE. Dans la construction, elles ont augmenté de 13,5 %. Partout ailleurs, on observe des progressions supérieures à 5 %, même dans le commerce qui était en retrait en 1999.

Les demandes émanant des agences de travail temporaire sont elles aussi en hausse sensible, + 16,4 %. Avec près de 115 000 DPAE, on se situe à des sommets historiques. Les pénuries de main-d'œuvre apparues dans plusieurs activités et en particulier dans la mécanique, le bâtiment et l'hôtellerie - restauration ont probablement incité les entreprises à accroître leur recours à l'intérim pour multiplier leurs chances de trouver des candidats correspondant aux profils recherchés. Cette hypothèse est étayée par le fait qu'en 1998 et 1999, un quart des intérimaires s'est vu proposer un contrat à durée indéterminée.

En structure, le poids des demandes issues du secteur des services aux personnes reste le plus élevé ; il a même progressé encore légèrement par rapport à 1999. Cependant, c'est la part des DPAE de l'industrie qui s'est accrue le plus (+ 0,7 point), devant celle de la construction (+ 0,5 point). Précisons en outre que celles correspondant au travail temporaire représentent cette année 63,7 % du total général, contre 61,8 % en 1999 et 54,2 % en 1998.

**GRAPHIQUE 23 : REPARTITION DES DECLARATIONS PREALABLES A L'EMBAUCHE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE EN 2000 (hors Travail Temporaire)**



*D'après sources : URSSAF et MSA*

## 2 - Nouvelle hausse de l'emploi salarié<sup>14</sup> dans tous les secteurs

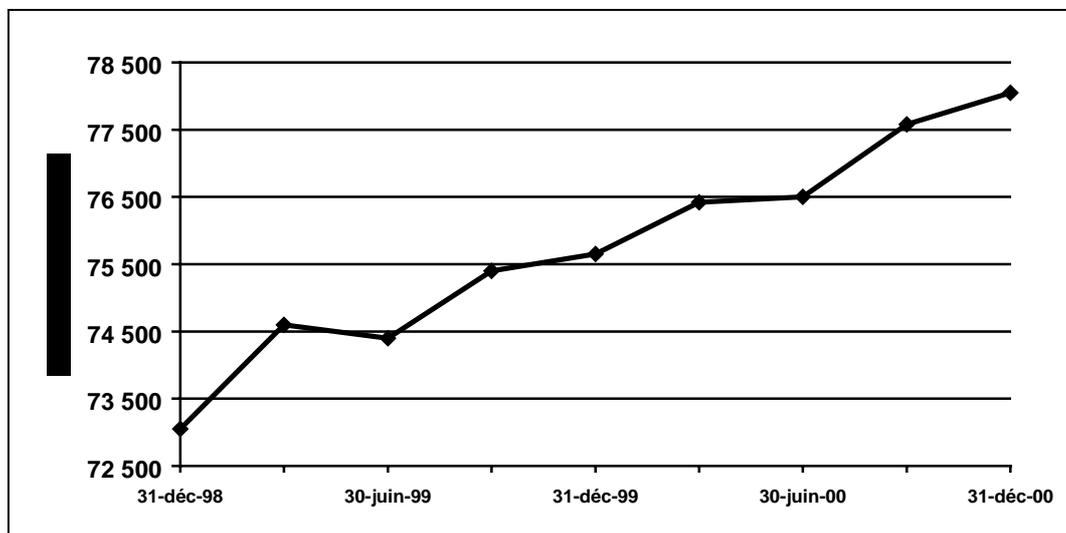
Après une croissance exceptionnelle en 1999, l'emploi salarié des établissements de 10 salariés et plus du secteur privé a augmenté de nouveau en 2000, mais sur un rythme moins élevé : + 2,4 %, contre + 4,3 % (ce chiffre a été corrigé en baisse par rapport aux résultats provisoires<sup>15</sup>). Les deux derniers trimestres ont en effet montré un certain essoufflement (en données brutes). On compte au total environ 2 200 postes de travail supplémentaires (solde entre les créations et les disparitions, en données corrigées des variations saisonnières) qui portent à 7 700 le nombre d'emplois nets offerts par le secteur privé en Loir-et-Cher sur les quatre dernières années.

<sup>14</sup> Les statistiques trimestrielles produites par les ASSÉDIC présentent l'évolution de l'emploi dans les établissements affiliés ayant au moins 10 salariés. Le champ couvre l'ensemble du secteur concurrentiel, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, mais exclut le secteur agricole et para-agricole, à de très rares exceptions près.

<sup>15</sup> Les estimations étant révisées périodiquement, les données des graphiques suivants peuvent ne pas correspondre à celles figurant dans le Bilan 1999.

Pour 2000, le résultat du département apparaît moins élevé que la moyenne régionale, contrairement à 1999. Celle-ci s'établit à + 4,5 %, tirée vers le haut par les deux grands départements du Centre, Loiret + 6,2 % et Indre-et-Loire + 5,2 %. Le moins bien placé en la matière est le Cher avec + 1,8 %.

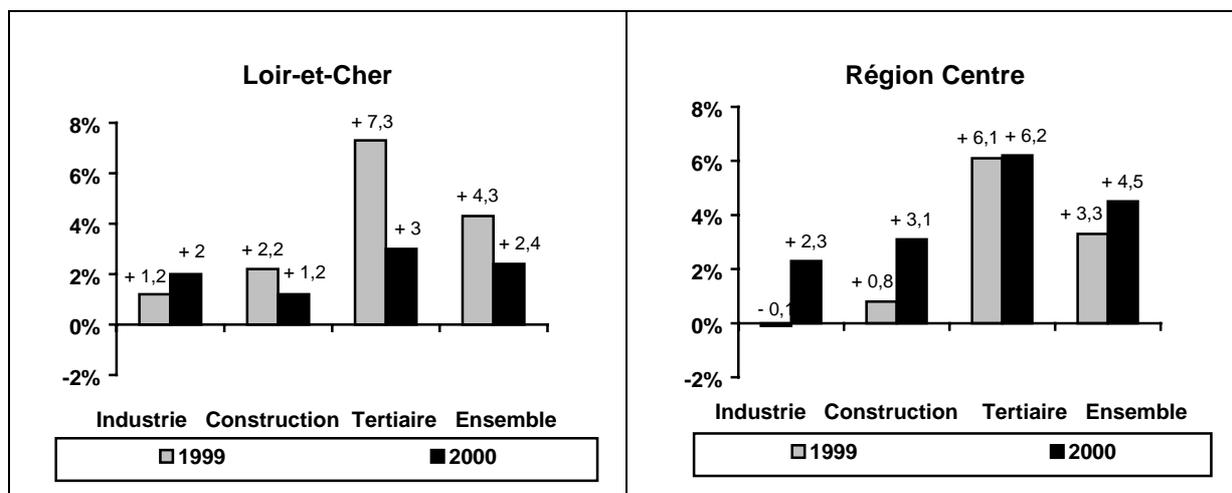
**GRAPHIQUE 24 : EVOLUTION TOTALE DU NOMBRE DE SALARIES EN DONNEES CORRIGÉES (LOIR-ET-CHER)**



D'après source : ASSEDIC

L'emploi s'est accru dans tous les secteurs, comme en 1999. On note cependant un fléchissement sensible dans le secteur tertiaire, les hausses importantes au cours des deux premiers trimestres ayant été suivies d'un repli au cours des deux derniers et en particulier en fin d'année. Cette évolution, traditionnelle en raison de la baisse saisonnière des activités liées au tourisme (hôtels, restaurants...), semble plus marquée en 2000 qu'auparavant. Néanmoins, le solde des emplois est largement positif sur l'exercice avec environ 2 000 postes supplémentaires. La construction n'a pas non plus renouvelé son score (+ 1,2 % contre + 2,2 %), mais la croissance a été plus régulière qu'en 1999. Le meilleur résultat est à porter au crédit de l'industrie qui fait mieux encore que l'an dernier ; le nombre d'emplois s'est accru de 2 %, correspondant à environ 700 postes nets. Il s'agit de la plus forte hausse depuis le début des années 1980.

**GRAPHIQUE 25 : EVOLUTION BRUTE ANNUELLE**

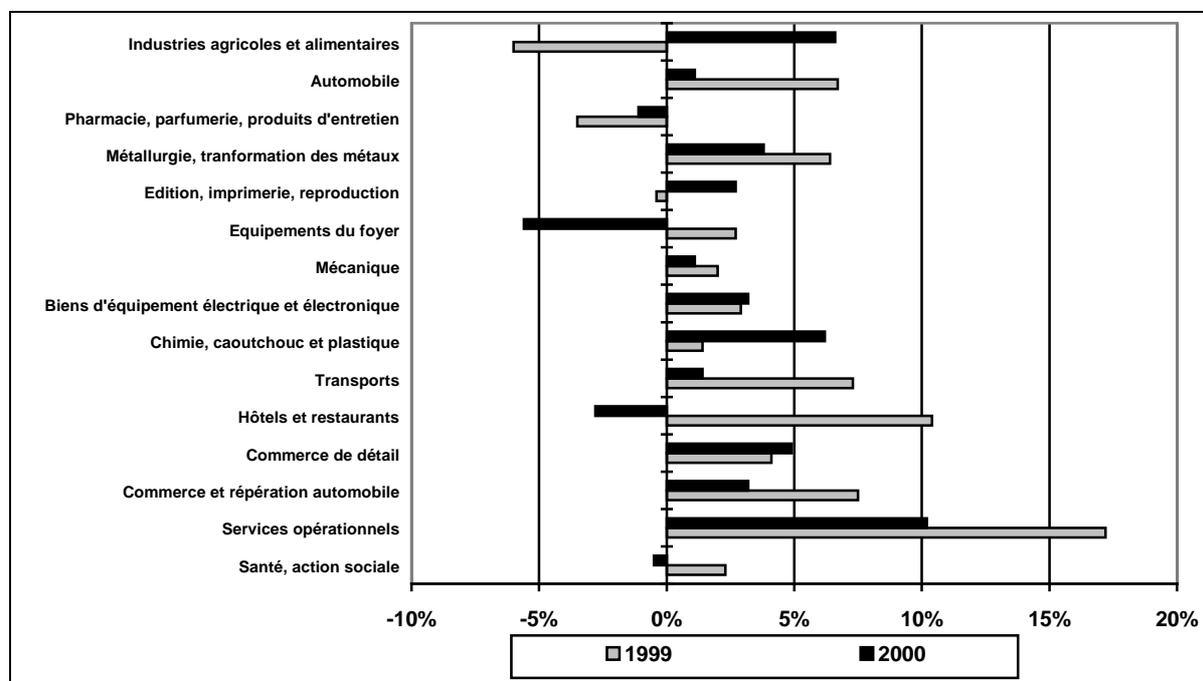


D'après source : ASSEDIC

L'observation des statistiques détaillées par branche d'activités fait d'ailleurs ressortir les performances industrielles, même si les plus fortes progressions sont encore l'apanage des activités de services.

### GRAPHIQUE 26 : EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIES DANS QUELQUES BRANCHES D'ACTIVITES

(évolution brute cumulée sur quatre trimestres)



D'après source : ASSEDIC

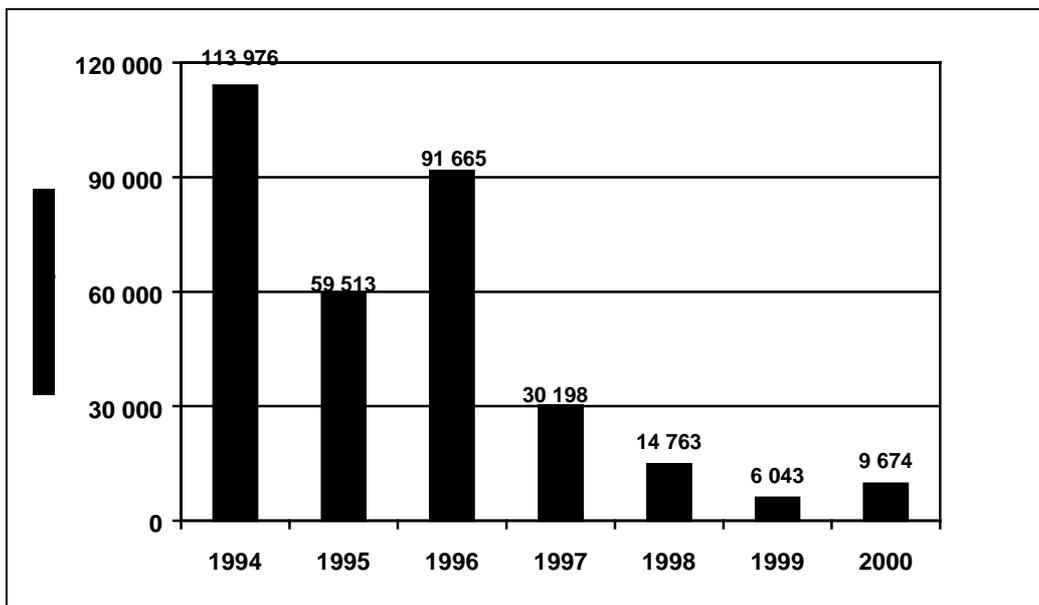
Le renversement de tendance le plus spectaculaire concerne les Industries Agroalimentaires, dont les effectifs ont augmenté de 6,6 % après une baisse de 6 % en 1999. L'habillement, l'imprimerie-édition et les industries des composants électriques et électroniques ont également renoué avec la croissance de l'emploi. L'ensemble chimie-caoutchouc-plastique, les biens d'équipement électrique et électronique ont haussé le rythme, tandis qu'à l'inverse, on enregistre une progression moins soutenue dans la mécanique et la transformation des métaux. Quelques évolutions négatives sont à noter, en particulier dans les équipements du foyer.

Les services les plus en pointe en 1999 ont connu une croissance plus modérée, comme les services opérationnels (+ 10,2 % quand même), les services personnels et domestiques (+ 8 %, après + 58 % en 1999), le conseil et assistance, les transports. Le commerce de détail améliore son score de l'an dernier. En revanche, deux branches importantes en Loir-et-Cher, santé et action sociale d'une part, hôtels et restaurants de l'autre, enregistrent une baisse d'effectifs qui pèse indéniablement sur le résultat d'ensemble.

### 3 - Le chômage partiel et les licenciements économiques sont à des niveaux très faibles

Avec un total de 9 674 journées, le chômage partiel indemnisable est en reprise sensible en l'an 2000 en Loir-et-Cher (+ 60 %), mais par rapport à un niveau très faible, il est vrai. Le résultat reste d'ailleurs largement en deçà de ceux enregistrés jusqu'au milieu de la décennie. Les principales raisons de cette évolution sont à rechercher dans les difficultés rencontrées par certaines entreprises de l'agroalimentaire, dans un contexte de crises successives (nouvelles interdictions liées à l'ESB, épidémie de fièvre aphteuse...).

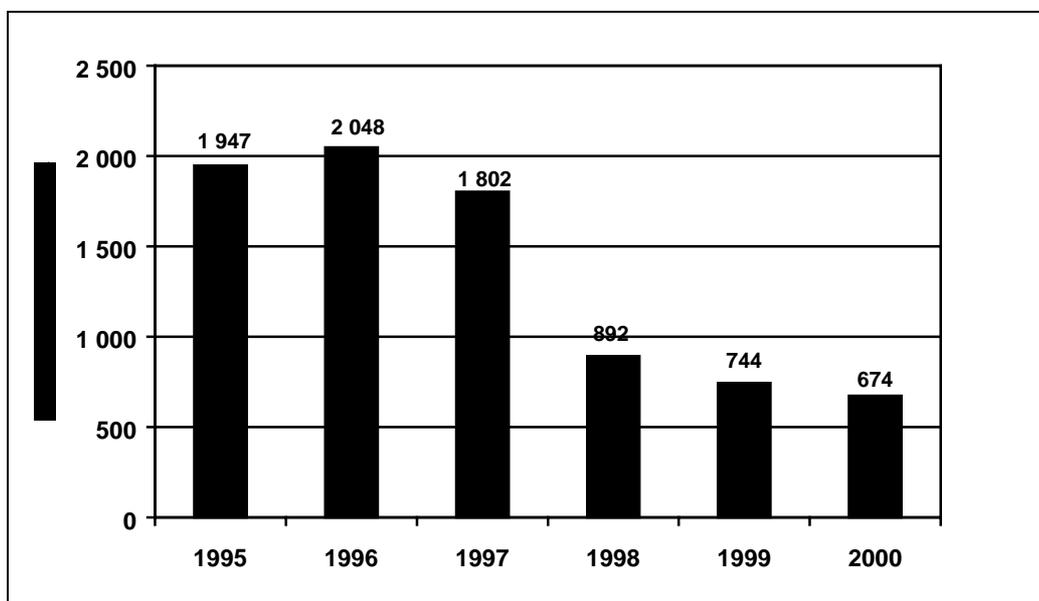
**GRAPHIQUE 27 : EVOLUTION DU NOMBRE DE JOURNEES INDEMNISABLES  
AU TITRE DU CHOMAGE PARTIEL**



*D'après source : DDTEFP*

Le nombre des licenciements économiques déclarés auprès de la Direction du Travail a atteint un nouveau plancher. Seulement 674 déclarations en 2000, soit 9,4 % de moins qu'au cours des douze mois précédents, signe de l'excellente santé du tissu économique départemental.

**GRAPHIQUE 28 : EVOLUTION DU NOMBRE DE LICENCIEMENTS ECONOMIQUES DECLARES  
AUPRES DE LA DIRECTION DU TRAVAIL**



*Source : DDTEFP*

## **5 - Perspectives 2001 : quel sera l'impact du ralentissement américain ?**

L'enquête réalisée par l'INSEE en avril auprès des chefs d'entreprise montre que ceux-ci affichent désormais une certaine prudence. Les prévisions d'investissement dans l'industrie pour 2001 laissent en effet présager une croissance de 6 %, inférieure à celle de 2000 et aux projections initiales (3 points de moins). De surcroît, la majeure partie de ces investissements est due à l'acquis de croissance engrangé en fin d'année dernière. Par ailleurs, les prévisions ont été sérieusement revues à la hausse dans le secteur automobile (+ 13 %). Toutes les autres activités sont donc moins ambitieuses, certaines comme les biens intermédiaires, étant très circonspectes. Dans ces conditions, il sera difficile au PIB national de progresser de plus de 2,5 %.

En ce qui concerne notre département, les premiers mois de 2001 ont été placés sous le signe d'une activité encore intense, comme en témoignent plusieurs indicateurs, à l'exemple des DPAE qui ont atteint un niveau record au premier trimestre. Néanmoins, quelques prémices d'un prochain ralentissement semblent se dessiner en juin.



---

# 4

## LE MARCHÉ DU TRAVAIL

---

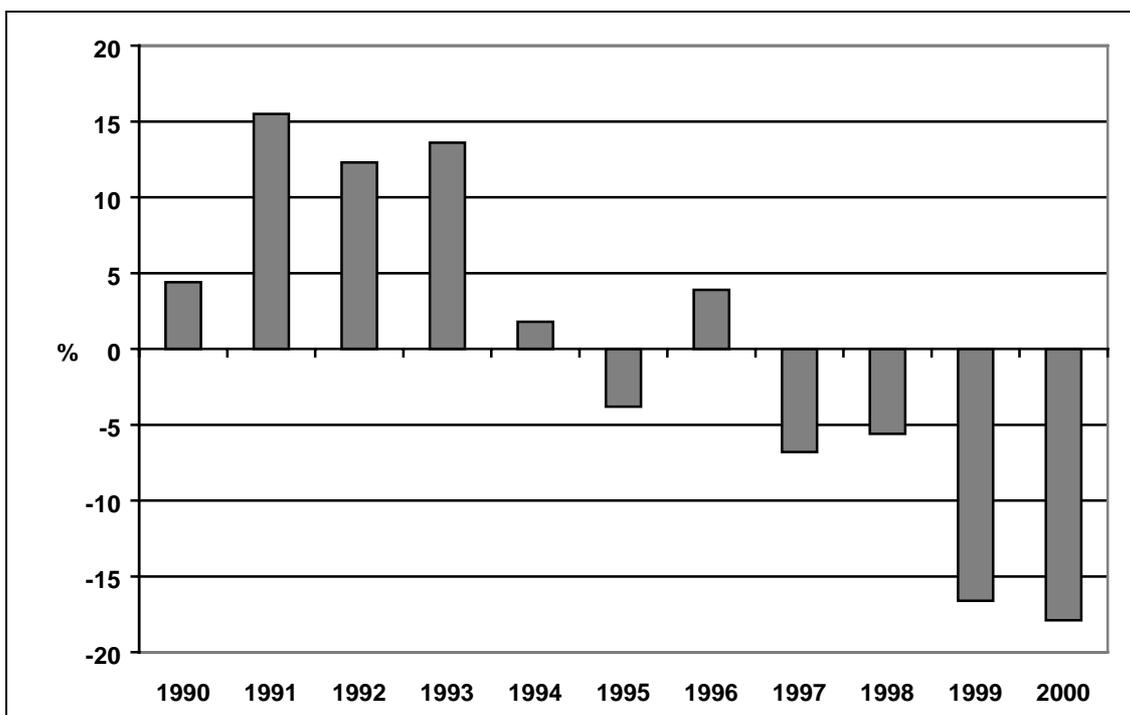


## A - LES DEMANDEURS D'EMPLOI

### 1 - La baisse du chômage s'est encore accélérée

En 1999, le nombre des demandeurs d'emplois avait reculé sur un rythme exceptionnel : - 16,6 %. Du jamais vu depuis trente ans. On ne pensait pas que ce résultat pourrait se reproduire en 2000, malgré une conjoncture toujours très favorable. Or, non seulement cette tendance a été maintenue, mais la décreue est encore plus forte : - 17,9 %. En deux ans, le nombre de chômeurs du Loir-et-Cher s'est ainsi réduit de plus de 4 400 personnes. Au 31 décembre 2000, le département comptait 9 601 demandeurs d'emploi de catégorie 1<sup>16</sup> en données brutes et 9 200 en données corrigées des variations saisonnières. Comme en 1999, ce recul est légèrement supérieur à celui enregistré au niveau national (- 16,2 %) ; il est par ailleurs très proche de l'évolution régionale (- 18,1 %). Dans l'ensemble, les départements du Centre continuent d'engranger d'excellents résultats, en particulier le Loiret, en tête une nouvelle fois avec - 22,8 % ; la diminution la moins élevée est observée cette année dans l'Indre (- 14,1 %).

**GRAPHIQUE 29 : EVOLUTION DU CHOMAGE EN LOIR-ET-CHER AU 31 DECEMBRE**  
(Demandes d'Emploi en Fin de Mois catégorie 1 - données brutes)



D'après sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - ANPE - INSEE

Le nombre des demandeurs d'emploi de la catégorie 6<sup>17</sup> a lui aussi poursuivi une puissante décreue (- 26,1 %), pour atteindre 2 771 personnes à la fin du mois de décembre. Cette tendance constitue un indice de l'allongement de la durée des contrats de travail.

<sup>16</sup> Catégorie 1 : personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à temps plein, n'ayant pas travaillé plus de 78 heures au cours du mois précédent.

<sup>17</sup> Catégorie 6 : personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois (autres caractéristiques identiques à la catégorie 1).

Le total des deux catégories 1 et 6 a reculé en conséquence de 19,6 % contre - 15,3 % seulement en 1999.

Les évolutions observées l'année précédente dans chacune des zones d'emploi du Loir-et-Cher se sont poursuivies, voire amplifiées. C'est de nouveau dans celle de Romorantin-Lanthenay que le chômage a diminué le plus, mais les résultats du bassin Vendômois sont très proches, tandis que dans celui de Blois, le rythme est un peu en retrait.

**TABLEAU 16 : EVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM) PAR AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI (ALE)**

DEFM	Catégorie 1			Catégories 1 + 6		
	déc. 99	déc. 00	évolution (%)	déc. 99	déc. 00	évolution (%)
ALE Blois	6 744	5 669	- 15,9	8 569	7 089	- 17,3
ALE Vendôme	2 313	1 869	- 19,2	3 016	2 356	- 21,9
ALE Romorantin	2 632	2 063	- 21,6	3 177	2 427	- 23,6
Loir-et-Cher	11 689	9 601	- 17,9	14 762	11 872	- 19,6

Sources : DDTEFP - ANPE

La décrue un peu moins forte enregistrée dans la zone d'emploi de Blois a cependant entraîné une accentuation de l'écart entre les taux de chômage des trois zones. Dans celle de Romorantin-Lanthenay, il s'établit à 7,4 %, en baisse de 1,7 point sur l'année ; il revient ainsi en dessous de la moyenne régionale. Le recul est du même ordre dans le bassin de Vendôme (- 1,6 point), tandis qu'il n'est que de 1,3 point dans celui de Blois.

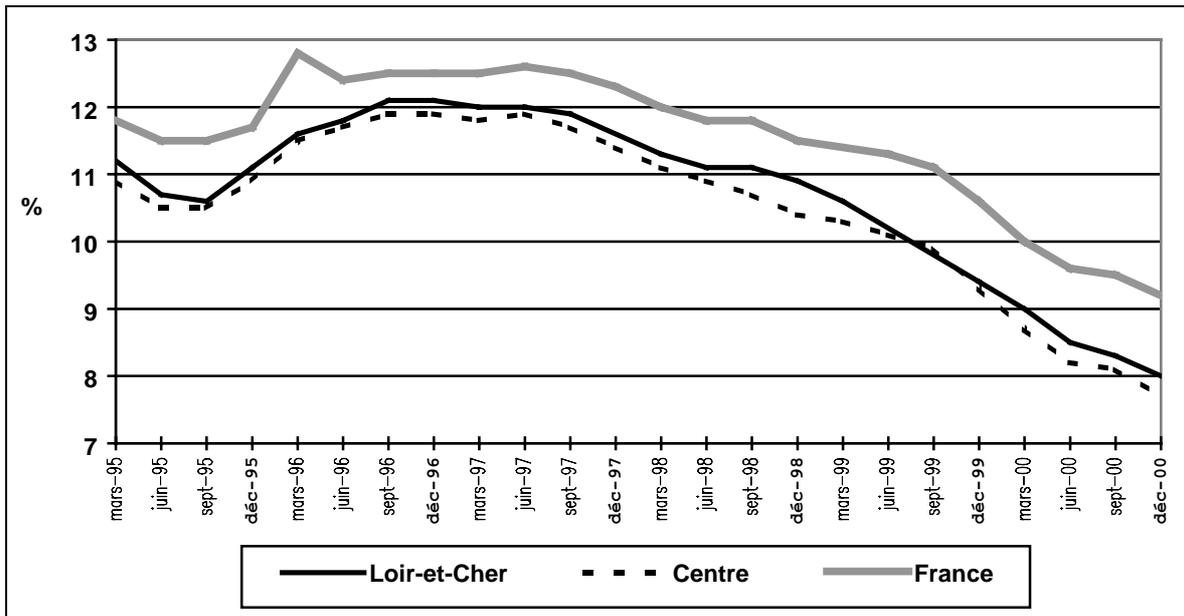
**TABLEAU 17 : TAUX DE CHOMAGE EN LOIR-ET-CHER**

Zone d'emploi	Taux de chômage au 31/12/99 en %	Taux de chômage au 31/12/00 (données provisoires) en %
Blois	9,5	8,2
Vendôme	9,4	7,8
Romorantin	9,1	7,4
Loir-et-Cher	9,4	8

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - INSEE

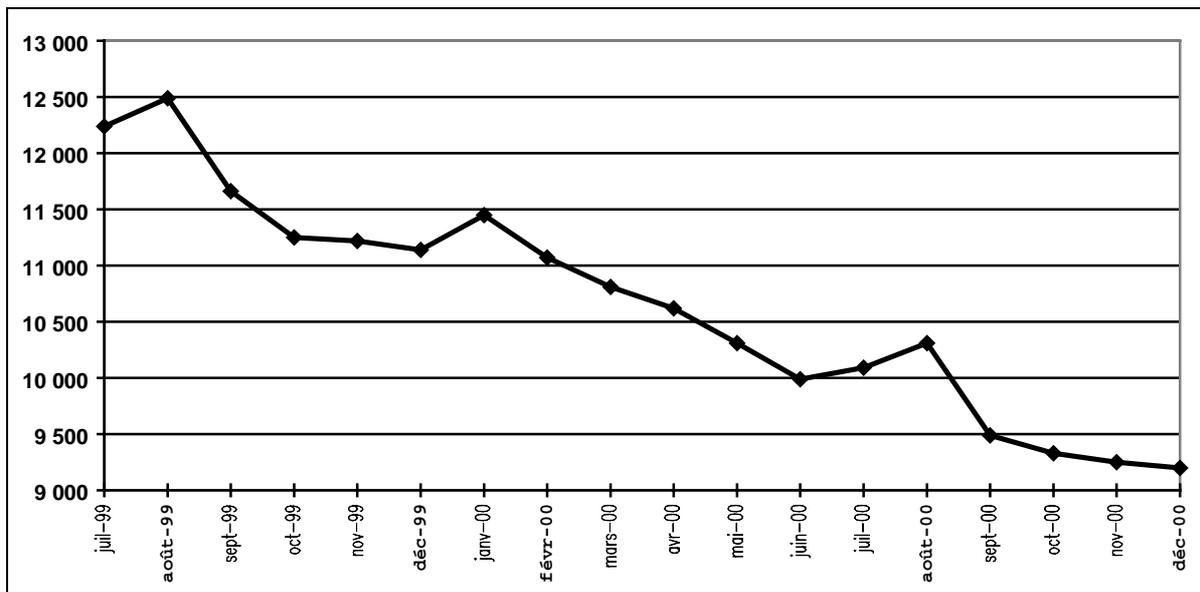
Le taux départemental a chuté de 1,4 point en un an (près de trois points en deux ans), mais il reste supérieur au taux régional qui s'établit à 7,7 % en fin d'année, tiré vers le bas par les résultats du Loiret (6,5 %). L'écart avec le taux moyen national (9,2 %) est resté stable. Le bon comportement d'ensemble des départements du Centre est à souligner, aucun d'entre eux ne se situant désormais au-dessus de cette moyenne ; le taux le plus élevé est toujours enregistré en Indre-et-Loire avec 8,5 %.

**GRAPHIQUE 30 : EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE**



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

**GRAPHIQUE 31 : EVOLUTION DU NOMBRE DES DEFM (DE CATEGORIE 1) EN LOIR-ET-CHER (EN DONNEES CORRIGES DES VARIATIONS SAISONNIERES)**



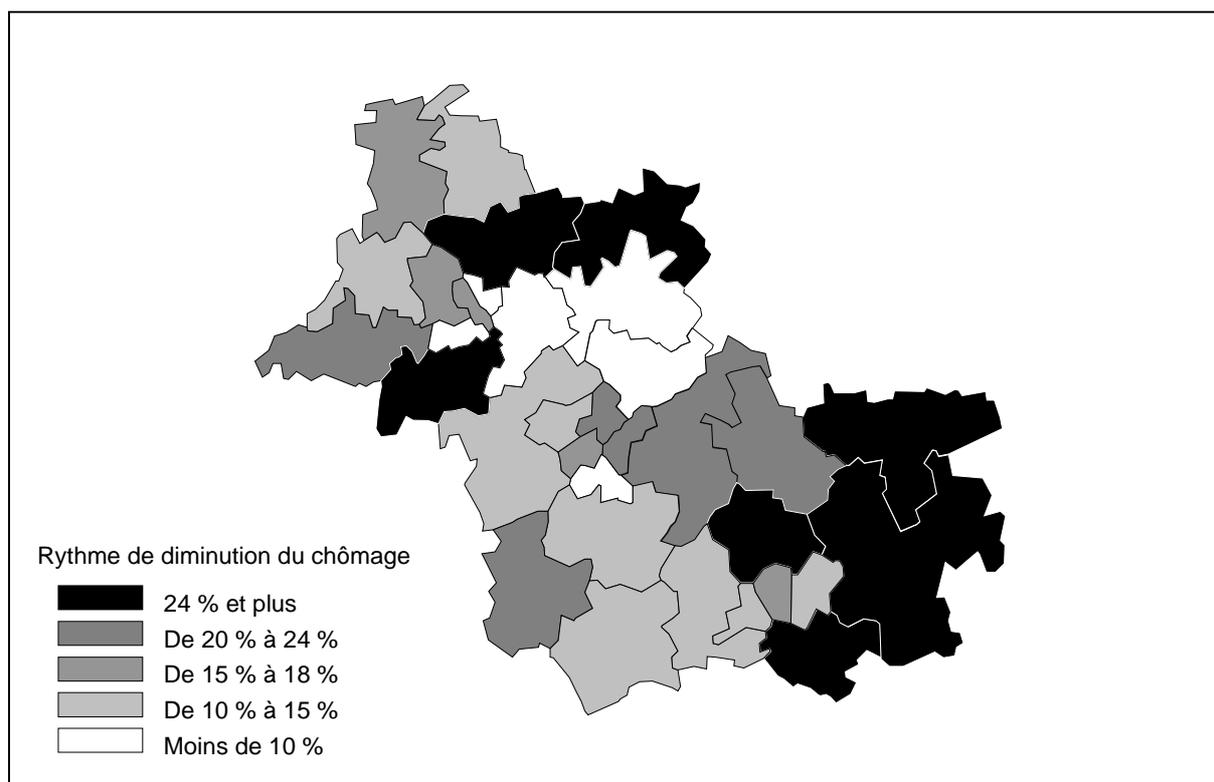
Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - INSEE

La courbe d'évolution du chômage en données corrigées des variations saisonnières reproduit pratiquement celle de 1999. On retrouve notamment un pic estival, qui s'explique en grande partie par une inscription anticipée des jeunes sortant du système scolaire et désireux de profiter des opportunités nouvelles. Sur le reste de l'année, le rythme est soutenu, mais plus particulièrement au premier semestre. Les premiers résultats de 2001 indiquent la poursuite du mouvement ; en janvier, les demandes d'emploi en données corrigées ont de nouveau fortement reculé de 3,5 %.

Comme en 1999, on ne compte aucun canton où le chômage n'ait reflué. Dans certains, toutefois, le rythme est faible. C'est le cas de Mer (conséquence de la fermeture d'Epéda), de Blois 2 et de Vendôme 2 (hors commune centre pour ces deux derniers), où la baisse est inférieure à 5 %. Il a ralenti dans quelques cantons où il était élevé l'an dernier (voire très élevé), comme ceux de Selommes, Marchenoir, Selles-sur-Cher, Savigny-sur-Braye et Saint-Aignan.

Inversement, la tendance s'est renforcée dans bon nombre de cantons ; pour ceux de Montoire-sur-le-Loir, Ouzouer-le-Marché, Romorantin Nord et Vineuil, on partait d'un résultat médiocre en 1999. En revanche, c'est à l'accélération d'une évolution déjà supérieure à la moyenne départementale que l'on assiste pour ceux de Bracieux, Morée, Saint-Amand-Longpré, Neung-sur-Beuvron et Lamotte-Beuvron, qui établit un record avec - 33 %.

**CARTE 8 : EVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS PAR CANTON EN 2000**



*D'après source : ANPE*

Les mouvements importants sur le marché du travail local que traduisent les évolutions précédentes ont généré de nouvelles modifications dans les caractéristiques des demandeurs d'emploi. C'est pour les jeunes de moins de 25 ans qu'elles sont le plus limitées, avec quelques hausses seulement de leur proportion parmi l'ensemble des chômeurs (dont Ouzouer-le-Marché, + 6 points) et un peu plus de baisses (Mer et Neung : - 6 points, Selommes et Blois 1 : - 7 points). La part des femmes est demeurée stable elle aussi dans une grande majorité des cas, comme au niveau départemental, mais l'on constate des amplitudes fortes à la hausse (Romorantin Nord, Selles-sur-Cher, Blois 5 et Saint-Amand-Longpré), comme à la baisse (Lamotte-Beuvron - 7 points, Ouzouer-le-Marché - 11 points). Fin 2000, elle est comprise entre 49,7 % pour la commune de Blois et 65 % pour le canton de Selles-sur-Cher. Les chômeurs de longue durée apparaissent comme les principaux bénéficiaires de l'évolution positive du chômage en cette année 2000. A l'exception de deux cantons, leur part est restée stable ou a diminué. Le recul est supérieur à 10 points dans 6 cantons et il n'est plus rare de trouver des taux inférieurs à 30 %.

**TABLEAU 18 : CHOMAGE PAR CANTON AU 31 DECEMBRE 2000**

CANTON	Données caractéristiques (part en %)					
	Nombre de chômeurs	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Inscrits depuis plus d'un an
Blois 1 *	140	51,4	10,7	68,6	20,7	33,6
Blois 2 *	163	58,9	17,8	66,3	16	26,4
Blois 5 *	91	58,2	19,8	52,7	27,5	29,7
Commune de Blois	2 336	49,7	18,8	68	13,2	33,5
Bracieux	368	56,0	18,5	61,7	19,8	34
Contres	434	56,2	20,5	64,5	15	33,6
Droué	75	56	13,3	72	14,7	33,3
Herbault	372	54,8	18,3	66,9	14,8	35,5
Lamotte-Beuvron	223	53,8	15,7	70,4	13,9	30,9
Marchenoir	125	56	12	71,2	16,8	25,6
Mennetou-sur-Cher	198	62,1	15,2	67,7	17,2	36,9
Mer	388	54,1	15,7	67	17,3	28,1
Mondoubleau	135	57,8	14,1	70,4	15,6	28,1
Montoire-sur-le-Loir	223	60,1	17,9	64,1	17,9	38,1
Montrichard	423	56,5	17,5	66	16,5	37,4
Morée	173	59	19,7	56,6	23,7	35,8
Neung-sur-Beuvron	137	54	13,1	65	21,9	28,5
Ouzouer-le-Marché	87	57,5	21,8	63,2	14,9	34,5
Romorantin Nord *	47	63,8	19,1	72,3	8,5	36,2
Romorantin Sud *	86	64	24,4	59,3	16,3	24,4
Commune de Romorantin	703	59,6	19,3	66,4	14,2	28
Saint-Aignan	539	62,3	17,4	66	16,5	38,4
Saint-Amand-Longpré	96	62,5	15,6	69,8	14,6	37,5
Salbris	346	55,5	18,5	62,4	19,1	32,9
Savigny-sur-Braye	164	54,3	22,6	58,5	18,9	32,9
Selles-sur-Cher	323	65	20,4	64,7	14,9	30,3
Selommes	82	56,1	14,6	68,3	17,1	29,3
Vendôme 1 *	133	57,9	16,5	66,2	17,3	45,1
Vendôme 2 *	126	59,5	23,8	54,8	21,4	31,7
Commune de Vendôme	662	51,5	21,3	65,4	13,3	31,9
Vineuil	202	54,5	20,3	63,4	16,3	31,2
<b>LOIR-ET-CHER</b>	<b>9 601</b>	<b>55,4</b>	<b>18,4</b>	<b>65,8</b>	<b>15,7</b>	<b>33</b>

Source : ANPE

\* hors ville centre

## 2 - Les demandes d'emploi en fin de mois : quelques caractéristiques

Contrairement à l'an dernier, le recul du chômage a profité autant aux femmes qu'aux hommes. Leur poids respectif est par conséquent inchangé. Avec 55,4 % de femmes, le Loir-et-Cher demeure ainsi le département du Centre où cette part est la plus importante après l'Indre. Pour les moins de 25 ans, le rythme de décroissance est resté très élevé quoiqu'en léger retrait (- 25,5 % en 1999).

Ainsi qu'il a déjà été mentionné dans l'analyse par canton, c'est le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée qui a enregistré en proportion la plus forte baisse : - 27,9 % pour l'ensemble des personnes inscrites depuis plus d'un an ; leur part est ainsi revenue à 33 % contre 37,6 % fin 1999. Ce phénomène est encore plus marqué pour le chômage de très longue durée avec - 29,7 % pour les deux ans et plus, ce qui constitue une nouveauté par rapport à l'an dernier. L'accélération des créations de postes a donc permis de remettre le pied à l'étrier d'une partie non négligeable des personnes les plus éloignées de l'emploi.

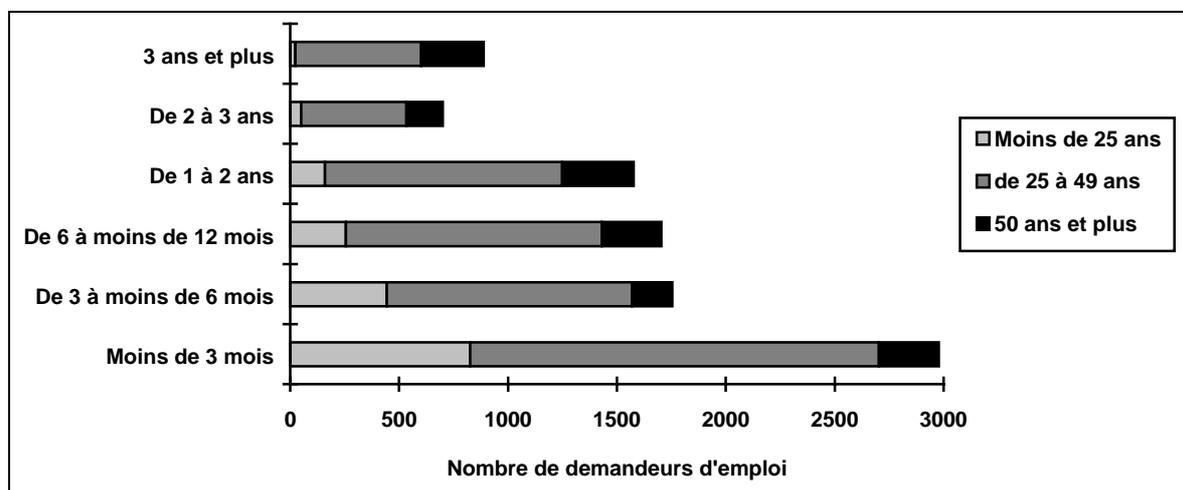
**TABLEAU 19 : EVOLUTION ANNUELLE ET POIDS RELATIF DE QUELQUES CATEGORIES**

Catégories	Evolution annuelle des DEFM 1 (%)	Part dans les DEFM 1 au 31/12/00 (%)
Hommes	- 17,8	44,6
Femmes	- 17,9	55,4
Moins de 25 ans	- 20,9	18,4
De 25 à 49 ans	- 18,2	65,8
50 ans et plus	- 12,5	15,7
Inscrits depuis plus d'1 an	- 27,9	33

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Dans un contexte de plus grande mobilité, le chômage « frictionnel », correspondant au temps minimum pour trouver un emploi, est plus visible. La part des demandeurs inscrits depuis moins de trois mois a ainsi progressé de 4 points, atteignant 31 % en décembre 2000. Légère augmentation également pour ceux de 3 à 6 mois, tandis que le poids relatif de toutes les autres catégories a baissé, en particulier pour les durées de chômage comprises entre 2 et 3 ans (2 points de moins).

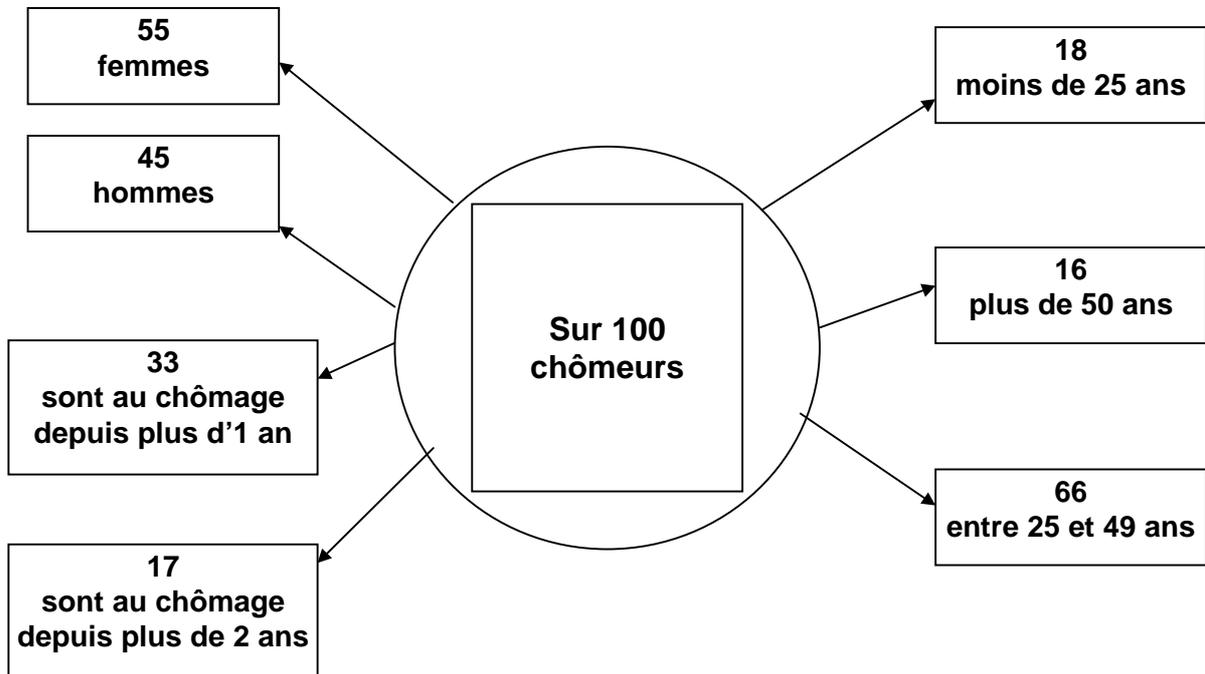
**GRAPHIQUE 32 : ANCIENNETE D'INSCRIPTION PAR AGE**



D'après sources : Ministère du Travail - ANPE

Le recul du chômage de longue durée et de celui des jeunes se traduit par une baisse nettement moins élevée pour les chômeurs indemnisés par les ASSEDIC que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi. Au 31 décembre 2000, on en compte 9 021, soit 8,3 % de moins en un an. Comme ils concernent l'ensemble des catégories de demandeurs et que des cumuls emploi – indemnisation sont possibles dans certains cas, leur nombre sera bientôt supérieur à celui des chômeurs de catégorie 1.

### Typologie des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2000

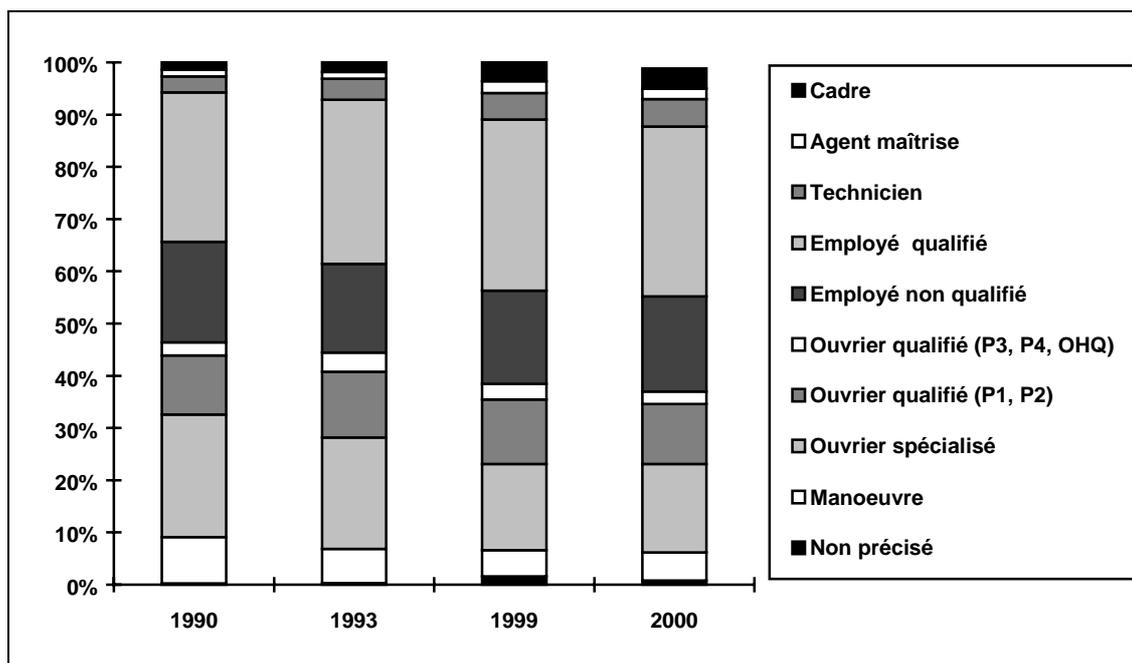


### 3 - Les besoins en ouvriers qualifiés s'accroissent

Les tendances amorcées depuis fin 1998 se sont poursuivies, avec cependant quelques inflexions qu'il convient de signaler. Le poids des ouvriers qualifiés dans le total des chômeurs a continué de s'amenuiser, grâce à un recul nettement supérieur à la moyenne : - 23,8 % pour les P1/P2 et - 34,6 % pour les plus qualifiés dont la part n'est plus que de 2,4 % en fin d'année. C'est également le cas pour les agents de maîtrise (- 28 %). La part des ouvriers non qualifiés et des OS a recommencé à progresser quelque peu après un recul remarqué en 1999 ; le nombre des manœuvres n'a baissé que de 10 %, mais il est de plus en plus faible.

Les évolutions des deux catégories d'employés sont assez proches : - 18,5 % pour les qualifiés, - 16,1 % pour les non qualifiés ; comme en 1999, ce sont ces derniers qui profitent le moins de la création d'emplois (en valeur relative, rappelons-le), leur poids dans la structure du chômage s'accroissant de nouveau quoique plus modestement, avec un gain de 0,4 point après + 1 point. Celui des cadres poursuit également sa hausse limitée, mais régulière et se rapproche peu à peu des 4 % ; leurs effectifs n'ont en effet diminué que de 11 % au cours de l'année.

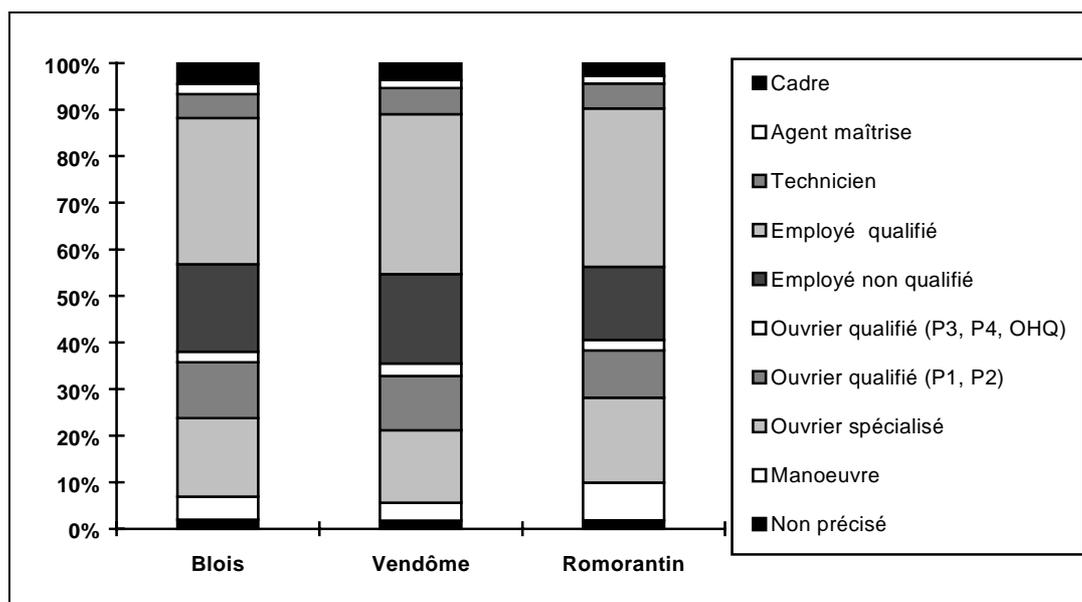
**GRAPHIQUE 33 : REPARTITION DES DEMANDEURS SELON LA QUALIFICATION (CAT. 1)**



D'après sources : Ministère du Travail – ANPE

Les principales tendances observées au niveau départemental sont perçues globalement dans les trois zones d'emploi. Une exception concerne toutefois les employés non qualifiés ; leur poids a augmenté très sensiblement dans le bassin de Romorantin-Lanthenay (+ 2,5 points), alors qu'il diminue légèrement dans les deux autres. Cette augmentation a été suffisante pour emporter le résultat du Loir-et-Cher.

**GRAPHIQUE 34 : REPARTITION DES DEMANDEURS SELON LA QUALIFICATION (CAT. 1) PAR ZONE D'EMPLOI EN DECEMBRE 2000**

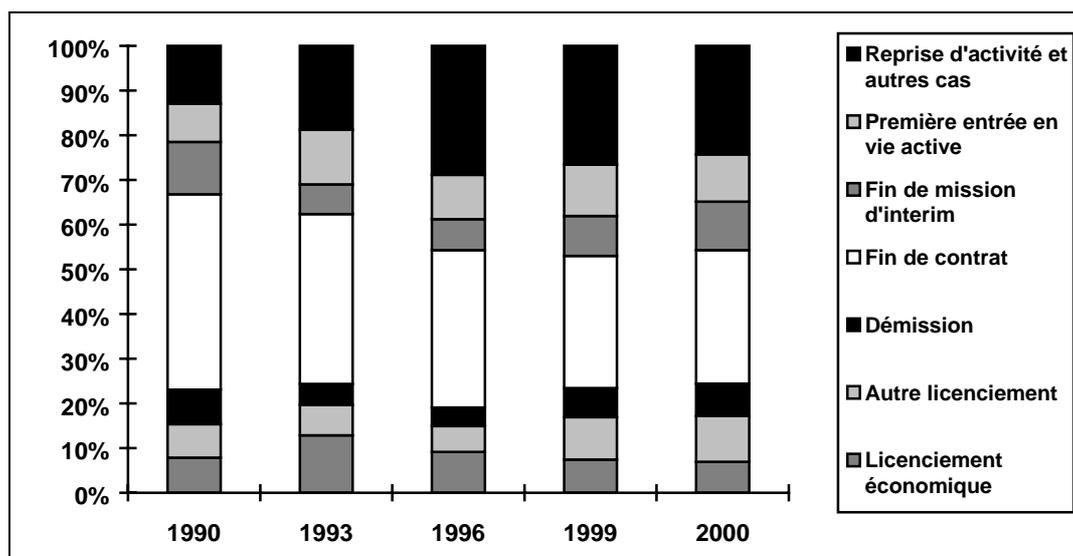


D'après sources : Ministère du Travail – ANPE

#### 4 - Plus de sorties que d'entrées sur le marché du travail

L'analyse des flux permet de mieux comprendre pourquoi le chômage a continué de reculer sur un rythme aussi élevé. Pour la première fois depuis bien longtemps en effet, le nombre des demandes sorties a été supérieur à celui des inscriptions. Le ratio sorties/entrées s'établit à 107 % en catégorie 1 et à 109,6 % pour l'ensemble des catégories 1, 2 et 3. Le nombre total de demandes enregistrées par l'ANPE a diminué de 6,6 % en catégorie 1 et de 1,7 % pour les trois premières, tandis que dans le même temps, celui des sorties ne baissait que de 5,1 % en catégorie 1 et augmentait de 0,5 % pour le total 1+2+3. On remarque au passage un certain tassement des flux par rapport à 1999.

**GRAPHIQUE 35 : DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTREES ( CAT. 1) SELON LE MOTIF D'INSCRIPTION**

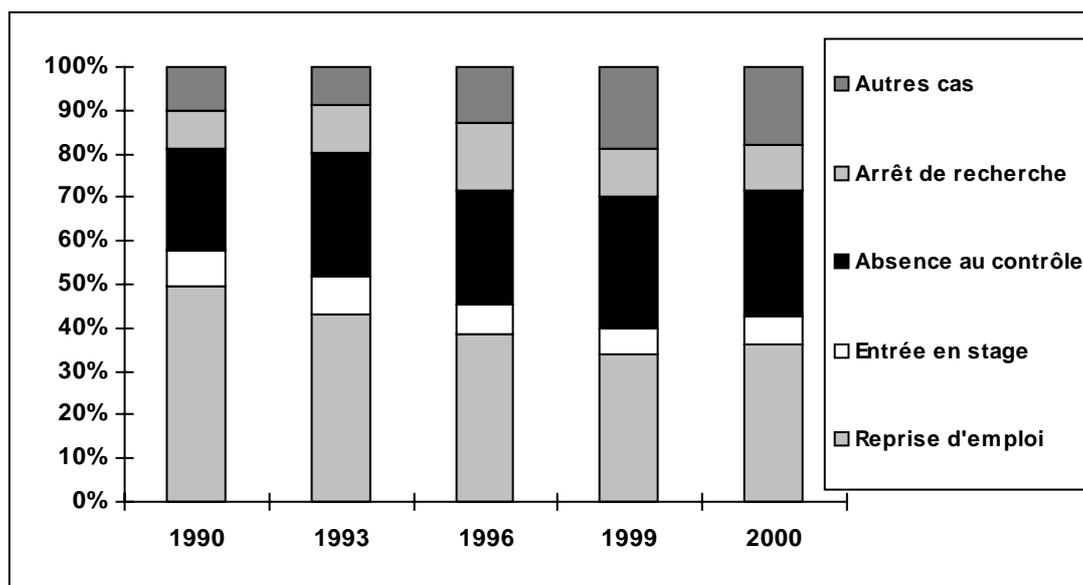


*D'après sources : Ministère du travail - ANPE*

La répartition en structure des nouvelles inscriptions met en évidence quelques évolutions significatives. La part des « autres licenciements » continue à augmenter et atteint son plus haut niveau depuis 10 ans avec 10,3 %, alors que celle des licenciements économiques retrouve sa valeur de 1998 en dessous de 7 %. Les fins de mission d'intérim sont elles aussi en hausse à 10,8 %, soit 2 points de plus qu'en 1999. Ce mouvement traduit l'augmentation continue du recours au travail temporaire. Une étude de la Direction Régionale du Travail montre à ce sujet que ce mode de gestion des ressources humaines est plus important dans le Centre qu'en moyenne nationale, en liaison avec la forte implantation d'activités industrielles grosses consommatrices telles que la plasturgie, le travail des métaux, l'automobile, la pharmacie et les produits d'entretien. La multiplication des opportunités d'emploi est également à l'origine de la croissance du nombre de démissions, dont le poids atteint 7,2 % en 2000, soit + 0,6 point en un an. Il s'agit cependant d'un rattrapage puisque ce taux était de 7,7 % en 1990.

La part des reprises d'emploi dans les demandes sorties est enfin remontée de manière significative en gagnant 2,5 points au cours de l'année ; elle demeure néanmoins très éloignée de sa valeur de 1990. Le mode de pointage par courrier adopté depuis déjà quelques temps est moins incitatif pour ce type de déclaration. On remarque cependant en parallèle un repli assez sensible du poids des radiations pour absence au contrôle, la deuxième consécutivement. L'érosion du motif « arrêts de recherche » s'est poursuivie également. Il convient de noter de surcroît que la part des « autres cas », qui avait doublé en dix ans, semble avoir atteint un palier ; elle a en effet perdu quelques fractions par rapport à 1999.

**GRAPHIQUE 36 : DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (CAT 1) PAR MOTIF D'ANNULATION**



D'après sources : Ministère du travail - ANPE

## B - LES OFFRES D'EMPLOI

### 1 - Toujours plus d'offres d'emploi

Au cours de l'année 2000, l'ANPE a collecté en Loir-et-Cher 13 343 offres d'emploi, soit un gain de 0,4 % sur 1999. Contrairement à l'an dernier, ce sont les offres d'emplois durables (type A : plus de 6 mois), qui ont progressé le plus (+ 7,3 %), alors que celles d'emplois occasionnels (type C : moins de 3 mois) chutaient de 23,4 %. Les effets conjugués de la mise en œuvre effective des 35 h dans les grands établissements et d'une installation de la croissance dans la durée ont conduit les entreprises à recruter plus de personnel permanent.

**TABLEAU 20 : REPARTITION PAR TYPE DES OFFRES D'EMPLOI RECUEILLIES PAR L'ANPE**

	Loir-et-Cher		Région Centre		France	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Offres enregistrées						
Type A	44,1	47,2	39,7	43,0	44,5	46,1
Type B	41,1	41,6	43,7	44,4	39,0	39,0
Type C	14,8	11,3	16,6	12,6	16,5	14,9

Source : ANPE

La part des offres durables est ainsi remontée de plus de 3 points pour atteindre 47,2 %, ce qui la situe au-dessus des moyennes nationale et surtout régionale. A l'inverse, la part des offres occasionnelles (- 3,5 points) est inférieure à ces moyennes. Les offres relatives à des postes temporaires (type B : 3 à 6 mois) sont stables en Loir-et-Cher comme en France, alors qu'elles sont de nouveau plus nombreuses en région Centre.

## 2 - Des goulots d'étranglement

Une analyse du rapport entre flux d'offres et de demandes par métier réalisée par la délégation départementale de l'ANPE permet de mettre en évidence des tensions. Sur la base de la nomenclature ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois), un excédent des offres sur les demandes apparaît pour 43 métiers répartis dans toutes les branches d'activité. Les déficits de main d'œuvre les plus importants concernent les agents d'enquête (30 offres pour 1 demande), les agents de sécurité (20), les animateurs de vente (10) et les déménageurs (9). A contrario, les demandes sont très largement supérieures aux offres dans une douzaine de métiers comme les employés de ménage, les secrétaires bureautique ou les vendeurs d'équipement de la personne. Des actions ont été lancées pour mobiliser ces demandeurs et faciliter leur réorientation professionnelle, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir.

## C - BILAN DES AIDES A L'EMPLOI EN LOIR-ET-CHER EN 2000

Nature de l'aide	2000	1999
Exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié (embauches)	790	730
Exonération de charges sociales pour l'embauche du 1 <sup>er</sup> au 50 <sup>ème</sup> salarié		
en Zone de Revitalisation Rurale	207	127
en Zone de Revitalisation Urbaine	20	4
Abattement forfaitaire pour l'embauche de salariés à temps partiel (nombre de salariés)	464	682
CDE (aide régionale pour le recrutement de nouveaux salariés)	385	174
ARC (aide régionale pour le renforcement de l'encadrement)	7	5
	0,92 MF	0,69 MF
Contrats d'apprentissage	1 817	1 784
Contrats de qualification	334	269
Contrats d'adaptation	217	217
Contrats d'orientation	13	14
Contrats Initiative Emploi	554	686
Insertion par l'économique :		
Associations intermédiaires - personnes mises à disposition (moyenne mensuelle)	592	732
Entreprises d'insertion - contrats signés	32	35
CI (chantier d'insertion)	87	
RQ (régie de quartier)	22	
AI (association intermédiaire)	232	
ETTI (entreprise travail temporaire d'insertion)	167	
Emplois familiaux (moyenne mensuelle) :		
Salariés sous régime mandataire	2 228	2 142
Salariés sous régime prestataire	1 183	1 153
Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise (ACCRE - nombre de bénéficiaires)	201	170
Contrats Emploi Solidarité (total conventions initiales et avenants de reconduction)	1 295	1 358
Contrats Emplois Consolidés (total conventions initiales et avenants de reconduction)	584	524
Contrats Emploi Ville (avenants de reconduction)	13	15
Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi		
stages collectifs - nombre d'entrées en stage	681	789
stages individuels	59	58
Stages d'Accès à l'Entreprise (nombre d'entrées en stage)	136	127
A.R.E.J. (Aide Régionale pour l'Emploi des Jeunes)	30	NC
Contrats emploi jeune (embauches prévues)	277	171

Sources : DDTEFP – ANPE

NC : non communiqué

Au niveau national, les dispositifs d'aide à l'emploi ont été nettement moins sollicités, en raison d'une conjoncture porteuse, sauf pour les publics les plus en difficulté. Ainsi, le recul des contrats emploi solidarité s'est accompli au profit des contrats emploi consolidé, plus appropriés aux personnes très éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, personnes handicapées, bénéficiaires de minima sociaux...). Cette évolution est également perceptible au niveau du Loir-et-Cher.

La mise en application progressive de l'Aménagement Réduction du Temps de Travail joue contre le temps partiel ; le nombre de salariés concernés a été réduit d'un tiers en un an. En revanche toutes les aides à l'emploi, sous forme d'exonération de charges, de subventions (régionales ou autres), sont en progression. Les contrats facilitant l'accès à l'emploi ont été très sollicités eux aussi, qu'ils concernent la formation en alternance (apprentissage, qualification) ou l'adaptation au poste de travail. En revanche, les Contrats Initiative Emploi sont en retrait, devant subir la forte concurrence des emplois-jeunes.

## **D - PERSPECTIVES 2001**

Sur les trois premiers mois de l'année, les offres d'emploi collectées par l'ANPE sont encore en forte augmentation (+17 %), l'accroissement le plus sensible étant à porter au crédit du bassin de Vendôme (+ 22 %). Corollairement, le nombre des demandes non satisfaites poursuit sa décélération sur un rythme vigoureux.

Au 31 mars, le recul est de 22,1 % sur les douze derniers mois en données brutes pour les demandes de catégorie 1, meilleur résultat de la région Centre (moyenne : - 18,4 %). Pour les jeunes de moins de 25 ans, il atteint 25,7 % et plus de 30 % pour les personnes inscrites depuis plus d'un an (35 % pour les plus de deux ans). Simultanément, le reflux des demandes de catégorie 6 s'est lui aussi renforcé (- 26,1 %). Les rythmes de décroissance restent relativement proches suivant les bassins d'emploi ; ils sont compris entre - 18,8 % dans celui de Romorantin-Lanthenay et - 26,3 % dans celui de Vendôme.

A la même date, le taux de chômage s'établit à 7,3 %, soit une baisse de 0,7 point en trois mois ; il est d'ailleurs fort probable que le taux de décembre sera corrigé à la baisse, en fonction des résultats de l'enquête emploi réalisée tous les ans par l'INSEE en mars. On enregistre 7,6 % dans l'arrondissement de Blois, 7,1 % dans celui de Romorantin-Lanthenay et 6,9 % dans celui de Vendôme. La moyenne régionale est de 7,2 % (Loiret : 5,9 %).

---

# 5

## QUELQUES INDICATEURS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

---



## A - L'AGRICULTURE

### 1 - Le Loir-et-Cher enregistre le plus fort rythme de disparition du nombre d'exploitations agricoles de la région entre 1988 et 2000

Les premiers résultats du Recensement Général Agricole sont tombés. En 2000, le département compte 4 500 exploitations contre 8 900 en 1988 (date du précédent RGA). Le rythme annuel de disparition s'établit ainsi à 5,6 % ; il est deux fois plus élevé que celui du Cher, où le recul est le plus faible de la région, et largement supérieur à ceux du Loiret (- 4,6 %) ou de l'Indre-et-Loire (- 3,7 %). Il faut cependant signaler que près de 1 000 unités en marge de l'agriculture précédemment enquêtées (domaines de chasse, élevages de chevaux de selle), n'ont pas été intégrées dans le recensement en 2000. Sans cet ajustement, le recul serait limité à 4 % par an.

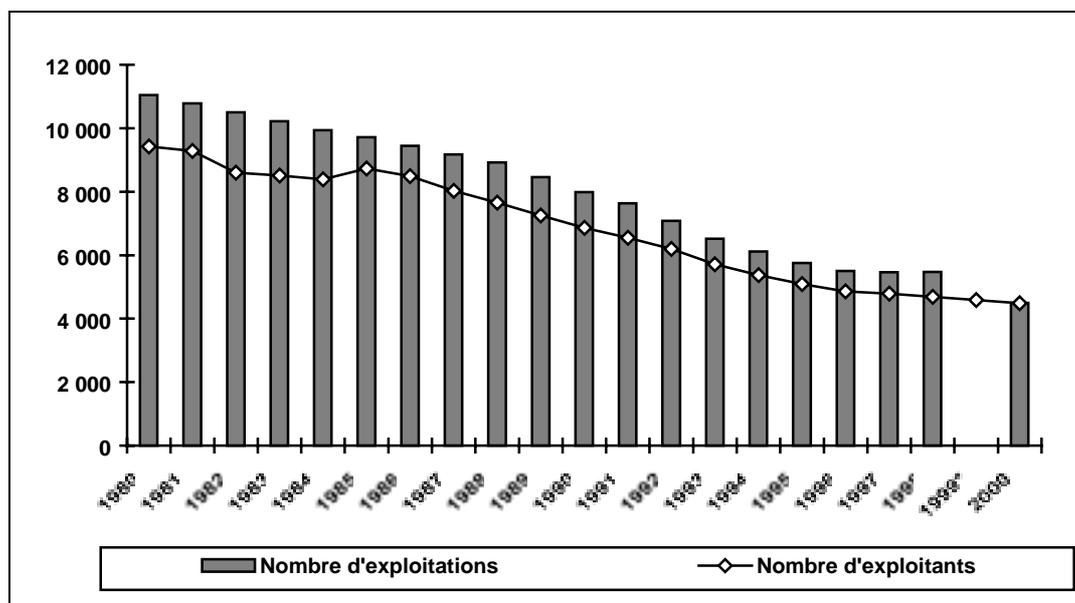
Les exploitations dites « professionnelles »<sup>18</sup>, qui représentent 71 % du total, ont baissé de 4,6 % par an. Les deux tiers de celles spécialisées dans le maraîchage, les fruits ou dans les orientations polyculture ou polyélevage ont disparu.

La concentration des terres s'est intensifiée. La surface moyenne a été multipliée par 1,8 en 12 ans, atteignant aujourd'hui 67 ha ; elle est de 92 ha pour les exploitations professionnelles. Le nombre des fermes dépassant 100 ha s'est accru de 80 % ; elles représentent aujourd'hui 26 % du total.

L'âge moyen des chefs d'exploitation est revenu de 52 à 50 ans, mais la proportion des moins de 35 ans est restée identique (12 %).

La moitié des actifs agricoles permanents a disparu, mais parallèlement, les emplois non permanents ont progressé de 34 % et le rôle des entreprises de travaux agricoles s'est renforcé. Ces évolutions ont un lien très étroit avec l'accroissement de la productivité : il suffit de 1,8 UTA (unité de travail an) pour 100 ha, contre 2,7 UTA en 1988.

**GRAPHIQUE 37 : EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET D'EXPLOITANTS ENTRE 1980 ET 2000**



D'après sources : MSA, Chambre d'Agriculture, DDAF

\*nombre d'exploitations non disponible

<sup>18</sup> Les exploitations professionnelles ont une dimension économique égale ou supérieure à 8 Unités de Dimension Européenne, soit 12 hectares-équivalent-blé et fournissent un travail équivalent à celui d'au moins une personne occupée à trois-quarts de temps pendant une année.

## 2 - Les céréales reprennent de l'avance

Conséquence directe des nouvelles aides européennes, qui diminuent progressivement pour les oléagineux, les producteurs se tournent à nouveau vers les céréales. En 2000, les superficies consacrées aux premiers sont en baisse de 17 % (- 30 % pour le tournesol), tandis que pour les secondes, elles ont augmenté de 6 000 ha soit près de 4 %, en particulier pour le blé dur. Les surfaces mises en jachère sont également plus étendues de 1 750 ha (+ 6,9 %).

**TABLEAU 21: EVOLUTION DE LA SUPERFICIE DES PRINCIPALES CULTURES**

	<i>en hectares</i>			
	1999	2000	Variation absolue	Variation relative (%)
<b>Toutes céréales</b>	<b>160 700</b>	<b>166 800</b>	<b>+ 6 100</b>	<b>+ 3,8</b>
Blé tendre	94 000	93 400	- 600	- 0,6
Blé dur	15 100	17 800	+ 2 700	+ 17,9
Maïs	18 000	19 000	+ 1 000	+ 5,6
Orge	23 500	24 700	+ 1 200	+ 5,1
Autres	10 100	11 900	+ 1 800	+ 17,8
<b>Oléagineux</b>	<b>55 800</b>	<b>46 280</b>	<b>- 9 520</b>	<b>- 17,1</b>
Colza	38 300	34 100	- 4 200	- 11
Tournesol	17 300	12 000	- 5 300	- 30,6
Autres	200	180	- 20	- 10
<b>Protéagineux</b>	<b>12 100</b>	<b>10 380</b>	<b>- 1 720</b>	<b>- 14,2</b>
<b>Vignes</b>	<b>8 300</b>	<b>8 450</b>	<b>+ 150</b>	<b>+ 1,8</b>
dont VQPRD <sup>19</sup>	4 950	4 688	- 262	- 5,3
<b>Jachères</b>	<b>25 500</b>	<b>27 250</b>	<b>+ 1 750</b>	<b>+ 6,9</b>
<b>S.A.U.</b>	<b>318 700</b>	<b>316 500</b>	<b>- 2 200</b>	<b>- 0,7</b>

Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

Les conditions climatiques difficiles ont sérieusement perturbé les récoltes. Les pluies fréquentes et les températures irrégulières du printemps ont entraîné des maladies, une chute des rendements et une qualité médiocre de certaines productions. La récolte de colza a plus particulièrement souffert des orages de juillet - août ; les rendements, les plus faibles de la décennie, sont inférieurs de 15 % aux moyennes habituelles. C'est le cas également, mais dans une moindre mesure, pour les pois protéagineux. Le blé tendre se situe dans la normale, avec un rendement de 73 quintaux/ha pour l'ensemble du Loir-et-Cher (Beauce : 77,5 ; Sud-Loire : 61,5).

**TABLEAU 22 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE QUELQUES CULTURES**

	<i>en milliers de quintaux ou d'hectolitres</i>			
	1999	2000	Variation absolue	Variation relative (%)
<b>Toutes céréales</b>	<b>11 874</b>	<b>11 736</b>	<b>- 138</b>	<b>- 1,2</b>
Blé tendre	7 045	6 782	- 263	- 3,7
Blé dur	1 067	1 157	+ 90	+ 8,4
Maïs	1 809	1 742	- 67	- 3,7
<b>Oléagineux</b>	<b>1 757</b>	<b>1 341</b>	<b>- 416</b>	<b>- 23,7</b>
Colza	1 302	989	- 313	- 24
Tournesol	450	348	- 102	- 22,7
<b>Protéagineux</b>	<b>599</b>	<b>599</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Vignes</b>	<b>521</b>	<b>524</b>	<b>+ 3</b>	<b>+ 0,6</b>
dont VQPRD	307	289	- 18	- 5,9

Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

<sup>19</sup> Vin de Qualité Produit dans une Région Déterminée.

Le vignoble loir-et-chérien compte depuis novembre 2000 une Appellation d'Origine Contrôlée de plus. La nouvelle était attendue, mais c'est un soulagement pour les producteurs qui ont consenti de nombreux efforts. L'aire d'appellation des Coteaux du Vendômois s'étend sur 27 communes de la vallée du Loir. Malgré quelques vicissitudes (grêle en plusieurs endroits, fortes pluies en octobre), la cuvée 2000 en Loir-et-Cher s'annonce satisfaisante.

Les rebondissements de la crise de l'ESB au mois d'octobre ont créé une nouvelle psychose chez les consommateurs, alors que les efforts de toute la filière bovine avaient peu à peu ramené la confiance. En une quinzaine de jours, les cours ont perdu 12 % de leur valeur et la demande du marché est devenue quasi-inexistante. Les stocks d'animaux finis s'accumulent, pénalisant dans l'immédiat la trésorerie des producteurs et pesant à moyen terme sur les cours. Le report de consommation s'est de nouveau effectué sur les volailles, en particulier les animaux de qualité. Les prix sont en nette hausse et le cheptel départemental s'étoffe. Ce n'est pas le cas de celui des ovins, qui continue de s'amenuiser malgré un cours moyen en progression de 12 % sur l'année précédente. Pour les porcins, il semble que la filière commence à se redresser après une période extrêmement dure (26 mois sous la barre des 8 F/kg). Les livraisons de lait ont augmenté de 2 % sur l'année (malgré un cheptel lui aussi moins fourni) ; le prix moyen a gagné 6 centimes.

**TABLEAU 23 : EVOLUTION DU CHEPTTEL**

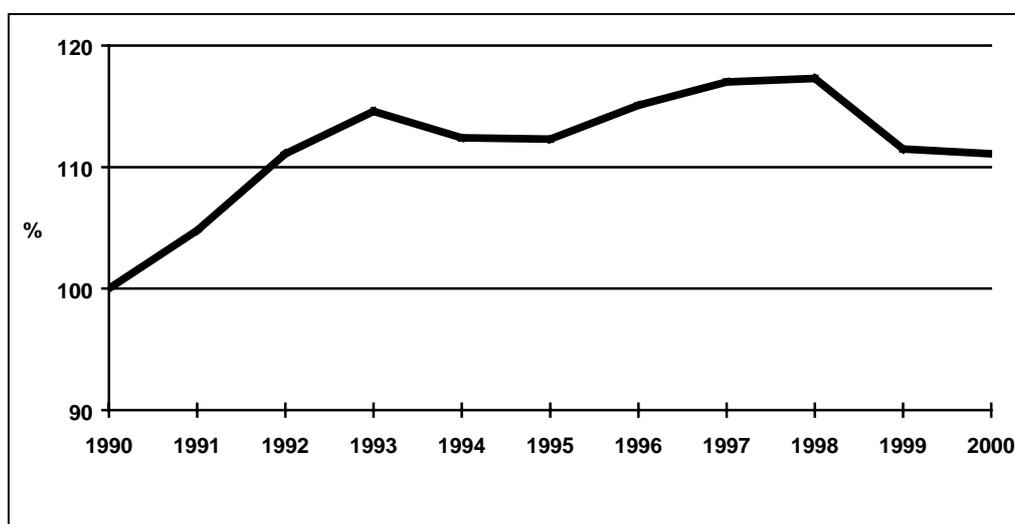
*en nombre de têtes*

	1999	2000	Variation absolue	Variation relative (%)
Espèce bovine	61 430	56 700	- 4 730	- 7,7
Espèce ovine	26 830	25 000	- 1 830	- 6,8
Espèce caprine	12 620	12 350	- 270	- 2,1
Espèce porcine	66 580	59 660	- 6 920	- 10,4
Gallus	1 325 000	1 383 000	+ 58 000	+ 4,4
Autres volailles	1 743 000	1 829 000	+ 86 000	+ 4,9

Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

### 3 - Le nombre de salariés agricoles est resté quasiment stable

**GRAPHIQUE 38 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE AGRICOLE (Indice 100 en 1990)**

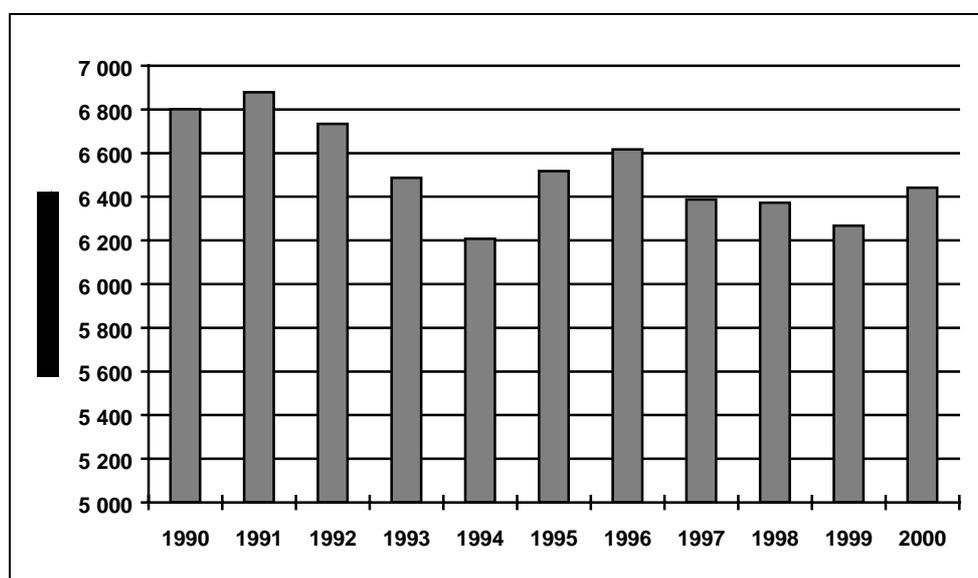


D'après source : MSA

Au 31/12/2000, la Mutualité Sociale Agricole de Loir-et-Cher compte 14 294 salariés inscrits, contre 14 350 un an auparavant (- 0,4 %). Cette évolution masque des divergences sensibles : l'érosion entamée depuis 1994 dans les cultures et élevages non spécialisés se poursuit sur un rythme élevé (- 13 % cette année), tout comme dans les travaux forestiers. Inversement le nombre de salariés augmente assez régulièrement dans les cultures spécialisées et chez les paysagistes. Parallèlement, les employeurs se font chaque année un peu plus rares ; fin 2000, ils sont 2 093 contre 2 146 l'année précédente, soit un recul de 2,5 %. En dix ans, leurs effectifs ont chuté de 9 %.

Les volumes d'emplois en équivalents temps plein sont en accroissement sur l'année. Néanmoins, il convient de signaler que les calculs ont été modifiés pour prendre en compte la réduction du temps de travail intervenue dans un certain nombre de structures, en particulier les organisations professionnelles agricoles employant plus de 20 salariés. Tant que ce système n'aura pas atteint sa pleine application, les évolutions constatées seront difficiles à interpréter.

**GRAPHIQUE 39 : EVOLUTION DES EMPLOIS AGRICOLES EN EQUIVALENTS TEMPS PLEIN DEPUIS 1990**



D'après source : MSA

## B - LA CONSTRUCTION

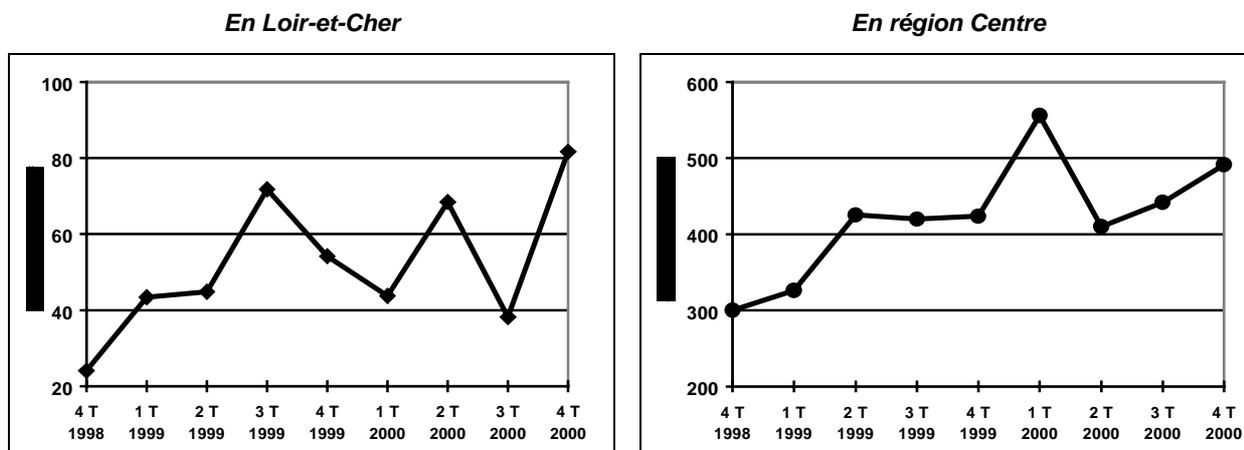
### 1 - En région Centre, l'activité est restée globalement bien orientée

Après avoir atteint des sommets à la fin de l'année 2000, l'activité de la construction dans la région s'est stabilisée à un très haut niveau, puis s'est légèrement tassée au cours des deux derniers trimestres. Dans le gros œuvre, on observe un recul, qui reste limité, de la construction de logements neufs. Le ralentissement est encore plus atténué pour le second œuvre. Ce desserrement était d'ailleurs salutaire car les entreprises se trouvaient confrontées à une insuffisance de personnel.

Dans l'ensemble, les carnets de commandes demeurent bien garnis et les dépenses d'investissement des entreprises du secteur toujours étoffées. Les professionnels anticipent de surcroît un regain d'activité en matière de chantiers publics, tant pour la construction de nouveaux bâtiments que pour les travaux d'amélioration et d'entretien.

## 2 - La construction de locaux d'activités<sup>20</sup> est restée soutenue en Loir-et-Cher

GRAPHIQUE 40 : LOCAUX D'ACTIVITE COMMENCES

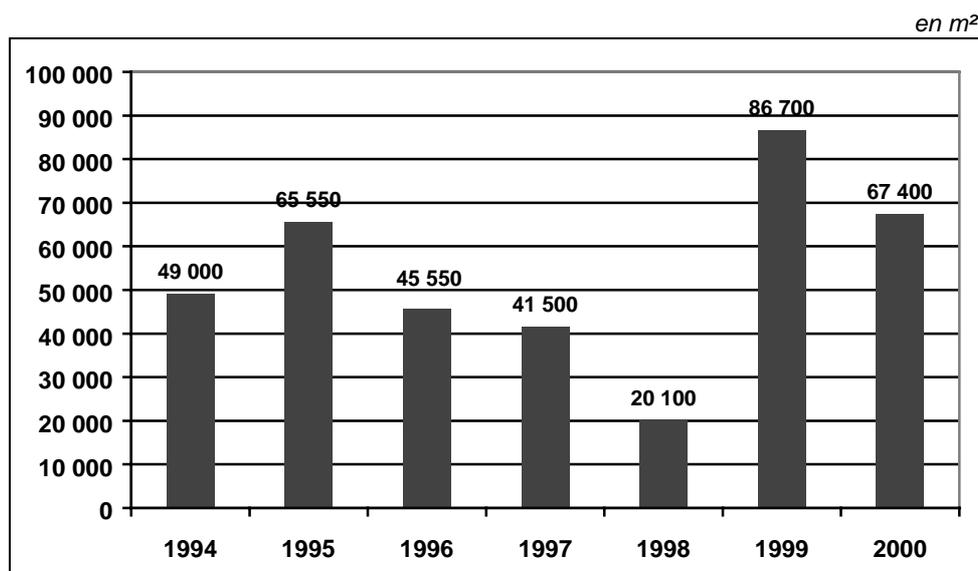


D'après source : DRE - Sitadel

Au cours de l'année, 232 200 m<sup>2</sup> de surfaces à vocation économique ont été commencés en Loir-et-Cher, contre 214 000 en 1999, soit une augmentation de 8,5 %. L'activité toujours porteuse a entraîné de nouveaux besoins en locaux. En revanche, l'évolution a été nettement plus chaotique que l'année passée avec deux pics aux deuxième et quatrième trimestres et un creux au troisième. Le résultat global est d'ailleurs inférieur à celui constaté au niveau régional (+ 19 %), contrairement à l'année précédente.

L'industrie n'a pas renouvelé son score particulièrement élevé de 1999, tout en se maintenant à un bon niveau, supérieur à celui de 1995. Les deux dernières années apparaissent comme les meilleures de la décennie, démontrant l'ampleur de la reprise et son impact sur les besoins des entreprises en locaux de production supplémentaires pour faire face au surcroît d'activité.

GRAPHIQUE 41 : SURFACES COMMENCEES DESTINEES A L'INDUSTRIE



D'après source : DRE - Siclone - Sitadel

<sup>20</sup> Les données concernent les locaux réellement commencés au cours de l'année.

Hormis le stockage agricole, toutes les autres activités ont donné lieu à la construction de surfaces plus étendues. On notera en particulier le redressement spectaculaire du commerce, après une longue période d'atonie, celui des équipements collectifs, freiné précédemment par la mise en œuvre des nouvelles procédures d'appel d'offres, et la montée en puissance des bureaux dont les surfaces s'accroissent pour la deuxième année consécutive. Ce signe d'une diversification des activités est bénéfique pour l'économie du Loir-et-Cher.

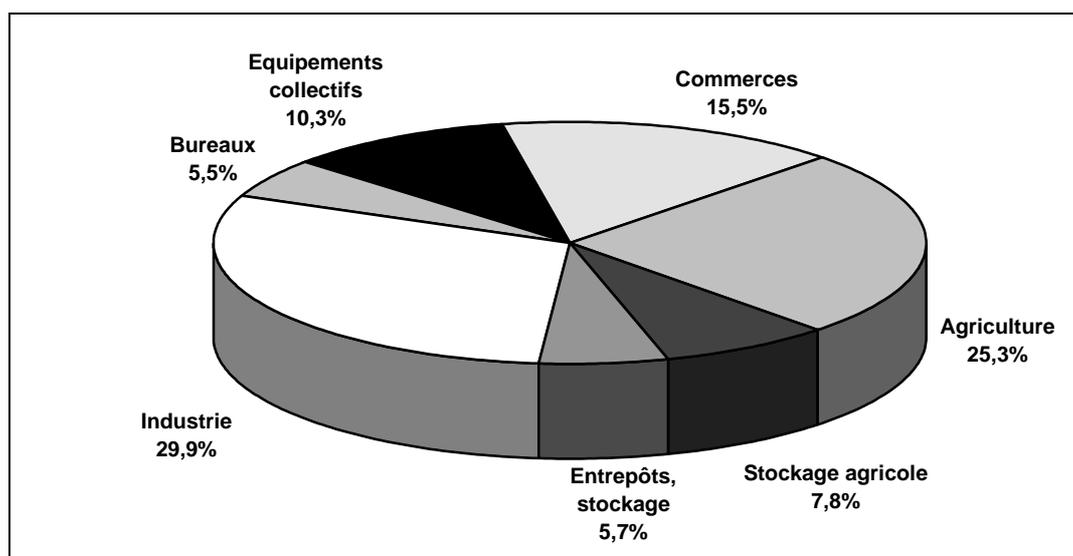
**TABLEAU 24 : EVOLUTION DES SURFACES MISES EN CHANTIER DE LOCAUX D'ACTIVITE**

Destination	1999 en m <sup>2</sup>	2000 en m <sup>2</sup>	Variation absolue en m <sup>2</sup>	Variation relative (%)
Agriculture	50 400	57 000	+ 6 600	+ 13,0
Stockage agricole	32 500	17 600	- 14 900	- 45,8
Industrie, artisanat	86 400	67 400	- 19 000	- 22,0
Commerces	8 300	34 800	+ 26 500	+ 318,6
Entrepôts, stockage	7 700	12 700	+ 5 000	+ 65,8
Bureaux	10 900	12 400	+ 1 500	+ 14,0
Equipements collectifs	16 000	23 100	+ 7 100	+ 44,8
<b>TOTAL</b>	<b>214 000</b>	<b>232 200</b>	<b>+ 18 200</b>	<b>+ 8,5</b>

Source : DRE - Sitadel

La structure de répartition des surfaces construites en 2000 est ainsi plus équilibrée qu'auparavant. L'industrie et l'agriculture restent prédominantes avec ensemble un peu plus de 55 % du total, mais le commerce réalise plus de 15 % et les équipements collectifs 10 %.

**GRAPHIQUE 42 : REPARTITION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES DE LOCAUX D'ACTIVITE SELON LEUR DESTINATION EN 2000**



D'après source : DRE - Sitadel

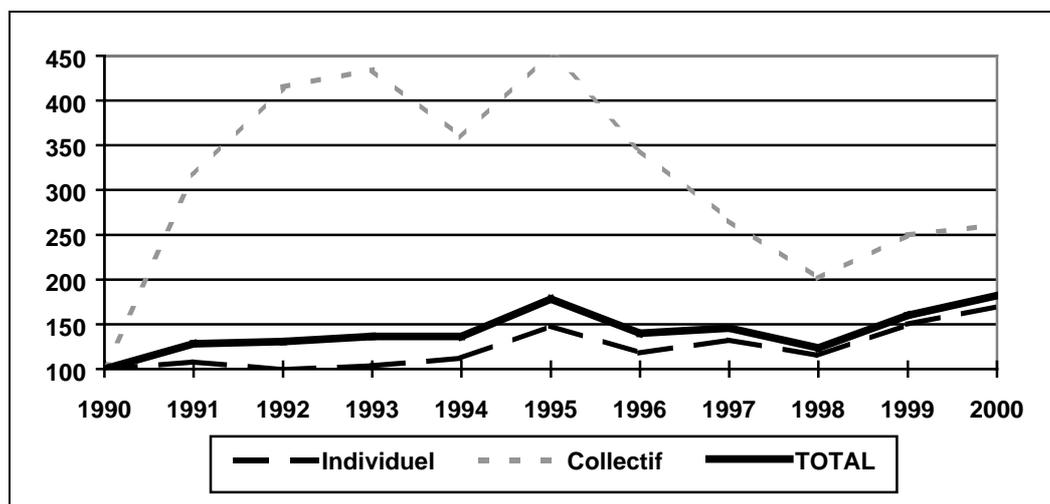
### 3 - Les ménages investissent massivement dans le logement

La création de nombreux emplois et des taux d'intérêt demeurés attractifs sont des facteurs qui incitent à investir dans le logement. Les jeunes ménages notamment, ayant trouvé une certaine stabilité financière, font des projets à long terme. Entamée au quatrième trimestre 1998, la remontée du nombre de logements mis en chantier ne cesse ainsi de se conforter. Sur l'ensemble de cette année 2000, 1 695 logements ont été commencés en Loir-et-Cher, contre 1 459 en 1999, soit un gain de 13 % (après + 30 % l'année dernière). Il s'agit du deuxième meilleur résultat de la décennie après celui de 1995.

La maison individuelle conserve de loin la préférence ; en hausse de 13,2 %, elle a représenté 84 % des mises en chantier. Le nombre des logements collectifs commencés se redresse peu à peu, avec une progression de 4,3 % sur l'année.

L'ensemble de la région a enregistré une progression beaucoup plus modérée du nombre de logements mis en chantier, + 2,9 % et uniquement grâce aux habitations individuelles, le collectif subissant une diminution sensible (- 20 %).

**GRAPHIQUE 43 : EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER (BASE 100 EN 1990)**



D'après source : DRE - Siclone - Sitadel

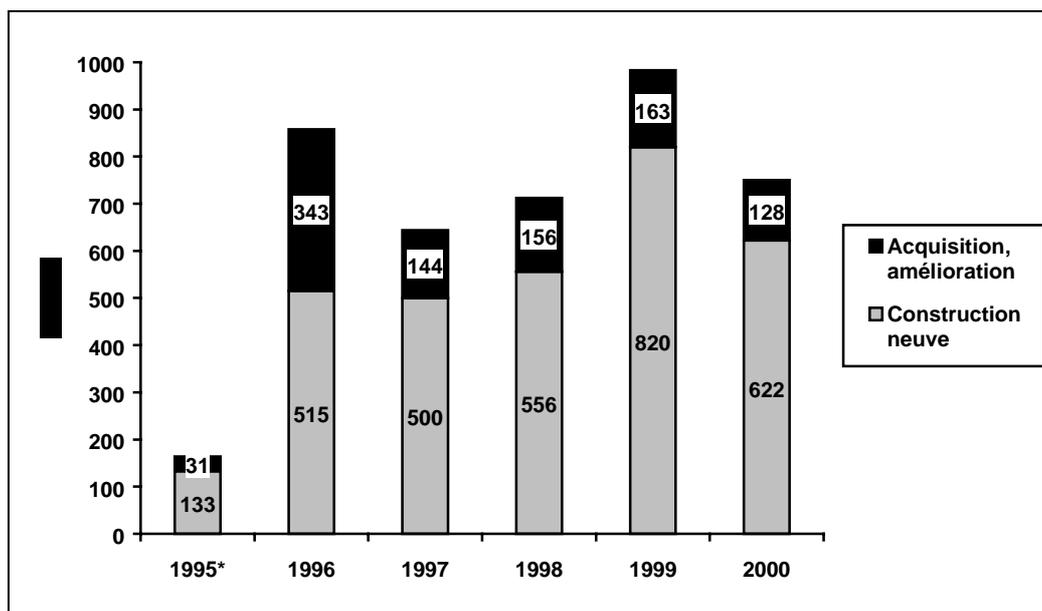
Les perspectives du premier semestre 2001 restent excellentes en ce domaine. Les autorisations sont en effet elles aussi en progression de 27,8 % sur l'ensemble de l'année 2000 ; de surcroît, elles ont été plus nombreuses au cours du deuxième semestre que du premier.

Pour autant l'immobilier ancien n'est pas délaissé. Les transactions se sont encore étoffées de plus de 15 % en 2000, après + 33 % en 1999, atteignant 2,6 milliards de francs.

### 4 - Moins de prêts à taux zéro

En 2000, le nombre de prêts à taux zéro délivrés en Loir-et-Cher est sensiblement moins élevé qu'en 1999, avec une baisse de 23,7 %, pour un total de 750 prêts. Cette évolution s'observe de manière identique au niveau régional (- 24,2 %). Il semble d'ailleurs que l'exercice 1999 restera durant longtemps une référence en ce domaine. La répartition des opérations financées avec ce complément est inchangée par rapport à l'année précédente, avec 83 % de constructions neuves. Parmi celles-ci, les deux tiers ont concerné la construction d'une maison individuelle avec achat du terrain.

**GRAPHIQUE 44 : NOMBRE DE PRETS A TAUX ZERO ACCORDES  
DEPUIS LA CREATION DU DISPOSITIF**



D'après source : ADIL – SGFGAS

\* : un trimestre

La moyenne d'âge des bénéficiaires s'est encore rajeunie. En 2000, 71 % des ménages emprunteurs avaient moins de 35 ans ; 93 % étaient locataires au moment de l'accession. Les ouvriers demeurent la catégorie socioprofessionnelle la plus représentée (la moitié des prêts), devant les professions intermédiaires (18 %) et les employés (17 %).

## C - LE TOURISME

L'année touristique 2000 s'annonçait difficile en région Centre en raison des conditions climatiques irrégulières, voire plutôt mauvaises en juillet, et des conséquences du naufrage de l'Erika sur la clientèle habituelle de passage en région avant de se diriger vers les bords de mer. Néanmoins, selon l'enquête sur le suivi de la demande touristique des Français<sup>21</sup>, le bilan régional est globalement satisfaisant : progression de 2,2 % du nombre de séjours (7 millions) et 2,7 % du nombre de nuitées (29 millions). En Loir-et-Cher, malgré un médiocre mois de mai, la saison est jugée plutôt favorable par une majorité des professionnels du secteur.

### 1 - Stabilité du parc hôtelier

Le parc hôtelier départemental reste quasiment stable, enregistrant la disparition d'un établissement de chaîne intégrée et l'ouverture de deux structures traditionnelles (sans étoile et trois étoiles). Au 31 décembre 2000, il compte 130 établissements homologués tourisme (+ 1) et 3 175 chambres (+ 15), confirmant son troisième rang au niveau régional après l'Indre-et-Loire et le Loiret.

<sup>21</sup> Direction du Tourisme / Sofres 2000

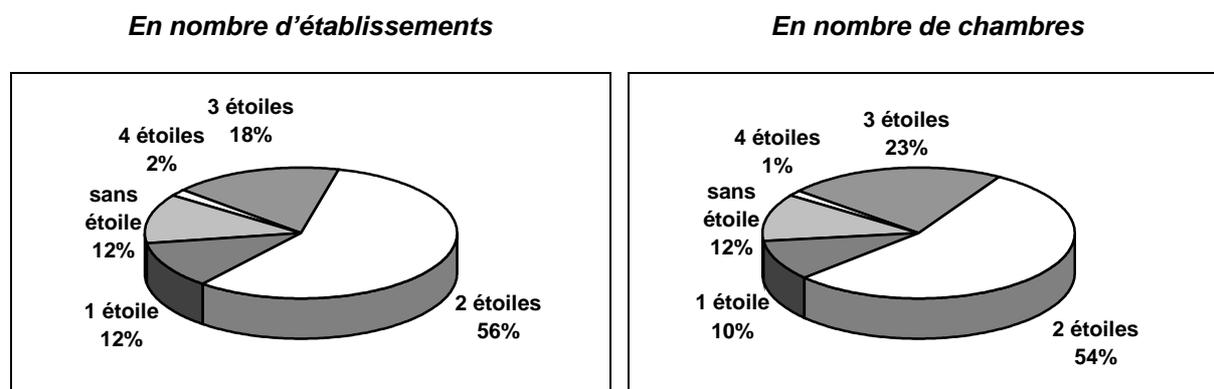
**TABLEAU 25 : CAPACITES D'ACCUEIL DE L'HOTELLERIE DE TOURISME EN LOIR-ET-CHER**

Classement	1999		2000	
	Nombre d'établissements	Nombre de chambres	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
4 étoiles	2	45	2	45
3 étoiles	22	704	23	717
2 étoiles	74	1 721	74	1 721
1 étoile	15	324	15	324
sans étoile	16	366	16	368
en cours de classement	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>129</b>	<b>3 160</b>	<b>130</b>	<b>3 175</b>

Source : Comité Régional du Tourisme et des Loisirs (parc au 31 décembre)

La catégorie deux étoiles domine toujours nettement l'hôtellerie départementale. Elle représente 56 % des établissements (1 point de moins qu'en 1999) et 54,2 % des chambres. Viennent ensuite les trois étoiles, dont la capacité moyenne est élevée (31,2 chambres), ce qui leur confère une place plus importante en nombre de chambres qu'en nombre d'établissements. C'est l'inverse pour les une étoile (21,6 chambres).

**GRAPHIQUE 45 : REPARTITION PAR CATEGORIE DES ETABLISSEMENTS DE L'HOTELLERIE DE TOURISME en Loir-et-cher en 2000**

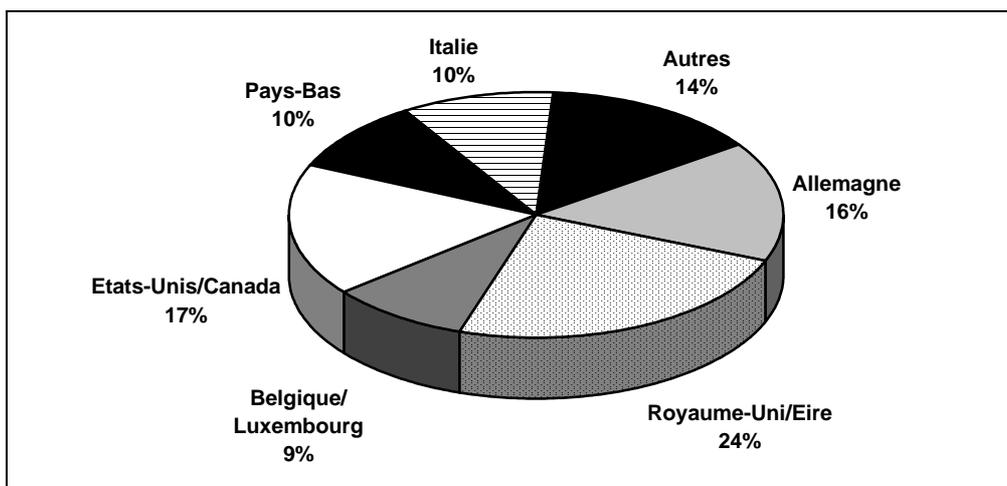


D'après Source : Comité Régional du Tourisme et des Loisirs (parc au 31 décembre)

## 2 - Les hôtels du Loir-et-Cher accueillent toujours plus d'étrangers

Profitant d'une conjoncture internationale favorable et de la reprise économique générale observée en France, les hôtels ont accueilli 627 500 personnes en 2000, soit environ 28 000 de plus qu'en 1999 (+ 5 %). Cette hausse s'explique très largement par un afflux de la clientèle étrangère (+ 8 %) représentant environ 321 580 nuitées (+ 6 %). Les britanniques sont toujours les plus nombreux (47 425), suivis par les Nord-Américains (34 250) et les Allemands en légère diminution (31 125), ceux-ci ayant boudé le territoire français cette année au profit des destinations méditerranéennes. La plus grosse progression concerne les Japonais dont le nombre a doublé (+ 76 %).

**GRAPHIQUE 46 : REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME en Loir-et-cher en 2000**

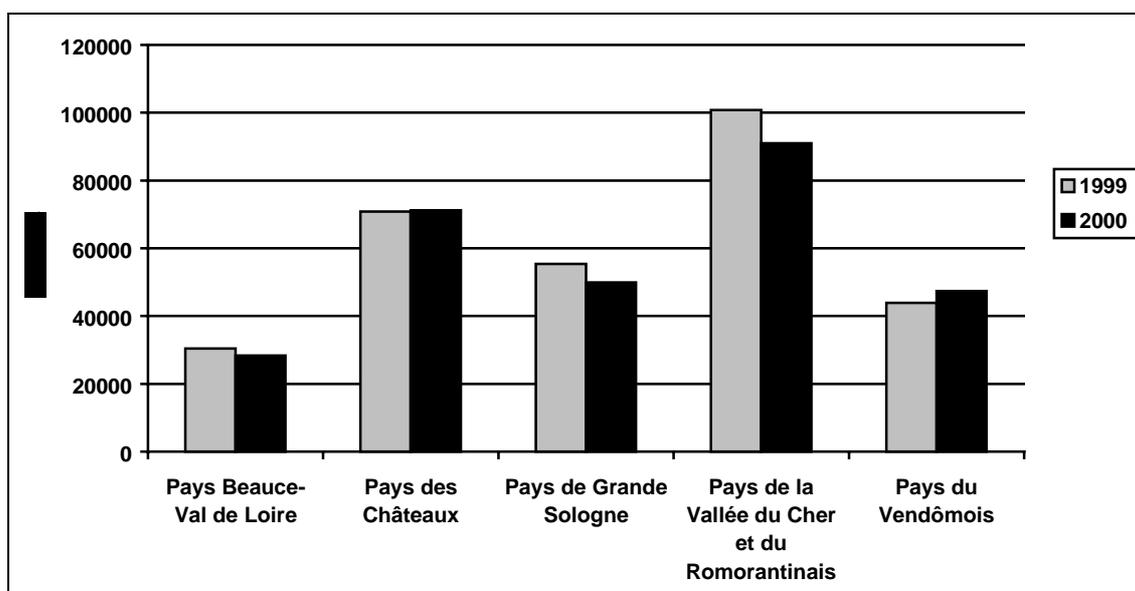


D'après sources : INSEE / CRTL (hôtels classés en catégorie tourisme)

Si les touristes français ont été plus nombreux (+ 3 %), ils ont séjourné moins longtemps dans les hôtels du département puisqu'on note une baisse du nombre de leurs nuitées (- 3 %). Cette évolution a pesé sur le total des nuitées qui accuse une très légère érosion de 1 %, toutes nationalités confondues. En conséquence, la durée moyenne du séjour s'inscrit également en retrait, passant de 1,6 à 1,5 nuit en 2000.

Le taux d'occupation global des hôtels suit une tendance identique, revenant à 52 % en moyenne contre 53,4 % en 1999 ; il reste donc inférieur à celui de la région (56,1 %). C'est dans les catégories extrêmes qu'il est le plus élevé : 62,4 % dans les établissements classés sans étoile, 54,4 % pour les 3 et 4 étoiles.

**GRAPHIQUE 47 : REPARTITION DES ARRIVEES DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME PAR PAYS en Loir-et-cher en 2000**



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

Depuis 1999, le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs, dans le cadre d'une convention annuelle avec la Direction régionale de l'Insee, a élargi l'échantillon de l'enquête de fréquentation afin d'obtenir des informations complémentaires par pays et par agglomération. Son exploitation fait ressortir nettement le poids, en terme de fréquentation, des hôtels de l'agglomération Blésoise. Ceux-ci accueillent plus de la moitié des arrivées départementales (326 387) contre 15 % pour ceux du Pays de la Vallée du Cher et du Romorantinais, 12 % pour le Pays des Châteaux et 8 % pour le Pays de la Grande Sologne. Il convient cependant de signaler que ce découpage par contrat de pays exclut des communes à vocation touristique à l'image de Rilly-sur-Loire et Chaumont-sur-Loire.

On remarque que le Pays du Vendômois a bien tiré son épingle du jeu en terme d'arrivées en 2000, ainsi que dans une moindre mesure le Pays des Châteaux.

### 3 - Un millésime 2000 plutôt décevant pour les campings

Le parc départemental de l'hôtellerie de plein air comprend 69 terrains et 5 810 emplacements. Comme l'année dernière, la capacité d'accueil enregistre un léger repli (- 56 emplacements). Le fait majeur réside toutefois dans l'amélioration de la qualité et du niveau de confort de l'offre : sur les 720 emplacements qui restaient à classer en 1999 dans 4 campings, 400 ont intégré la catégorie deux étoiles, 60 celle des trois étoiles et près de 200 les quatre étoiles.

A l'échelon départemental, le parc de l'hôtellerie de plein air reste le premier mode d'hébergement marchand avec près de 18 000 lits touristiques. Il représente plus d'un cinquième des terrains et un quart des emplacements du parc régional, avec une taille moyenne des terrains (84 emplacements) bien supérieure à celle de la région.

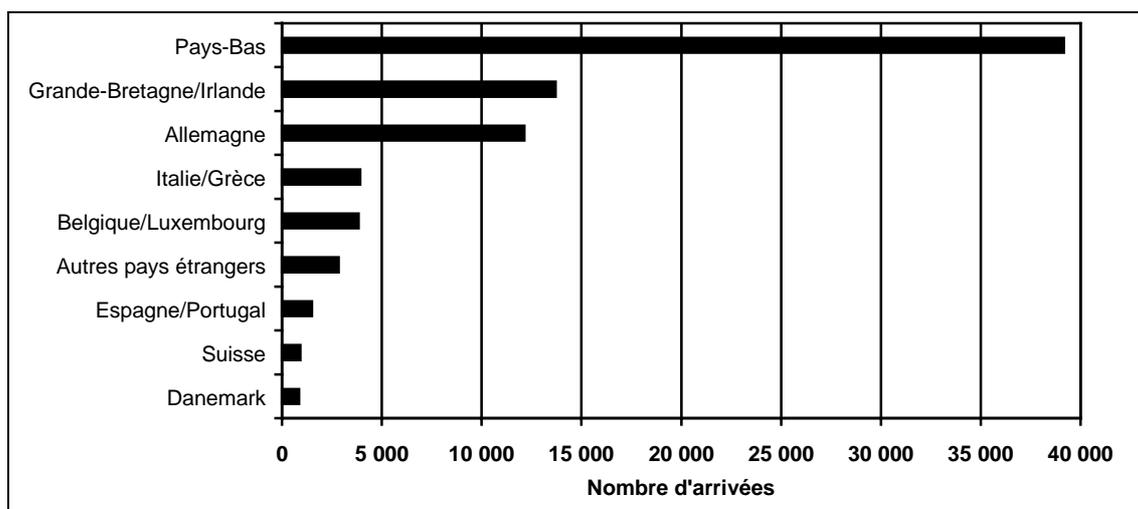
**TABLEAU N° 26 : EVOLUTION DU PARC DE L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR EN LOIR-ET-CHER**

	1999		2000	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
Aire Naturelle de Camping	7	177	7	170
En cours de classement	4	726	0	0
1 étoile	9	382	9	382
2 étoiles	32	1 618	33	2 030
3 étoiles	13	1 522	12	1 589
4 étoiles	7	1 441	8	1 639
<b>Total</b>	<b>72</b>	<b>5 866</b>	<b>69</b>	<b>5 810</b>

Sources : CRTL / CDT

Fortement dépendante des conditions climatiques, décevantes en mai et durant la première quinzaine de juillet, la fréquentation des campings du département est en forte baisse (- 20 %), avec un total de 128 898 arrivées. Le nombre des nuitées n'a cependant diminué que de 5 % (475 091), l'écart d'évolution s'expliquant par un allongement de la durée de séjour. Ce phénomène se constate pour les Français (- 9 % pour les arrivées, nuitées stables), mais aussi pour les Néerlandais et les Britanniques ; leur nombre a sensiblement baissé (respectivement de 23 % et 16 %), mais ceux qui sont venus sont restés plus longtemps (nuitées quasiment identiques à 1999). En revanche, pour les Allemands, les Belges et les Italiens, le recul est supérieur à 20 % pour les deux indicateurs et atteint plus de 40 % pour les derniers cités.

**GRAPHIQUE 48 : REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR en Loir-et-cher en 2000**



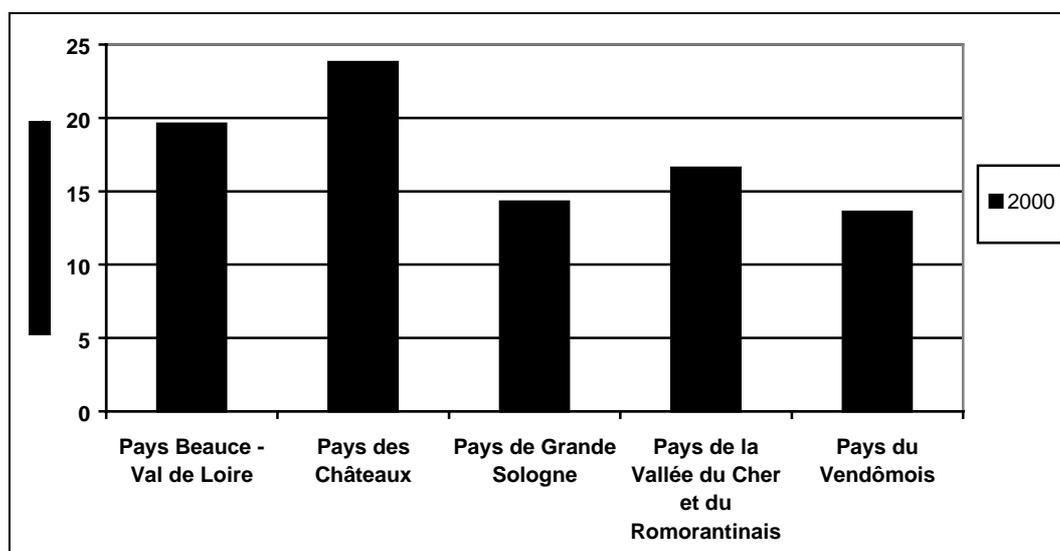
D'après source : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

Toutes catégories confondues, le taux d'occupation moyen de la saison (mai à septembre) s'est établi à 24,1 % (Centre : 21,1 %) contre 24,8 % en 1999. Il est inférieur à ceux de la saison précédente pour tous les mois, sauf en juin. En juillet et août, le déficit est de 2 points.

#### 4 - Le parc des structures de tourisme vert continue de s'étoffer

Le parc des structures relevant du « tourisme vert » est beaucoup moins figé que celui des hôtels ou des campings, car il s'agit le plus souvent d'une activité complémentaire. Chaque année, de nouveaux équipements apparaissent tandis que d'autres disparaissent. Ainsi, en 2000, le nombre des gîtes ruraux a augmenté de 6 unités, solde résultant de 21 créations et 15 retraits ; il comprend aujourd'hui 314 unités dont 212 en service de réservation. De même, celui des chambres d'hôtes s'est accru de 29 chambres dans 5 structures (42 créations et 13 fermetures) et atteint 369 unités. Le parc des gîtes d'enfants est en diminution régulière depuis 10 ans.

**GRAPHIQUE 49 : FREQUENTATION DES GITES EN SERVICE DE RESERVATION SELON LES PAYS**



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

La fréquentation des gîtes s'accroît avec le classement, sauf en ce qui concerne les 4 épis. Rappelons que 54 % de ceux du Loir-et-Cher sont classés en 2 épis et 29 % en 3 épis. La saison 2000 a été marquée par une réduction du nombre moyen de semaines de location (pour les gîtes en service de réservation), qui est revenue à 17,7 contre 19 l'année précédente. La durée moyenne de séjour est également en légère baisse à 8,11 contre 8,16.

Le découpage géographique a été modifié pour l'ensemble de la région ; il repose désormais sur les Pays. Il est donc impossible d'effectuer une comparaison avec la saison 1999. On peut seulement noter que les gîtes du Pays des Châteaux bénéficient d'une fréquentation assez largement supérieure aux autres, avec 23,8 semaines.

## 5 - Monuments et animations : une saison sous le signe de la stabilité

Globalement, les « locomotives » du tourisme départemental ont accueilli presque autant de visiteurs en 1999, notamment Chambord et le Zoo-parc de Beauval. Ce n'est pas le cas pour le château de Blois et le Festival International des Jardins à Chaumont-sur-Loire qui sont en recul sensible. En revanche, l'aquarium Aliotis à Villeherviers a fait mieux avec plus de 120 000 entrées.

Les monuments ou sites les plus récemment ouverts au public sont en pleine progression, à l'exemple de la Commanderie des Templiers à Arville, de Musikenfête à Montoire ou du Musée de l'Objet à Blois qui ont tous trois atteint les 10 000 visiteurs en 2000. Pour sa première saison après transformation, l'Espace Automobile Matra à Romorantin, ouvert le 20 mai, a reçu 9 100 personnes. Par ailleurs, les structures liées au terroir rencontrent un succès croissant : musée et caves des Confréries à Montrichard, carrières de tuffeau et Magnanerie à Bourré. C'est le cas également de la navigation sur le Cher.

**TABLEAU 27 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREES DE QUELQUES MONUMENTS, SITES ET MANIFESTATIONS DU DEPARTEMENT**

	1999	2000	Variation absolue	Variation relative (%)
Château de Chambord	751 378	749 217	- 22 161	- 0,2
Zoo-parc de Beauval	400 000	400 000	=	=
Château de Cheverny	NC	350 000	Estimation	
Château de Blois	348 961	293 416	- 55 545	- 15,9
Aquarium Aliotis - Villeherviers	116 360	122 000	+ 15 640	+ 4,8
Festival International des Jardins – Chaumont-sur-Loire	150 000	134 000	- 16 000	- 10,7
Château de Chaumont-sur-Loire	117 703	116 798	- 905	- 0,8
Maison de la Magie - Blois	100 000	62 000	Changement de calendrier	
Game Fair - Chambord	87 000	86 800	- 200	=
Son et Lumière de Blois	37 003	31 835	- 5 168	- 13,9
Château de Beaugard	27 966	26 093	- 1 873	- 6,7
Journées Gastronomiques de Sologne	20 000	17 000	- 3 000	- 15
Festival des Folklores du Monde	18 580	18 120	- 460	- 2,5
Château de Talcy	18 359	17 398	- 961	- 5,2
Musée et Caves des Confréries de Montrichard	18 400	18 800	+ 400	+ 2,2
Château de Villesavin	15 984	17 233	+ 1 249	+ 7,8
Château de Fougères-sur-Bièvre	13 522	14 116	+ 594	+ 4,4
Festival des plantes - Beaugard	8 000	11 000	+ 3 000	+ 37

Source : Comité Départemental du Tourisme (y compris les entrées gratuites)

NC : non communiqué

## D - LE COMMERCE EXTERIEUR

### 1 – Nouvelle progression des volumes d'échanges

Sous les effets conjugués de la bonne tenue du commerce mondial et de la forte consommation des ménages, les performances de l'économie française se sont traduites par une nouvelle augmentation des volumes d'échanges de marchandises. Les exportations nationales ont crû de 15 % à 2 103 milliards de francs et les importations encore plus (+ 22 %). En effet, les entreprises ont acheté à l'extérieur beaucoup de biens intermédiaires et les ménages des biens de consommation. Cela s'est traduit par un déficit de 60,7 milliards, hors matériel militaire, contre un excédent de 58 milliards l'année précédente.

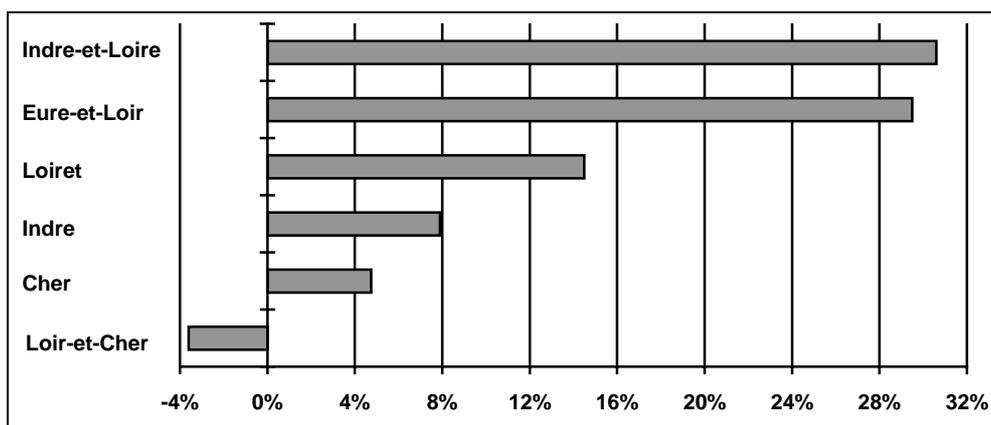
Un phénomène analogue a été enregistré pour la région Centre avec + 16,5 % pour les exportations, qui ont atteint 94 milliards de francs (4,47 % du total national) et + 19,3 % pour les importations (91,4 milliards). Le solde commercial est resté positif mais il s'est réduit à 2,5 milliards de francs contre 4,1 milliards en 1999.

### 2 - Les entreprises du Loir-et-Cher ont moins exporté

Après deux années record au cours desquelles les exportations du département avaient dépassé 10 milliards de francs, celles-ci se sont légèrement tassées en 2000 à 9,86 milliards, soit un recul de 3,6 %. Si les produits de l'industrie automobile et les biens intermédiaires ont été encore très recherchés hors de nos frontières, il n'en a pas été de même pour les produits agricoles ou agroalimentaires, les biens d'équipement et surtout les biens de consommation (un tiers en moins).

Le Loir-et-Cher est le seul département du Centre à connaître une évolution négative. Dans tous les autres, les exportations ont progressé et parfois fortement comme en Eure-et-Loir et Indre-et-Loire où l'accroissement est égal ou supérieur à 30 %. Il faut signaler que dans ces deux cas, elles étaient en baisse en 1999.

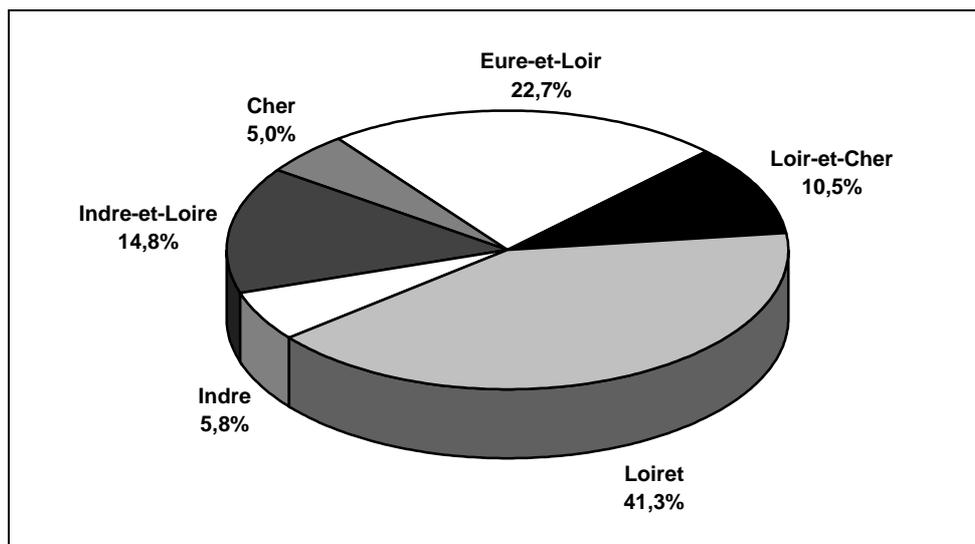
**GRAPHIQUE 50 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN 2000 PAR DEPARTEMENT**



*D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre*

Le Loir-et-Cher a encore perdu du poids dans la structure des exportations régionales, passant de 12,7 % en 1999 à 10,5 % aujourd'hui. Il conserve néanmoins son quatrième rang, l'écart avec le suivant étant important. En revanche, l'Indre-et-Loire, troisième, est pour l'instant hors de portée.

## GRAPHIQUE 51 : REPARTITION DES EXPORTATIONS REGIONALES PAR DEPARTEMENT EN 2000



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Le mouvement de diversification de la clientèle du Loir-et-Cher amorcé l'an dernier ne s'est pas poursuivi. La part des 10 principaux pays destinataires de ses exportations est revenue à 85,2 %, contre 84,6 % en 1999. Des évolutions apparaissent néanmoins au sein de cet ensemble, en fonction des évolutions économiques propres à chaque pays. Ainsi la part de l'Allemagne, où la croissance s'est révélée assez faible, continue de perdre quelques fractions, à 20,2 % du total des achats (- 0,3 point dans l'année, - 5,4 points en trois ans). Inversement celle du Royaume-Uni progresse encore, à 18,4 % (+ 0,9 point).

### 3 - Nouvelle hausse des importations

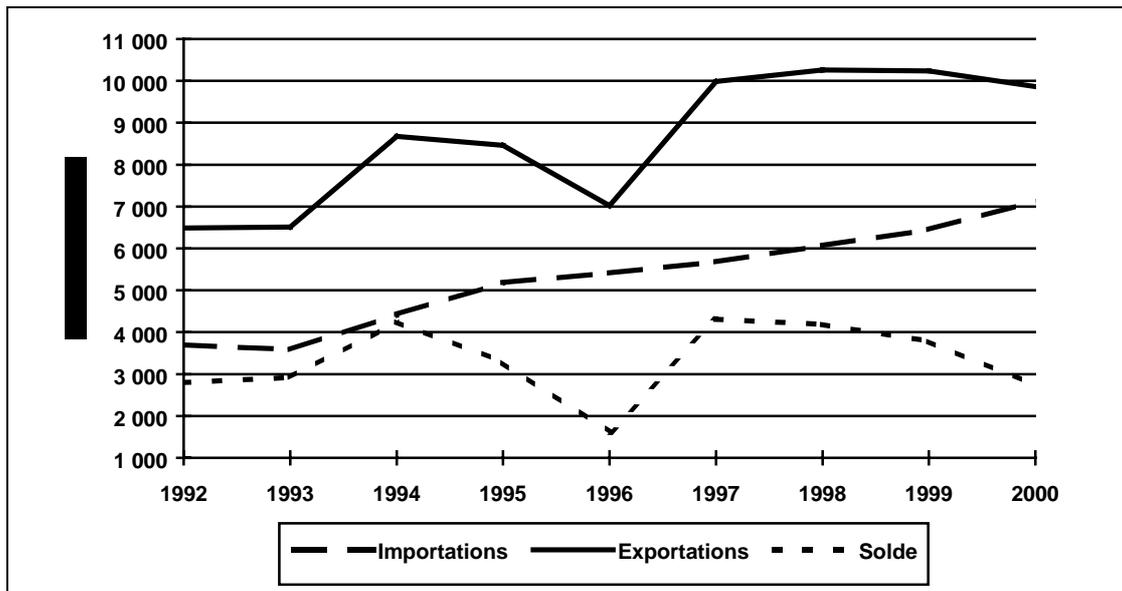
Déjà forte au cours des deux années précédentes, la progression des importations s'est accentuée en 2000. Le Loir-et-Cher a acheté à l'étranger 7,14 milliards de francs de marchandises, soit 10,6 % de plus qu'en 1999. Deux facteurs se sont conjugués : niveau encore accru de la demande des entreprises en biens intermédiaires (2,45 milliards, + 14,1 %) et biens d'équipement (1,78 milliard, + 9 %), mais aussi forte reprise de la demande des ménages en biens de consommation qui approchent les 2 milliards de francs, en hausse de 24 % sur l'année. Rappelons qu'elles avaient très fortement reculé en 1999.

L'Espagne a conservé le premier rang conquis l'an dernier au palmarès des principaux fournisseurs du département. Derrière, les valeurs sont serrées, ce qui entraîne de fréquentes modifications. Pour cette année 2000, on trouve successivement l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

### 4 - L'excédent commercial du Loir-et-Cher se contracte de nouveau

Avec une hausse des importations et une stagnation, voire un léger repli, des exportations, le solde commercial du département ne cesse de s'amenuiser. Cette année, il s'établit à 2,73 milliards de francs, contre 3,78 milliards en 1999 (- 28 %). Il reste malgré tout très largement supérieur à celui des autres départements de la région, parmi lesquels seuls le Cher et l'Eure-et-Loir présentent un excédent. Le taux de couverture des exportations sur les importations en valeur s'établit à 138,2 %, en recul de 20 points sur l'année ; il conserve une marge importante sur le taux régional (102,8 %) et plus encore sur le taux national qui est repassé en 2000 sous les 100 % avec 97,2 %.

**GRAPHIQUE 52 : EVOLUTION DE L'EXCEDENT COMMERCIAL DU LOIR-ET-CHER DEPUIS 1992**



*D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre*

---

# **CONCLUSION**

---



## ■ Le poids de l'économie américaine

Malgré tous les efforts consentis en matière de convergence économique et budgétaire, malgré la création d'une banque centrale et d'une monnaie unique, l'Union Européenne n'est toujours pas à l'abri des soubresauts de la puissance dominante. L'exemple du prix des produits pétroliers l'illustre de façon évidente : les Etats-Unis ont décidé de refaire leurs stocks, entraînant une certaine pénurie et la flambée des cours, alimentée de surcroît par la politique des pays producteurs pas mécontents de mettre un terme à l'érosion de leurs revenus. Le dollar continue de régner en maître absolu sur la planète et si l'on ajoute la force de frappe financière colossale que représentent les fonds de pension, on conçoit que l'autonomie économique de l'Europe n'est pas pour demain. Malgré sa taille, elle ne peut se reposer sur son seul marché intérieur.

## ■ La France un peu plus épargnée, pour l'instant

Jusqu'à ce ralentissement brutal, l'année 2000 pouvait être considérée comme l'une des meilleures depuis la fin des « trente glorieuses » : records en matière de créations d'emplois et de baisse du chômage, hausse modérée des prix, croissance du PIB égale à celle de 1999... Les répercussions ont été dans un premier temps plus psychologiques que réelles, d'autant que le redémarrage de la consommation au début de 2001 a permis de conserver une certaine marge de manœuvre. Mais le second semestre risque d'être plus difficile, le moral des chefs d'entreprise s'effritant au fil des enquêtes. Nos principaux clients, en particulier l'Allemagne, sont déjà touchés, ce qui pèsera lourdement sur nos exportations.

## ■ Le noyau dur du chômage a été largement entamé

L'information essentielle demeure cependant les excellents résultats engrangés sur le front du chômage. Les créations massives de postes au cours des deux dernières années, qui se sont poursuivies au premier trimestre 2001, ont très largement profité aux chômeurs de longue durée. En Loir-et-Cher, leur nombre a reculé de 30 % sur douze mois en mars et plus encore pour les personnes inscrites depuis plus de deux ans. Même si beaucoup de contrats sont à durée déterminée, ceux qui en ont bénéficié pourront capitaliser cette expérience. Elle leur permet de reprendre place sur le marché du travail, de retrouver de la confiance en eux et les incitera peut-être à aborder par la suite une formation leur assurant une réinsertion plus durable. L'autre aspect, qui est loin d'être négligeable, réside dans la prise de conscience générale, mais surtout des chefs d'entreprise, que cette main-d'œuvre est en fin de compte mobilisable, contrairement aux idées reçues fortement ancrées jusqu'à présent dans l'esprit de bon nombre de dirigeants ou d'observateurs.



---

**TABLE  
DES  
ILLUSTRATIONS**

---



## TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUE 1 :	PYRAMIDE DES AGES EN LOIR-ET-CHER EN 1999	19
GRAPHIQUE 2 :	PYRAMIDES DES AGES COMPAREES LOIR-ET-CHER ET FRANCE EN 1999	20
CARTE 1 :	PART DES PLUS DE 60 ANS EN 1999 (DONNEES LISSEES)	21
GRAPHIQUE 3 :	TAUX D'ACTIVITE PAR TRANCHE D'AGE ET SEXE EN 1999	22
CARTE 2 :	EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE ENTRE 1990 ET 1999	23
CARTE 3 :	PART DES ACTIFS TRAVAILLANT HORS DE LEUR COMMUNE OU UNITE URBAINE DE RESIDENCE	24
GRAPHIQUE 4 :	PREVISIONS DES ECARTS ENTRE ENTREES ET SORTIES D'ACTIFS	25
GRAPHIQUE 5 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER DEGRE EN LOIR-ET-CHER	26
GRAPHIQUE 6 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER CYCLE EN LOIR-ET-CHER	26
GRAPHIQUE 7 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU SECOND CYCLE EN LOIR-ET-CHER	27
GRAPHIQUE 8 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ELEVES DU SECOND DEGRE PAR CLASSE	28
GRAPHIQUE 9 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS	30
CARTE 4 :	EVOLUTION DU REVENU MOYEN PAR COMMUNE EN 1998	33
CARTE 5 :	REVENU MOYEN PAR COMMUNE EN 1998	33
CARTE 6 :	PART DES FOYERS NON IMPOSES PAR COMMUNE EN 1998	34
CARTE 7 :	REVENUS MOYENS DES FOYERS FISCAUX PAR CANTON EN 1998	34
GRAPHIQUE 10 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI	36
GRAPHIQUE 11 :	REPARTITION DES ALLOCATAIRES DU RMI SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2000	36
GRAPHIQUE 12 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DU RMI EN LOIR-ET-CHER	37
GRAPHIQUE 13 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'API	38
GRAPHIQUE 14 :	REPARTITION DES ALLOCATAIRES DE L'API SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2000	38
GRAPHIQUE 15 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'AAH	39
GRAPHIQUE 16 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL	41
GRAPHIQUE 17 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES ARTISANALES	48
GRAPHIQUE 18 :	REPARTITION DES ENTREPRISES ARTISANALES PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES EN 2000	49
GRAPHIQUE 19 :	L'AGE DES CHEFS D'ENTREPRISE ARTISANALE	49
GRAPHIQUE 20 :	MONTANT DE LA TVA COLLECTEE EN REGION CENTRE	51
GRAPHIQUE 21 :	MONTANT DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ACQUITTE EN REGION CENTRE	52
GRAPHIQUE 22 :	INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES	52
GRAPHIQUE 23 :	REPARTITION DES DECLARATIONS PREALABLES A L'EMBAUCHE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE EN 2000 (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE)	55

GRAPHIQUE 24 :	EVOLUTION TOTALE DU NOMBRE DE SALARIES EN DONNEES CORRIGEEES	56
GRAPHIQUE 25 :	EVOLUTION BRUTE ANNUELLE	56
GRAPHIQUE 26 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIES DANS QUELQUES BRANCHES D'ACTIVITES	57
GRAPHIQUE 27 :	EVOLUTION DU NOMBRE DE JOURNEES INDEMNISABLES AU TITRE DU CHOMAGE PARTIEL	58
GRAPHIQUE 28 :	EVOLUTION DU NOMBRE DE LICENCIEMENTS ECONOMIQUES DECLARES AUPRES DE LA DIRECTION DU TRAVAIL	58
GRAPHIQUE 29 :	EVOLUTION DU CHOMAGE EN LOIR-ET-CHER AU 31 DECEMBRE	63
GRAPHIQUE 30 :	EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE	65
GRAPHIQUE 31 :	EVOLUTION DES DEFM DE CATEGORIE 1 EN LOIR-ET-CHER (EN DONNEES CORRIGEEES DES VARIATIONS SAISONNIERES)	65
CARTE 8 :	EVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS PAR CANTON EN 2000	66
GRAPHIQUE 32 :	ANCIENNETE D'INSCRIPTION PAR AGE	68
GRAPHIQUE 33 :	REPARTITION DES DEMANDEURS SELON LA QUALIFICATION (CAT. 1)	70
GRAPHIQUE 34 :	REPARTITION DES DEMANDEURS SELON LA QUALIFICATION (CAT. 1) PAR ZONE D'EMPLOI EN DECEMBRE 2000	70
GRAPHIQUE 35 :	DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTREES (CAT. 1) SELON LE MOTIF D'INSCRIPTION	71
GRAPHIQUE 36 :	DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (CAT. 1) PAR MOTIF D'ANNULATION	72
GRAPHIQUE 37 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET D'EXPLOITANTS ENTRE 1980 ET 2000	77
GRAPHIQUE 38 :	EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE AGRICOLE (INDICE 100 EN 1990)	79
GRAPHIQUE 39 :	EVOLUTION DES EMPLOIS AGRICOLES EN EQUIVALENTS TEMPS PLEIN DEPUIS 1990	80
GRAPHIQUE 40 :	LOCAUX D'ACTIVITES COMMENCEES	81
GRAPHIQUE 41 :	SURFACES COMMENCEES DESTINEES A L'INDUSTRIE	81
GRAPHIQUE 42 :	REPARTITION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES DE LOCAUX D'ACTIVITES SELON LEUR DESTINATION EN 2000	82
GRAPHIQUE 43 :	EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER	83
GRAPHIQUE 44 :	NOMBRE DE PRETS A TAUX ZERO ACCORDES DEPUIS LA CREATION DU DISPOSITIF	84
GRAPHIQUE 45 :	REPARTITION PAR CATEGORIE DES ETABLISSEMENTS DE L'HOTELLERIE DE TOURISME EN LOIR-ET-CHER EN 2000	85
GRAPHIQUE 46 :	REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME EN LOIR-ET-CHER EN 2000	86
GRAPHIQUE 47 :	REPARTITION DES ARRIVEES DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME PAR PAYS	86
GRAPHIQUE 48 :	REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR	88
GRAPHIQUE 49 :	FREQUENTATION DES GITES EN SERVICE DE RESERVATION SELON LES PAYS	88
GRAPHIQUE 50 :	EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN 2000 PAR DEPARTEMENT	90
GRAPHIQUE 51 :	REPARTITION DES EXPORTATIONS REGIONALES PAR DEPARTEMENT EN 2000	91
GRAPHIQUE 52 :	EVOLUTION DE L'EXCEDENT COMMERCIAL DU LOIR-ET-CHER DEPUIS 1992	92